

Zehnte Sitzung – Dixième séance

Dienstag, 11. Dezember 2012

Mardi, 11 décembre 2012

08.00 h

12.073

Ja zur Aufhebung der Wehrpflicht. Volksinitiative

Oui à l'abrogation du service militaire obligatoire. Initiative populaire

Erstrat – Premier Conseil

Botschaft des Bundesrates 14.09.12 (BBl 2012 8285)

Message du Conseil fédéral 14.09.12 (FF 2012 7659)

Nationalrat/Conseil national 11.12.12 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 12.12.12 (Fortsetzung – Suite)

Antrag der Mehrheit

Nichteintreten auf den Gegenentwurf

Antrag der Minderheit

(Hiltbold, Barthassat, van Singer, Voruz)

Eintreten auf den Gegenentwurf

Proposition de la majorité

Ne pas entrer en matière sur le contre-projet

Proposition de la minorité

(Hiltbold, Barthassat, van Singer, Voruz)

Entrer en matière sur le contre-projet

Präsidentin (Graf Maya, Präsidentin): Wir führen gleichzeitig eine allgemeine Aussprache über die Volksinitiative und eine Eintretensdebatte zum Gegenentwurf der Minderheit. Im Rahmen dieser Debatte werden auch die drei Minderheitsanträge zur Initiative und der Antrag von Graffenried für einen eigenen Gegenentwurf begründet.

Perrin Yvan (V, NE), pour la commission: Le 31 janvier 2012, la Chancellerie fédérale déclarait valable une initiative déposée 26 jours plus tôt, munie de 106 995 signatures attestées. Le texte propose une modification de l'article 59 de la Constitution fédérale et demande pour l'essentiel que nul ne puisse être astreint au service militaire et que la Suisse dispose d'un service civil volontaire. Point important dont il sera sans doute plusieurs fois question dans ce débat: c'est bien la suppression de l'obligation de servir militairement qui est visée ici et non le principe de l'armée de milice tel qu'il est fixé à l'article 58 de notre Constitution.

En abolissant l'obligation de servir, la Suisse suivrait 23 pays européens dont nos voisins allemands, français et italiens qui ont fait ce choix depuis la fin de la guerre froide, tandis que d'autres réfléchissent aujourd'hui à leur emboîter le pas. Parmi les nations ayant conservé les obligations militaires, on trouve notamment l'Autriche, le Danemark, la Finlande et la Norvège. En pratique, la suppression de l'obligation de servir revient, dans l'immense majorité des cas, à passer à une armée professionnelle.

Si peuple et cantons acceptent ce texte, la Suisse constituerait une exception avec un système de milice volontaire qui n'existe pour l'heure nulle part ailleurs en Europe. Les com-

paraisons qui ont été évoquées en commission et qui le seront sans doute aujourd'hui doivent donc être faites avec recul dans la mesure où elles ne peuvent s'appliquer que partiellement au modèle que nous sommes susceptibles d'adopter.

Invités à défendre le texte de l'initiative, les représentants du GSsA ont mis en avant leur motivation première, à savoir que nul ne soit contraint d'apprendre à faire la guerre. Cette obligation constitue une importante restriction à la liberté des jeunes gens astreints au service militaire, une contrainte qui pouvait conduire en prison en cas de transgression. Le libre arbitre, dont tout un chacun devrait pouvoir bénéficier, se trouve ainsi fortement contrarié. L'armée inculque à ses recrues le langage de la force au détriment d'une résolution pacifique des conflits.

Les partisans de l'initiative estiment encore que les rapports hiérarchiques – commander ou être commandé – tels qu'on les trouve à l'armée ne constituent pas des comportements souhaitables en démocratie, démocratie qui en définitive attend de ses citoyens qu'ils meurent ou tuent pour elle.

Le GSsA affirme que le principe de l'armée de milice n'est pas lié à l'obligation de servir, des volontaires faisant naturellement un meilleur travail que ceux qui ne sont sous les drapeaux que contraints et forcés. Ainsi c'est l'article 59, «Service militaire et service de remplacement», de la Constitution qui est touché, et non l'article 58, «Armée», qui prévoit que la Suisse a une armée organisée selon le principe de l'armée de milice. Comme je l'ai dit, le principe d'une milice volontaire est inconnu en Europe, et il faut sans doute aller jusqu'aux Etats-Unis pour trouver quelque chose qui ressemble à ce que le GSsA propose.

Les initiateurs sont d'avis que la suppression de l'obligation de servir ne mettra pas en péril l'institution, mais permettra une baisse des effectifs, opportunité qui permettra d'abandonner certaines tâches inutiles. L'obligation de servir constitue en effet un frein à d'éventuelles réformes dans la mesure où il convient d'occuper tous les militaires astreints.

Pour le reste, les partisans du texte mettent en évidence une inégalité de traitement dans le mode de recrutement, le taux d'aptitude variant de 54 pour cent à Zurich à plus de 75 en Suisse centrale.

La minorité Hiltbold a présenté un concept sous la forme d'un contre-projet prévoyant la mise en place d'un service citoyen auquel tout homme de nationalité suisse serait astreint. De plus, hommes et femmes de nationalité suisse et résidents étrangers seraient astreints à un recrutement général. Ce service citoyen serait accompli en priorité dans l'une des filières de la sécurité: armée, police, gardes-frontière, service du feu, protection civile, service sanitaire, domaine pénitentiaire. Ce contre-projet permettrait à chacun de faire quelque chose d'utile pour son pays, ceci au moment où notre armée va passer de 190 000 à 100 000 hommes. Près d'un homme sur deux en état de servir sera donc libéré de ses obligations alors que chacun, selon le contre-projet de la minorité Hiltbold, pourrait être utile dans les domaines précités.

En cours de débat, s'agissant de l'initiative, la majorité de la commission a estimé qu'il n'était pas souhaitable de ne compter que sur le volontariat pour combler les rangs. Le risque existe que seules des personnes fortement attirées par le métier des armes ne s'annoncent – ces mêmes personnes que l'armée surveille à raison, comme le lait sur le feu, certains présentant une orientation politique fâcheuse. Il convient également de garder à l'esprit qu'un militaire volontaire aurait sans doute des difficultés à être libéré par son employeur pour effectuer une école de recrues, d'avancement ou un cours de répétition. Tout porte à croire que, dans ces conditions, l'armée connaîtrait de gros problèmes de recrutement.

Comme je l'ai déjà dit, les situations ne sont pas comparables, mais on constate que l'armée espagnole recrute notamment en Amérique du Sud, ceci malgré un chômage très élevé chez les 18 à 25 ans. L'armée britannique trouve notamment ses hommes dans les prisons, tandis que la Suède regrette déjà la levée de l'obligation de servir, se rendant

compte que non seulement ceux qui s'annoncent ne sont pas ceux qu'il faudrait, mais aussi qu'ils ne sont pas en nombre suffisant.

Le contre-projet a été jugé problématique dans la mesure où les personnes astreintes au service citoyen seraient engagées dans des domaines professionnels nécessitant une formation exigeante. Il est peu probable qu'une personne formée de manière accélérée soit réellement efficace; elle pourrait même poser problème aux professionnels chargés de l'encadrer.

Dans un premier temps, votre commission s'est prononcée sur un éventuel contre-projet et vous en recommande le rejet, par 21 voix contre 4 et 0 abstention. Ensuite, par 18 voix contre 6 et 1 abstention, la commission a décidé de recommander au peuple et aux cantons de rejeter l'initiative. Ainsi, la majorité de la commission vous recommande de rejeter la proposition défendue par la minorité I (Allermann). Je m'exprimerai sur la minorité III (van Singer) au cas où notre conseil déciderait d'opposer un contre-projet à l'initiative qui nous est proposée.

Pour résumer, la majorité de la commission vous recommande le rejet de l'initiative sans contre-projet.

Schläfli Urs (CE, SO), für die Kommission: Die Volksinitiative «Ja zur Aufhebung der Wehrpflicht» wurde am 5. Januar 2012 mit 106 995 gültigen Unterschriften von der Gruppe für eine Schweiz ohne Armee eingereicht. Die Initiative hat zum Ziel, die Militärdienstpflicht abzuschaffen. Aus Sicht der Initianten ist die Wehrgerechtigkeit nicht mehr gegeben. Das System der gegenwärtigen Armee mit Wehrpflicht soll deshalb vom System einer Freiwilligenarmee abgelöst werden. Das System der Miliz wird jedoch beibehalten. Artikel 58 der Bundesverfassung, welcher unter anderem das Milizsystem beinhaltet, ändert sich also nicht. Hingegen ändert sich Artikel 59, welcher den Militär- und Ersatzdienst sowie die Wehrpflichtersatzabgabe zum Inhalt hat. Der Militär- und auch der Zivildienst sollen für Frauen und Männer freiwillig werden. Der Zivildienst ist dabei nicht geregelt bzw. müsste als Folge der Freiwilligkeit des Militärdienstes neu organisiert werden, da Militär- und Zivildienst bei der Rekrutierung bekanntlich miteinander verknüpft sind. Als weitere Folge dieser Initiative wird auch die Wehrpflichtersatzabgabe wegfallen.

Zu den Gründen: Die Initianten vertreten den Standpunkt, dass kein Schweizer gezwungen werden darf, das Kriegshandwerk zu erlernen, auch wenn es nur zur Verteidigung unseres Landes und somit zum Schutz der Bevölkerung dienen sollte. Ein weiterer wichtiger Punkt für die Initianten ist die Wehrgerechtigkeit. In einzelnen Kantonen liegt die Aushebungszahl für die Rekruten, also die Quote der Militärdiensttauglichkeit, bei rund 55 Prozent, während es in anderen Kantonen fast 80 Prozent sind. Dieser Unterschied lässt sich nicht mit gesundheitlichen Argumenten alleine erklären. Dies sei vielmehr eine Folge der Einstellung zur Armee, also davon, ob die zu rekrutierenden Jugendlichen aus einer armeefreundlichen oder einer armeekritischen Landesregion kämen.

Auch sind Unterschiede zwischen ländlichen und städtischen Kantonen festzustellen. Selbst die Bildung soll einen Einfluss auf die Militärdiensttauglichkeit haben. Die Wehrgerechtigkeit ist nicht gegeben oder zumindest zu hinterfragen, wenn bei der Rekrutierung solche externe und wenig beeinflussbare Faktoren mitentscheidend sind.

Die finanziellen Folgen dieser Initiative sind nur schwer zu beziffern. Man ist sich zwar einig, dass der Armeebestand sinken würde, man spricht von 30 000 Mann. Die Kosten pro Armeeangehörigen würden aber tendenziell steigen; dies nicht nur wegen der materiellen Ausrüstung, sondern auch, weil der freiwillige Militärdienst durch finanzielle Anreize gefördert und die Anzahl der Militärdiensttage allenfalls erhöht werden müsste.

Auch sind die Folgekosten für die Wirtschaft nur schwer abzuschätzen. Unbestritten ist, dass durch das Militär verursachte Absenzen in Unternehmungen Kosten verursachen. Im Gegenzug kann die Wirtschaft vom Militär aber auch pro-

fitieren, so zum Beispiel von einer sehr guten Kaderbildung und Führungsschule. Die Kosteneinsparungen sind mit diesen vielen Variablen nicht oder nur schwer zu beziffern.

Die Mehrheit der Sicherheitspolitischen Kommission sieht bei dieser Initiative denn auch deutlich mehr Nachteile als Vorteile. So würde der durch das Parlament angestrebte Armeebestand von 100 000 Mann mit Freiwilligkeit wohl bei Weitem nicht mehr erreicht. Eine stark reduzierte Armee könnte die ihr heute zugewiesenen Aufgaben unweigerlich nicht mehr vollumfänglich wahrnehmen. Als Folge davon müssten wohl Aufgaben delegiert werden, zum Beispiel an die Kantone, an die Polizei.

Die Sicherheit unseres Landes zu gewährleisten ist aber eine Aufgabe unseres Staates. Diese Aufgabe ist staatspolitisch sinnvoll und kann nicht delegiert werden; dies wird auch von der Bevölkerung so erwartet. Alles andere schadet der Glaubwürdigkeit der Armee und auch deren Rückhalt in der Bevölkerung.

Richtigerweise wurde von den Initianten festgehalten, dass die meisten umliegenden Länder die Wehrpflicht nicht mehr kennen würden. Sie wurde jedoch zumeist nicht aufgehoben, sondern nur sistiert. Diese Länder kennen im Wesentlichen die Berufsarmee, was mit der freiwilligen Milizarmee, wie sie als Ziel von den Initianten angestrebt wird, nicht direkt verglichen werden kann. Aber auch selbst in diesen Berufsarmeen stellt die Rekrutierung vermehrt ein Problem dar. Selbst eine relativ hohe Arbeitslosigkeit in diesen Ländern ist kein Garant dafür, dass genügend Interessierte für die Armee gefunden werden können. So rekrutiert beispielsweise Spanien in Südamerika, und England sucht Rekruten zum Teil in Haftanstalten. Es wird befürchtet, dass sich auch bei uns eher Abenteuerlustige oder Leute mit einer falschen Überzeugung für den freiwilligen Militärdienst melden würden; dies ist unbestritten nicht in unserem Sinn.

Die Befürworter der Initiative betonen, dass in der Schweiz bereits heute sehr viel Freiwilligenarbeit geleistet werde – man spricht von 250 000 Vollzeitstellen –, weshalb sich dann schon genügend Leute für den Militärdienst melden würden. Die Mehrheit der Kommission ist jedoch der Meinung, dass die heute geleistete Freiwilligenarbeit in einem Bereich geleistet wird, welcher nicht mit jenem der Militärs verglichen werden darf. Insofern ist die Rekrutierung von genügend motiviertem Personal nicht sichergestellt.

Die Initianten wollen mit dieser Initiative auch erreichen, dass kein Schweizer zum Militärdienst gezwungen werden darf, wenn er es mit seinem Gewissen nicht vereinbaren kann. Diesen Personen wird mit der Tatbeweislösung jedoch bereits heute eine Alternative angeboten; wenn jemand wirklich aus Gewissensgründen keine Waffen tragen will, hat er die Möglichkeit, Zivildienst zu leisten. Er leistet also keinen Militärdienst und trägt auch keine Waffen.

Die Mehrheit der Kommission ist der Meinung, dass das heutige System mit Wehrpflicht und Miliz für unser Land und unsere Sicherheit das beste System ist. Die Armee ist so in der Lage, in jeder Situation auf genügend Leute zurückgreifen zu können.

Zu den Gegenentwürfen: Der Gegenentwurf von Grafenried sieht eine allgemeine Dienstpflicht vor. Diese soll für Frauen und Männer gelten. Demnach muss jede Schweizerin und jeder Schweizer einen Militärdienst oder einen zehnwöchigen Ersatzdienst leisten. Als Ersatzdienst gilt der Dienst im Bereich Feuerwehr, Katastrophenhilfe oder auch im Sozial- und Umweltbereich.

Der zweite Gegenentwurf, der von Kollege Hiltbold, sieht vor, dass jeder Schweizer einen Bürgerdienst leisten muss. Für die Frauen wäre dieser freiwillig. Dieser Bürgerdienst kann, wie beim Gegenentwurf von Grafenried, bei der Armee, bei der Feuerwehr usw. geleistet werden. Zusätzlich kann man den Bürgerdienst aber auch bei der Polizei, beim Grenzwachtkorps, bei der Sanität oder gar beim Strafvollzug leisten.

Die Mehrheit der Kommission ist der Meinung, dass diese beiden Gegenentwürfe inhaltlich eine Schwächung der Armee darstellen. Auch wird es für den Stimmbürger schwierig, die einzelnen Komponenten dieser drei Entwürfe auseinander-

anderzuhalten. Es geht dann nicht nur um die Freiwilligkeit des Armeedienstes, sondern auch um eine Ausdehnung der Dienstpflicht auf Frauen sowie eine Ausdehnung der Dienstpflicht auf weitere Institutionen, wie z. B. Feuerwehr, Polizei usw. Die Einheit der Materie, wie sie für Abstimmungen vorgesehen ist, ist nicht mehr uneingeschränkt gegeben. Zudem sollte die Ausdehnung der Dienstpflicht auf diese Institutionen abgeklärt und mit den entsprechenden Behörden auch abgesprochen sein.

Die Kommission hat die beiden Gegenentwürfe mit 21 zu 4 Stimmen abgelehnt. Auch die Initiative «Ja zur Aufhebung der Wehrpflicht» wurde – mit 18 zu 6 Stimmen bei 1 Enthaltung – zur Ablehnung empfohlen.

Allemann Evi (S, BE): Wir haben eine Monsterdebatte mit unglaublich vielen Rednerinnen und Rednern vor uns, und ich habe mich vorhin gefragt, wie ich das werten soll. Ist es tatsächlich so, dass in diesem Bereich ein derart grosser Handlungsbedarf besteht, dass sich so viele Leute äussern möchten? Oder rüttelt die Initiative etwa an einem Tabu? Gilt es heute, eine heilige Kuh zu schlachten? Die zentrale Frage wird aber erst mit der Abstimmung definitiv beantwortet sein, nämlich: Sind wir sicherheitspolitisch immer noch in den Schützengräben des Kalten Krieges, oder brechen wir nun endlich auf in eine moderne Zukunft der Schweizer Armee? Guckt man nämlich über den schweizerischen Tellerrand hinaus nach Europa, stellt man fest, dass nach dem Ende des Kalten Krieges viele Staaten von ihren Massenheeren Abstand genommen haben: Sie haben ihre Massenheere abgebaut, die Wehrpflicht abgeschafft oder sistiert und stattdessen eine Freiwilligenarmee aufgebaut. Von den 28 Nato-Staaten etwa besitzen mittlerweile 20 eine Freiwilligenarmee oder planen, eine Freiwilligenarmee einzuführen.

Mit dem Mauerfall verringerte sich in den Neunzigerjahren die Bedeutung von umfangreichen, vor allem für die klassische Landesverteidigung konzipierten Wehrpflichtarmeen markant. Gleichzeitig erweiterte sich mit dem Wandel der Bedrohungslage das Spektrum der Armeeaufgaben. Damit einher gingen in vielen europäischen Staaten Reformen, eine Neuausrichtung der Streitkräfte etwa auf Einsätze im internationalen Krisenmanagement.

Die Konzentration und Spezialisierung der Armee auf sinnvolle, der Sicherheitslage angepasste Aufgaben wäre auch in der Schweiz dringend. Ich denke etwa an die Luftpolizei, die eine sinnvolle Aufgabe ist. Ich denke auch an den verstärkten internationalen Fokus, den die Schweizer Armee sehr gut und mit glaubwürdigen Argumenten einnehmen könnte. Das würde aber auch bedeuten, dass man die Armeebestände gegenüber heute massiv reduzieren müsste, und zwar in einer Masse, die die Beibehaltung der allgemeinen Wehrpflicht infrage stellen würde.

2012 sind rund 35 000 männliche Schweizer Bürgerstellungspflichtig, im Jahr 2030 werden es immer noch 26 000 sein. Wenn die Wehrpflicht für alle 20- bis 30-jährigen Männer gilt, also für zehn Jahrgänge, würde die Wehrpflicht der Armee heute theoretisch 350 000 Soldaten zuführen, und auch in Zukunft wären es immer noch 200 000. Das ist offensichtlich viel zu viel. Die Armee kann heute schon froh sein, dass etwa die Hälfte ihren Dienst im Zivildienst oder im Bevölkerungsschutz leistet. Das heutige Rekrutierungssystem ist in höchstem Masse ungerecht und konzeptlos, und es ist auch sicherheitspolitisch falsch. Die Aufrechterhaltung eines Massenheers lässt sich angesichts der gewandelten Bedrohungslage nicht mehr begründen. Kein anderes Land in Europa leistet sich gemessen an der Grösse des Territoriums und auch gemessen an der Bevölkerungszahl eine derart grosse Armee wie die Schweiz.

Hinzu kommt, dass das künstliche Aufrechterhalten der hohen Armeebestände eine der wichtigsten Ursachen für die zahlreichen Mängel der aktuellen Armee darstellt. Man würde sich besser auf das internationale Engagement fokussieren und dieses nicht mehr derart krampfhaft bekämpfen, sondern es endlich als gegebenen Umstand akzeptieren und danach die richtigen Schlüsse ziehen, nämlich das Wehrmodell reformieren und die Ausbildung und die Ausrü-

stung auf das fokussieren, was auch Sinn macht. Aber leider sind wir davon weit entfernt, und wir drehen Zusatzschleife um Zusatzschleife. Ich töne jetzt vielleicht ein bisschen konsterniert, und es ist auch so: Ich hätte gerne, dass wir nicht schon bald wieder vor der nächsten Aktualisierung des sicherheitspolitischen Berichtes stehen würden, ohne dass der alte Bericht je konkrete Wirkung in Form von sinnvollen Reformen gezeitigt hätte. Ich finde, das ist eine Zeit- und Geldverschwendung. Wir würden besser den Tatsachen in die Augen schauen und die berechtigten Fragen, welche die Initiative aufwirft, ernsthaft diskutieren, auch wenn die Initiative aus Sicht der Mehrheit dieses Rates aus der falschen Ecke kommt.

In vielen Staaten, welche die Armeen reformiert haben, standen auch ökonomische, nicht nur militärstrategische Gründe im Zentrum der Überlegungen. Dazu werden wir von der SP-Fraktion noch einiges in den Einzelvoten sagen.

Als Sprecherin für die Minderheit I sage ich nur noch so viel: Wer daran interessiert ist, dass die Armee nicht ungerecht rekrutiert und ineffizient funktioniert, muss bereit sein, heute den alten Zopf der allgemeinen Wehrpflicht abzuschneiden und Ja zu sagen zur Volksinitiative «Ja zur Aufhebung der Wehrpflicht».

Hiltbold Hugues (RL, GE): Je suis farouchement attaché à l'obligation de servir, parce qu'elle a permis d'assurer la mission première de l'armée, celle d'assurer la sécurité du pays à travers des tâches de protection de la population, d'aide en cas de catastrophes, de protection de l'espace aérien, d'engagement à l'étranger et de défense du territoire. Parce que l'obligation de servir a aussi, au même titre que l'école publique, contribué à la difficile cohésion entre les différentes régions et cultures de la Suisse. Elle a permis de renforcer les liens entre les quatre régions linguistiques, matérialisant le principe de solidarité, une des valeurs essentielles sur laquelle notre pays s'est construit.

Je suis donc contre cette initiative qui vise à supprimer l'obligation de servir. Je ne veux pas d'une armée constituée que de militaires professionnels. Je ne crois pas que l'on puisse réaliser la meilleure armée du monde avec 100 000 hommes volontaires.

Aujourd'hui, l'armée compte un peu moins de 200 000 hommes. Chaque année, un peu plus de 40 000 jeunes hommes sont appelés au recrutement et seuls un peu plus de 25 000 d'entre eux sont déclarés aptes au service militaire ou au service de remplacement. Donc 15 000 autres restent sur le carreau et n'accompliront aucun service militaire ni service de remplacement. Ainsi aujourd'hui, même si l'obligation de servir figure dans notre Constitution, tous ne sont pas égaux devant la loi.

Nous vivons dans une société où nous avons beaucoup de droits et quelques devoirs seulement, trois en l'occurrence: celui de payer des impôts, celui de voter, malheureusement accompli par seulement la moitié des citoyens en moyenne, et celui, pour les hommes, de servir leur patrie. Servir le pays, oui! Mais pas exclusivement dans l'armée, également dans d'autres domaines et sous d'autres formes. On peut servir son pays aussi bien en effectuant son service militaire qu'en participant à l'entretien du patrimoine ou en prenant soin de personnes âgées dans les EMS. Il ne faut donc pas supprimer l'obligation de servir, mais il faut la renforcer. Il faut redonner un sens au mot servir et une crédibilité à son obligation.

Le contre-projet qui vous est proposé prévoit un service citoyen qui vise à inscrire le service militaire et le service civil de remplacement dans les réalités sécuritaires, sociales et démographiques de ce début de XXI^e siècle, anticipant aussi la situation de sureffectif à laquelle l'armée va être bientôt confrontée. Il considère la période de service obligatoire comme un engagement qui est passé entre le jeune et l'Etat. Le jeune consacre à l'Etat une période de sa vie et en retour les autorités valorisent cet engagement en offrant des missions attractives, insérées au mieux dans les cursus de formation, en débouchant sur des certifications reconnues ensuite dans le monde professionnel. Mais cet engagement

citoyen doit être également pensé en termes de valeurs, auxquelles on espère faire adhérer les jeunes qui accomplissent leur service, ces principes sur lesquels la Suisse s'est construite, tels que la solidarité ou le respect de l'autre. Le contre-projet qui vous est proposé prévoit une nouvelle mouture de l'article 59 de la Constitution. Cet article garantit la priorité à l'armée, lui permettant d'accomplir en tout temps les missions qui lui sont légalement confiées. La sécurité du pays reste en effet clairement la priorité. Cette clause de sauvegarde permet de prévenir les conséquences d'une préférence massive des conscrits s'orientant vers le service civil. Ce contre-projet prévoit aussi que les Suissesses puissent effectuer le service citoyen à titre volontaire, comme les résidents étrangers, mais exclusivement pour ceux-ci dans les domaines du service du feu, du service sanitaire ou encore de la protection civile.

Cette disposition a le mérite de proposer une solution concrète pour résoudre les sureffectifs de l'armée suite à la décision du Parlement de 2011. Elle propose une nouvelle légitimité pour la notion d'obligation de servir et renforce l'égalité de traitement devant la Constitution. Elle tente d'allier pragmatisme et attentes de la jeunesse, notamment en matière de formation continue. Elle laisse la priorité à l'armée – c'est important de le rappeler – en lui assurant, par le biais d'une clause de sauvegarde, la priorité en termes de recrutement.

Outre les besoins du pays, notamment en termes de sécurité, ce modèle intègre les besoins des jeunes. Je pense à ces jeunes que l'on dit en rupture, ces jeunes en situation d'échec scolaire, parvenus à l'âge de 18 ans sans réels objectifs ni perspectives. Ce service citoyen peut leur redonner l'envie d'aller de l'avant, de participer à la vie de la communauté, de s'y insérer professionnellement et socialement. Ce service citoyen s'ancre dans la réalité du XXI^e siècle tout en ayant l'avantage de ne nécessiter qu'une adaptation du modèle existant ainsi que de respecter l'attachement, tant du peuple que des autorités, à la notion d'obligation de servir. Le but est qu'à la fin, quelle que soit la forme de service choisie, chaque jeune consacre une période de sa vie à son pays, à un engagement vis-à-vis de la collectivité, qui en retour lui garantira une plus-value en termes de formation.

Je vous invite donc à soutenir ma proposition de minorité II qui demande de rejeter l'initiative et d'adopter le contre-projet, à savoir le projet 2.

van Singer Christian (G, VD): Nous discutons aujourd'hui de l'abrogation du service militaire obligatoire. Mais cette obligation existe-t-elle encore? Les femmes, pourtant citoyennes à part entière depuis quarante ans, ne sont pas astreintes. Les jeunes étrangers résidents qui, dans d'autres pays, obtiendraient la citoyenneté ne sont pas astreints. Presque 40 pour cent des jeunes Suisses sont dispensés pour raisons médicales ou font du service civil. En fin de compte, moins d'un cinquième des jeunes accomplissent réellement un service militaire.

Non seulement l'obligation de servir n'existe plus dans les faits, mais surtout le principal motif de la maintenir – le péril extérieur – a disparu. De qui nous protègent les avions de combat, les chars, notre armée de 100 000 hommes? des Allemands? des Autrichiens? des Italiens? des Français? des Russes? Force est de constater que le service militaire obligatoire n'existe plus dans les faits et qu'il a perdu sa raison d'être. Toutefois, je trouve qu'il est important pour la cohésion nationale que tout jeune soit appelé à fournir un service au pays dans lequel il vit.

J'hésite donc à soutenir l'initiative, qui prévoit l'abrogation du service militaire obligatoire. La situation actuelle, toutefois, est insatisfaisante. Malheureusement, on demande aux jeunes de servir dans une armée qui se prépare à un remake de la dernière guerre mondiale, dans une armée qui, au lieu de se préparer à parer aux risques d'aujourd'hui – terrorisme, catastrophes naturelles, attaques électroniques –, continue à gaspiller des milliards dans l'achat d'avions, de chars d'assaut, de systèmes de conduite des opérations foyers. Malheureusement, on continue à pénaliser les jeunes

qui refusent l'apprentissage du métier de la guerre et qui aimeraient servir autrement notre pays.

C'est pourquoi, comme je suis attaché au maintien d'un service pour le pays, je soutiendrai la proposition von Graffenried et celle de la minorité Hiltbold. Leurs auteurs demandent, avec les sensibilités qui sont les leurs, que plusieurs formes de service soient possibles: service militaire, protection civile, aide en cas de catastrophe, pompiers, engagement civil dans le social ou la protection de l'environnement. Ils demandent en outre que les femmes et les jeunes étrangers puissent aussi, à titre volontaire, servir le pays.

Je félicite les auteurs de ces propositions, qui sont novatrices et qui aboutiraient réellement à une réforme de l'armée actuelle, qui n'est plus adaptée au temps actuel et qui ne répond pas aux besoins d'aujourd'hui.

Je soutiendrai donc avec conviction la proposition von Graffenried et celle de la minorité Hiltbold, même si elles déplaisent à gauche et à droite. Je vous demande de les soutenir. Toutefois, si elles étaient rejetées par notre conseil, je vous demanderais de recommander au peuple et aux cantons d'adopter l'initiative, parce que je retiens que c'est le seul moyen pour débloquer la situation actuelle, qui correspond aux besoins d'il y a cinquante ou cent ans, mais plus à ceux d'aujourd'hui.

von Graffenried Alec (G, BE): Die Schweiz klagt über eine angebliche äussere Bedrohung der Identität. Aber die Identität wird auch von innen bedroht, durch die Gefährdung des Milizsystems, das mir sehr teuer ist. Der gesellschaftliche Trend geht in Richtung grössere persönliche Autonomie, Freiheit über alles! Die Abschaffung der Wehrpflicht, heisst es, sei eine Befreiungsaktion für die Betroffenen, eine Pflicht weniger. Jedoch geht auch ein Stück Verantwortungs- und Identität verloren.

Was hat dies mit der allgemeinen Dienstpflicht zu tun? Eine allgemeine Dienstpflicht fördert das Bewusstsein für Freiwilligenarbeit, fördert auch das Bewusstsein für unser Milizsystem. Das Milizsystem ist ein Rückgrat unserer Gesellschaft und unserer Staatsordnung. Keine Gemeinde, keine Feuerwehr, kein Verein würde ohne unbezahlte Arbeit funktionieren. Ein Land wie die Schweiz ist angewiesen auf Menschen – und Sie hier drin wissen das alle –, die mehr tun als das, was verlangt ist.

Verstehen Sie mich nicht falsch. Die Freiheit und die Rechte sind wichtig und auch mir teuer. Aber die Pflichten dürfen darob nicht vergessen gehen. Die Pflicht, eine gewisse Zeit seines Lebens in den Dienst der Allgemeinheit zu stellen, fördert den Solidaritätsgedanken. Die Durchmischung verschiedener sozialer Schichten und Bekanntschaften über die Sprachgrenzen hinaus tragen zum Kitt unseres Landes bei.

Ich bin daher gegen die Abschaffung der Wehrpflicht. Sie muss jedoch dringend umgebaut und modernisiert werden. Daher stelle ich den Antrag für einen Gegenvorschlag zur Initiative «Ja zur Aufhebung der Wehrpflicht», nämlich die Einführung einer allgemeinen Dienstpflicht. Die allgemeine Dienstpflicht soll aus dem Militärdienst oder einem zivilen Ersatzdienst bestehen. Die Dienstpflichtigen sollen zwischen den Diensten frei wählen können.

Diese Forderung ist schon sehr alt. Nach zahlreichen politischen Forderungen zur Modernisierung der allgemeinen Wehrpflicht setzte der Bundesrat 1992, also vor zwanzig Jahren, eine «Studienkommission Allgemeine Dienstpflicht» ein. Sie hatte die Aufgabe, zu prüfen, ob die allgemeine Wehrpflicht durch eine allgemeine Dienstpflicht abgelöst werden könnte. Das Projekt wurde leider schubladisiert, bis heute. Jedoch die Stimmen, die verlangen, dass man darauf zurückkommt, verstummen nicht. In weiten Teilen Europas, es wurde schon darauf hingewiesen, wurde die traditionelle Wehrpflicht zugunsten alternativer Modelle abgeschafft. In der Schweiz aber fehlt bis heute der politische Wille, sich ernsthaft mit einer Alternative auseinanderzusetzen.

Mit der Einreichung der Volksinitiative wurde das Thema neu lanciert, das ist den Initianten zugutezuhalten. Es ist nun an

der Zeit, ernsthaft über eine allgemeine Dienstpflicht zu diskutieren.

Was bedeutet eine allgemeine Dienstpflicht? Der obligatorische Dienst für das Gemeinwohl wird als Vertrag zwischen dem Staat und seinen jungen Bürgern verstanden, als «contrat citoyen», wie er von Pierre Maudet, Präsident der Eidgenössischen Kommission für Kinder- und Jugendfragen, vorgeschlagen worden ist. Auch Herr Darbellay hat schon einen Vorstoss für eine allgemeine Dienstpflicht eingereicht (05.409). Die Dienstpflicht besteht aus der Militärdienstpflicht oder der Pflicht zu einem zivilen Ersatzdienst. Die Einsätze sollen alle gleich lange dauern, und die Pflichtigen sollen frei wählen können. Auch Peter Weigelt, alt Nationalrat und ganz sicher kein Linker, hat schon ein Konzept für eine allgemeine Dienstpflicht aufgestellt.

Der zivile Ersatzdienst soll in den Bereichen des Bevölkerungsschutzes, des Umwelt- und Naturschutzes sowie im Sozial- und Gesundheitswesen geleistet werden. Möglich wären auch Einsätze zur Unterstützung der Gemeinden, zum Beispiel bei der Bekämpfung von Littering, oder auch in der Entwicklungszusammenarbeit. Denkbar wären Einsätze weiter zur Entlastung von Feuerwehr und Polizei, bei Grossereignissen und Notfällen, zum Beispiel bei der Bekämpfung von Hochwasser. Dass auch der Feuerwehrdienst in der allgemeinen Dienstpflicht enthalten ist, wäre deshalb sinnvoll, weil die Rekrutierung von freiwilligen Feuerwehrmännern und -frauen zunehmend schwierig wird; die Bestände sind rückläufig.

Die freie Wahl gälte natürlich unter dem Vorbehalt der Bestandessicherung der Armee und der differenzierten Tauglichkeit – aber eben: einer differenzierten Tauglichkeit. Die Einsätze müssten in allen Bereichen mit einer angepassten Ausbildung beginnen, damit sich die Jugendlichen darauf vorbereiten könnten. Über die Einsatzdauer kann diskutiert werden. Ebenso wäre ein Life-Cycle-Modell möglich, wie dies Herr Weigelt vorgeschlagen hat.

Halten wir uns an John F. Kennedy: «Frage nicht, was dein Land für dich tun kann – frage, was du für dein Land tun kannst!» Es ist Zeit, die Dienstpflicht zu modernisieren. Stimmen Sie meinem Antrag zu!

Müller Geri (G, AG): Vorweg, damit es nicht das grosse Thema wird: Ich oute mich als Mitglied der Gruppe für eine Schweiz ohne Armee. Ich verstehe die Gruppe für eine Schweiz ohne Armee als eine Gruppe, die sich mit der Frage auseinandersetzt: Was müsste die Schweiz machen, wie müsste die Schweiz mit bestimmten Dingen umgehen, hätte sie keine Armee? Das gäbe vermutlich eine andere Aussenpolitik, sicher aber eine andere Innenpolitik. Man würde mit den Gefahren, die es in diesem Land gibt, anders umgehen als heute, wo man, zum Beispiel einfach sagt: Die Schweiz hat keine Armee, sie ist eine Armee. Das würde heissen, dass man gewisse Dinge ganz anders organisieren müsste, beispielsweise die Katastrophenhilfe. Man könnte nicht auf ein Heer von billigen, günstigen Menschen zurückgreifen, die in der Not aufräumen. Man könnte gewisse Sport- und andere Veranstaltungen vielleicht nicht mehr auf die Art und Weise organisieren wie seinerzeit die Euro 2008 in der Schweiz, als man auf ganz viele Leute zurückgreifen konnte, die die Sicherheit in diesem Lande aufrechterhalten sollten. Man würde mit verschiedenen Dingen ganz anders umgehen.

In dieser Diskussion ist plötzlich diese Initiative entstanden, eine Initiative, die auf keinen Fall ein Weg zur Abschaffung der Armee ist. Sie mögen jetzt lachen und sagen: Aber die GSoA hat ja gar keine anderen Ideen. Das ist aber in diesem Falle nicht so, und Sie werden das anhand meiner Ausführungen und auch an den bereits gemachten Ausführungen der Minderheiten ganz klar erkennen.

Letztlich geht es also um ein Verhalten, das man an den Tag legen müsste, ein Verhalten, das zum Ziel hat, dass wir keine Kriege brauchen – ich sage nicht «haben», sondern «brauchen». Wenn Sie heute weltweit alle Kriege anschauen, sehen Sie, dass diese damit zu tun haben, dass vor allem Grossmächte an die Rohstoffe kommen wollen

und sie deshalb im Falle eines Falles, wenn sie sie nicht einfach so bekommen, mit ihren Armeen herausbomben – Irak, Libyen usw. sind Beispiele dafür.

Kommen wir zurück zur Frage, ob es gerechtfertigt ist, die Wehrpflicht so beizubehalten, wie sie in der Bundesverfassung festgelegt ist. Wenn man die Analyse der letzten Jahre bis zurück zur Gründung unseres Bundesstaates genau macht, weiss man, dass es noch nie eine allgemeine Wehrpflicht gegeben hat. Angefangen hat das damit, dass die Kantone beordert worden sind, 2 Prozent ihrer jungen Männer für den Dienst bereitzustellen. 2 Prozent – das ist weit weg davon, eine allgemeine Wehrpflicht zu haben! Wenn Sie das Ganze über die beiden Weltkriege hinweg bis heute betrachten, sehen Sie, dass es nie eine Zeit gab, wo wesentlich mehr als 50 Prozent der zur Verfügung stehenden jungen Männer im Dienst gestanden sind oder den Dienst absolviert haben. Teilweise haben sie den Dienst angefangen und dann abgebrochen, teilweise sind sie nach der Aushebung wieder ausgestiegen. Das ist eine Realität, die wir heute kennen. Wir sind weit davon entfernt, von einer allgemeinen Wehrpflicht zu sprechen.

In den letzten Jahren haben wir uns, als eines der letzten westeuropäischen Länder, endlich dazu durchgerungen, den jungen Männern auch die Möglichkeit zu geben, einen Zivildienst zu absolvieren. Ich hatte diese Möglichkeit noch nicht, ich musste damals als Verweigerer auftreten, einfach deshalb, weil ich nicht das Kriegshandwerk erlernen wollte. Es gab für mich nichts anderes, als ins Gefängnis zu gehen. Heute haben die jungen Männer endlich die Möglichkeit, einen Zivildienst zu absolvieren. Sie machen das auch. Viele in diesem Rat monieren, vor allem auf der rechten Seite, diese Personen würden unsere Armee gefährden. Warum? Weil sie zahlenmässig zugenommen haben, aber in einem Bereich, der sehr, sehr tief ist.

Aber das sind junge Menschen, die sagen: «Ich möchte einen Dienst für dieses Land leisten, ich bin bereit, dafür ein- einhalbmal so viel Zeit einzusetzen.» Sie leisten im Umweltschutz, bei Sozialwerken usw. einen Dienst am Volk. Ob das stressiger ist oder nicht als das, was man in der Armee macht – ich überlasse es jemand anderem, das zu beurteilen. Auf alle Fälle sehe ich auch den Stress bei den jungen Armeeangehörigen, die den ganzen Tag rennen, um dann zu warten, oder die eben warten, um dann zu rennen; auch das ist psychisch nicht ganz einfach zu verkraften.

Die Gegenvorschläge, die heute gekommen sind, die zum Teil auch in der Kommission diskutiert worden sind, vor allem auch der Antrag von Alec von Grafenried auf einen Genentwurf, öffnen eine ganz andere Seite. Herr von Grafenried spricht plötzlich von einer allgemeinen Dienstpflicht. Da gibt es Probleme mit der EMRK, das wissen wir, aber wir könnten das irgendwie managen. Allerdings ist das dann eine andere Diskussion. Es geht ja nicht mehr um den Umstand, der heute ins Auge sticht. Es ist der Umstand, dass wir eine sogenannte allgemeine Wehrpflicht haben, die nicht vollzogen wird.

Ich gehe im Wesentlichen auf drei Argumente ein, die vermeintlich dazu führen sollen, Sie zu einem Nein zu dieser Initiative zu motivieren. Sie haben dieses Schreiben ebenfalls bekommen, es ist auch von unserem Kollegen Jakob Büchler unterzeichnet worden. Es heisst, das sei eine Organisation, in der alle relevanten Organisationen, die für die Armee sind, vertreten seien.

1. Diese Organisation behauptet, dass die Militärdienstpflicht und das Milizprinzip sicherheitspolitisch sinnvoll seien. Teilweise kann ich diese These unterstützen. Es gibt teilweise Verbände, die tatsächlich etwas machen, in dem die jungen Menschen einen Sinn sehen. Aber der grosse Teil tut das eben nicht. Ich weiss nicht, ob es an der Verteidigungsbereitschaft zu nagen beginnt, wenn ein grosser Teil der jungen Menschen den Sinn nicht in dem sieht, was sie heute machen. Ob sie dann die grossen militärdienstlichen Zusammenhänge sehen, ist eine andere Frage. Das ist genau das, was ich bei den Truppenbesuchen in den Gesprächen mit den jungen Dienstleistenden höre: «Ich weiss nicht, was das Ganze soll; wir kämpfen gegen Phantome; die wirk-

lichen Bedrohungen für unser Land, wie sie im sicherheitspolitischen Bericht beschrieben sind, gibt es hier nicht.» Das ist etwas, was langfristig an der Verteidigungsbereitschaft nagt.

2. Die allgemeine Wehrpflicht, wird gesagt, sei staatspolitisch richtig. Ja, aber wenn sie nicht allgemein ist, wenn sie nicht alle betrifft, gibt es auch keinen staatspolitischen Auftrag.

3. Die freiwillige Miliz, heisst es, sei eine Illusion. Jetzt komme ich eigentlich zum zentralen Argument: Ist es denn einfach so, dass wir die Leute heute dazu zwingen müssen, etwas Sinnvolles zu tun? Ist das in einem liberalen Staat, wie die Schweiz wirklich einer ist, überhaupt möglich? Müsste man nicht vielmehr die Armee dazu bringen, fähig und in der Lage zu sein, junge Leute für einen sinnvollen Einsatz zu motivieren? Das müsste eigentlich die Aufgabe der Armee sein. Deshalb habe ich ganz zu Beginn gesagt, es sei in Frage gestellt, ob die GSoA der richtige Absender für eine solche Initiative sei, weil es letztlich bei Annahme dieser Initiative passieren könnte, dass sich die Armee plötzlich überlegen würde, wie sie sich für junge Menschen attraktiv machen könnte, damit diese zu ihr kämen. Dann braucht sie aber ein gutes Dispositiv, gute Überlegungen und muss den jungen Leuten etwas anbieten, wovon sie auch ausbildnerisch profitieren können. Das ist heute bei vielen Verbänden nicht der Fall. Es ist bei gewissen Truppengattungen der Fall; dort ist der Andrang junger Menschen auch sehr gross.

Diese Initiative ist also auch die Chance, etwas zu reflektieren, einen Grundsatz der Bundesverfassung zu verändern. Es ist ein Grundsatz, der nie erfüllt worden ist, den man heute überdenken könnte, insbesondere angesichts der neuen Ausgangslage auf der Welt, in der man nicht mehr das Ost-West-Blockaden denken hat, in der man, wenn man in Europa lebt, sicherheitspolitisch andere Herausforderungen hat als im Zweiten Weltkrieg. Es wäre die Chance für die Armee, sich in dieser Frage endlich so aufzustellen, dass sie für die jungen Menschen attraktiv wäre.

In dem Sinne bitte ich Sie, reflektierend dieser Initiative zuzustimmen. Sie wird dazu anregen, dass ganz viele Bereiche in diesem Land neu gedacht werden. Es wird dann nämlich eine interessante Auseinandersetzung geben, wenn wir mit dem sicherheitspolitischen Bericht und dem Armeebericht plötzlich vor die Bevölkerung treten und ihr erklären müssen, ob das jetzt Sinn macht oder nicht. Das wird eine interessante Auseinandersetzung sein. Je stärker das Parlament hinter dieser Initiative steht, umso stärker werden dann auch die Argumente für die verschiedenen Dinge sein. Ich bitte Sie also sehr, die Initiative zu unterstützen und die Gegenanträge abzulehnen.

von Siebenthal Erich (V, BE): Die Volksinitiative «Ja zur Aufhebung der Wehrpflicht» will die Militärdienstpflicht für Schweizer abschaffen. Die SVP-Fraktion lehnt diese Initiative einstimmig ab. Die Bundesverfassung soll wie folgt geändert werden, Artikel 59 Absatz 1: «Niemand kann verpflichtet werden, Militärdienst zu leisten.» Das ist das Herzstück dieser Vorlage. Der Militärdienst soll also freiwillig sein.

Die Militärdienstpflicht ist Teil unseres sicherheitspolitischen Konzeptes. Sie ist eng verknüpft mit dem Auftrag der Armee gemäss Artikel 58 der Bundesverfassung. Die Armee steht im Zentrum dieser Sicherheitspolitik, sie ist auf dem Milizprinzip aufgebaut. Mit dieser Initiative und den beiden Gegenvorschlägen ist dieser Auftrag nicht mehr erfüllbar. Mit unserem System heute, mit der Möglichkeit des Ersatzdienstes, sind wir dem Anliegen, auswählen zu können, schon sehr weit entgegengekommen. Diese Initiative geht ganz klar in Richtung Abschaffung der Armee. Freiwilligkeit ist hier absolut fehl am Platz.

Die allgemeine Wehrpflicht garantiert, dass die Bevölkerung, abgebildet in der Armee, im Einsatz ist, im Gegensatz zu einer freiwilligen Miliz. Diese richtet sich stark nach der allgemeinen Wirtschaftslage. Die Gefahr besteht einerseits, dass plötzlich Soldaten für die Sicherheit eintreten, die in der Akzeptanz gegenüber der Bevölkerung Probleme machen,

seien das Links- oder Rechtsextreme, Patrioten oder Rambo. Da ein allfälliger Einsatz unserer Armee im Inland stattfinden würde, wäre die Bevölkerung auch betroffen. Das heisst, Bevölkerung und Armee müssen einander vertrauen können. Mit einer freiwilligen Armee würde dieses Vertrauen massiv geschwächt. Mit der allgemeinen Wehrpflicht ist die Bevölkerung abgebildet. Der Soldat, der Militärdienst leistet, kann nach dem Militärdienst wieder an seinen Arbeitsplatz zurückkehren. Das gegenseitige Verständnis und Vertrauen wird so gestärkt.

Es gibt einige Länder in Europa, die diese Freiwilligkeit, wie die Initiative sie verlangt, kennen, Deutschland zum Beispiel seit eineinhalb Jahren, und bereits melden sich zu wenige Bewerber. Dass also die Attraktivität der Armee so hoch sein wird, dass sich genügend melden, ist unwahrscheinlich.

Die Gefahr, dass man die Grösse der Armee der Anzahl Bewerber anpasst, könnte naheliegend sein. Denn unsere Dienstpflichtigen haben in der Milizarmee in der letzten Konsequenz den Auftrag, unser Land, Bürgerinnen und Bürger, Familien bei einem Angriff zu verteidigen. Was das heisst, können wir nur ahnen, mit Blick auf Völker und Länder, die das durchgemacht haben oder heute direkt in dieser Situation sind.

Die allgemeine Wehrpflicht in der Milizarmee ist nicht einfach eine Idee von gestern. Nein, sie ist das einzige Instrument, das Aufwand und Ertrag für unser einzigartiges Land auch in Zukunft rechtfertigt. Die Freiwilligkeit gemäss Initiative würde den Standort Schweiz ganz klar schwächen. Denn es kämen sofort Fragen auf: Ist die Sicherheit noch gewährleistet? Wer unterstützt uns bei Naturereignissen, bei Grossanlässen wie dem WEF oder Sportveranstaltungen? Frieden, Sicherheit, Ruhe und Ordnung, Soforthilfe bei Ereignissen sind nicht einfach gegeben. Das sind Leistungen, die jeden Tag, jede Stunde erbracht werden müssen. Mit einer Annahme dieser Initiative wären diese Leistungen nicht mehr gewährleistet.

Darum ist diese Initiative aus Sicht der SVP-Fraktion klar abzulehnen; ebenso sind die Minderheitsanträge abzulehnen, die einen Gegenentwurf wollen, denn auch jede Aufweichung der allgemeinen Wehrpflicht ist abzulehnen.

Fridez Pierre-Alain (S, JU): Depuis 1989 et la chute du mur de Berlin, la situation géopolitique du continent européen s'est profondément modifiée. La confrontation franco-allemande, qui a donné le ton aux drames militaires et humains qui ont présidé à la destinée de l'Europe durant les derniers siècles, a fait place à la construction européenne basée sur la paix, la collaboration et l'amitié entre les peuples. C'est dans ce contexte que l'on a assisté, année après année, à l'abandon de l'obligation de servir dans la quasi-totalité des pays européens. Font exception quelques nations: la Norvège, l'Estonie, la Grèce, l'Autriche, qui votera en 2013 sur un projet de milice volontaire, et enfin la Finlande, qui s'appuie toujours sur une armée de masse de plus de 300 000 hommes, une situation originale qui s'explique par les traumatismes de son histoire, aux confins de la Russie.

Imaginer en 2012 les risques d'une guerre conventionnelle à nos frontières avec l'un de nos pays voisins relève de la pure science-fiction, et cela clairement à l'horizon de plusieurs décennies. Il est vrai, des risques subsistent, mais ils ont changé de caractère. Ces nouvelles menaces s'appellent terrorisme, cybercriminalité, crime organisé ou tout simplement insécurité. La sécurité, vivre sans la crainte d'être agressé ou volé, est un droit fondamental essentiel pour chaque citoyen et chaque citoyen de ce pays, et pour les socialistes une priorité. On n'oubliera pas les dangers environnementaux, liés ou non aux changements climatiques: inondations, éboulements, séismes, par exemple.

Pour répondre à ces nouveaux défis, l'armée suisse doit être repensée, redimensionnée, réorganisée. L'ère du citoyen soldat à l'ancienne est révolue. Forte dans les grandes années de plus de 400 000 hommes, notre armée compte aujourd'hui quelque 180 000 soldats et est vouée, selon les choix de notre Parlement, à voir ses contingents réduits à

100 000 hommes. La conscription est de ce fait condamnée à se réduire comme peau de chagrin.

Déjà maintenant, l'égalité devant l'obligation de servir n'existe plus. Seuls 30 à 40 pour cent des jeunes hommes issus d'une même classe d'âge effectuent leur parcours militaire dans son intégralité. Cette inégalité devant ce qui est considéré comme la règle est encore aggravée par des disparités flagrantes entre les régions et par les passe-droits dont semblent bénéficier certains des sportifs d'élite, par exemple. Le mythe du citoyen soldat n'est déjà plus qu'un souvenir.

Le Service de renseignement, devenu semble-t-il une véritable passoire, et la lutte contre la criminalité doivent devenir des priorités. En effet, notre pays a besoin d'une autre politique de sécurité, adaptée aux vrais risques. Des forces militaires mobiles et bien équipées mais en contingent nettement réduit doivent rester la colonne vertébrale de notre système de défense, avec à leurs côtés un renforcement du Corps des gardes-frontière, des unités de police spécialisées et de l'aide en cas de catastrophe.

Pour effectuer ces différentes missions à côté des postes obligatoirement dévolus à des professionnels, les besoins en militaires seront forcément réduits. Ainsi, la conscription généralisée deviendra inadaptée, l'obligation de servir inutile et le choix de miser sur le volontariat, sur une milice composée de volontaires, une évidence. Une armée redimensionnée, bien équipée, composée de personnes motivées avec des missions concrètes et intéressantes n'aurait aucune difficulté à recruter chaque année les quelques milliers d'hommes et de femmes requis – on imagine 3000 à 4000 recrues par année – avec, à la clé, une armée plus performante en phase avec les défis sécuritaires véritables de la Suisse et, surtout, une défense nationale plus économique.

Mais notre sécurité intérieure, c'est aussi à l'étranger qu'il faut la bâtir résolument. Contribuer à la résolution des crises politiques et militaires dans les pays du Sud permet par exemple de réduire les flux migratoires et les déstabilisations politiques qui font le lit du terrorisme.

Pour terminer, j'aimerais dire quelques mots sur les contre-projets. Ni l'un ni l'autre n'a convaincu le groupe socialiste. Ils ont le défaut de maintenir en l'état l'obligation de servir, et en fait ils compliquent plutôt les choses. La minorité Hiltbold souhaite par exemple envoyer des béotiens faire un service citoyen dans des prisons ou au sein de la police. Cela paraît clairement inadéquat.

A titre personnel, dans une Suisse sans obligation de servir, je trouverais l'idée d'un service citoyen généralisé intéressante, mais sous une forme légère, simple, afin de permettre de cimenter l'appartenance à notre communauté. On pourrait imaginer un stage de quelques semaines dans un home pour personnes âgées, dans une institution pour personnes handicapées ou dans une ferme de haute montagne, afin de partager une expérience de vie pour s'imprégner des valeurs d'entraide et de solidarité.

Le groupe socialiste soutiendra la minorité I (Allemann) qui est en faveur de l'abrogation du service militaire obligatoire. Il ne soutiendra pas les différents contre-projets déposés.

Graf-Litscher Edith (S, TG): Mit Argumenten, bei denen der Rückspiegel grösser als die Windschutzscheibe ist, werden wir den heutigen und den zukünftigen sicherheitspolitischen Herausforderungen nicht gerecht. Damit Sie mir im Anschluss nicht die Frage stellen müssen, ob ich für die Abschaffung der Armee sei, nehme ich diese Antwort gleich vorweg: Die SP-Fraktion und ich persönlich wollen die Armee nicht abschaffen. Vielmehr erkennen wir die Zeichen der Zeit und leisten unseren Beitrag zur Erneuerung unserer Armee, damit sie den volkswirtschaftlichen Realitäten und den heutigen und den zukünftigen Sicherheitsbedürfnissen unserer Bevölkerung in der Schweiz entspricht. Die SP-Fraktion richtet deshalb den Blick durch die grosse Windschutzscheibe nach vorne und zeigt den sicherheitspolitischen Weg auf.

Die grossen sicherheitspolitischen Herausforderungen des 21. Jahrhunderts lassen sich nicht mit Panzern und Kano-

nen von der Landesgrenze aus bewältigen. Gefragt sind vorab politische und zivile Massnahmen. Subsidiär können militärische Beiträge zur Friedensförderung eine wichtige Rolle spielen. Ein deutlicher Ab- und Umbau der aktuellen Schweizer Armee ist unverzichtbar, damit sie wirksam ihre Schutzverantwortung übernehmen kann, wie sie die Uno zu Recht anfordert und mit Erfolg leistet. Auch für unsere Armee gilt: Die Schweiz ist von internationalen Entwicklungen abhängig und trägt gleichzeitig Verantwortung gegenüber der Welt.

Die Schweizer Armee darf nicht weiterhin ein Anhängsel der Finanzpolitik bleiben. Fünfzehn Jahre SVP-Vorsteherschaft im VBS haben zu einem riesigen Reformstau mit Verunsicherungen innerhalb der Armee geführt. Der Bundesrat glaubt seinerseits, es genüge einfach, die Finanzen zu kürzen. Das Ergebnis ist katastrophal. Bevor wir über Finanzen und Bestände diskutieren, braucht es deshalb eine Klärung, welche Aufträge die Armee erfüllen soll. Dann werden wir erkennen, dass wir mit einer guten, kleineren Armee mehr zum Frieden und zur Sicherheit beitragen können, als dies heute der Fall ist.

Auch die überholte Idee, von der Grenze an mit massivem Feuer das Land zu verteidigen, wird immer noch als zentraler Armeeauftrag betrachtet. Das ist weltfremd. Ein Blick nach Europa zeigt, dass eine moderne Armee mit 30 000 Soldaten alle sinnvollen Aufträge erfüllen kann. Die SP-Fraktion schlägt eine gutausgebildete und modern ausgerüstete freiwillige Miliz von 50 000 Soldaten, inklusive Reserve, vor. Die SP setzt sich seit mehr als zehn Jahren für die Sistierung der Wehrpflicht und ein freiwilliges Rekrutierungssystem ein. Wir sind der Ansicht, Wehrpflicht – französisch «levée en masse», also die massenhafte Aushebung – sei die falsche Antwort auf die sicherheitspolitischen Herausforderungen des 21. Jahrhunderts.

Die aktuelle Armee ist mit einem Effektiv-Bestand von 154 376 aktiven Soldaten per 1. März 2012, bei einem Soll-Bestand von 115 289 Soldaten, grotesk überdimensioniert. Wird die militärische Bereitschaft auf die tatsächlichen Risiken ausgerichtet, erfordert dies eine markante Senkung der Bestände. Sicherheitspolitisch lässt sich die Aufrechterhaltung eines Massenheeres heute nicht mehr begründen. Kein anderes Land in Europa leistet sich gemessen an der Grösse des Territoriums und der Bevölkerungszahl eine derart grosse Armee wie die Schweiz. Hinzu kommt, dass das künstliche Aufrechterhalten der hohen Armeebestände die wichtigste Ursache für die zahlreichen Mängel der aktuellen Armee darstellt.

In ganz Europa gilt die Wehrpflicht als überholt. Sie ist ein Auslaufmodell. Nachdem auch Deutschland und Schweden die Wehrpflicht sistiert haben, gibt es in Europa kaum noch Wehrpflichtarmeen. Auch in der Schweiz dürfen Tradition und Folklore nicht mehr Gewicht als die realen militär-, wirtschafts- und gesellschaftspolitischen Voraussetzungen haben. Die SP schaut deshalb durch die grosse Windschutzscheibe nach vorne und ist damit für die sicherheitspolitischen Herausforderungen der globalisierten Welt, in der wir leben, gewappnet. Dazu braucht unser Land keine unrealistische Wehrpflicht, sondern eine Armee, die ihren friedenspolitischen Aufgaben im In- und Ausland gerecht wird.

Wir befinden heute auch noch über einen Gegenentwurf. Die SP stellt sich gegen einen Gegenentwurf mit dem Inhalt eines Bürgerdienstes, der neu auch alle Frauen und Ausländerinnen und Ausländer einer Rekrutierungspflicht unterwerfen möchte. Damit würden jedes Jahr mehrere Zehntausend Personen zusätzlich dienstpflichtig, und das Problem der viel zu grossen Masse würde nochmals verschärft. Es wäre weder möglich noch volkswirtschaftlich sinnvoll, wie gefordert, bei der Polizei, im Grenzwachtkorps, bei der Feuerwehr, im Zivilschutz und bei der Sanität derart viele Aufgaben nicht speziell qualifizierten Dienstpflichtigen zuzumuten.

Die SP-Fraktion unterstützt klar die Minderheit I (Allemann), welche die Annahme der Initiative ohne Gegenentwurf empfiehlt. Im Namen der SP-Fraktion empfehle ich Ihnen die Anträge der Minderheit II (Hiltbold) und der Minderheit III (van Singer) zur Ablehnung.

Haller Vannini Ursula (BD, BE): Ich bin mir nicht so sicher, ob sich unsere Väter, wenn sie jetzt das Votum von Frau Graf-Litscher gehört hätten, nicht doch ein wenig fragen würden: «Was haben wir damals im Zweiten Weltkrieg gemacht, als wir unsere Familien verliessen, unsere Betriebe verliessen, um uns uneigennützig für unser Land und unsere Gesellschaft einzusetzen?» Würden sie sich nicht grün und blau ärgern, liebe Frau Graf-Litscher, wenn sie hören würden, dass man heute einfach sagt, alles, was mit dem Militär zu tun habe, sei einfach Folklore, habe etwas mit Tradition zu tun und all jene, die sich mit der Vergangenheit beschäftigten und dankbar seien, dass wir damals eine Armee gehabt hätten, hätten nur einen Rückspiegel, aber keine grosse Windschutzscheibe? Da bin ich mir nicht so sicher. Ich wäre gespannt, was Bürgerinnen und Bürger, vielleicht ein bisschen ältere Semester, sagen würden, wenn man sie fragen würde.

Sicher, man kann seit dem Ende des Kalten Krieges darüber diskutieren, ob die Armee, wie wir sie hatten, auch in Zukunft noch so sein soll, und sie hat ja von Fall zu Fall auch gewisse Schwierigkeiten, ihre Existenz zu legitimieren. Wir wissen, dass auch durchaus armeefreundliche Kreise eine gewisse Skepsis haben. Dazu braucht man gar nicht die Gruppe für eine Schweiz ohne Armee zu hören, die ohne Schamröte behauptet, die Schweiz sei «von Freunden umzingelt».

Wer aber mit offenem Geist und Verstand, ohne Brett vor dem Kopf die Realität beurteilt, weiss, dass uns gerade die aktuelle Situation in Libyen, in Syrien, in Israel und Palästina – alle wenige Flugstunden von uns entfernt – mindestens aufhorchen lassen muss. Es kommt deshalb nicht von ungefähr, dass die Bevölkerung, wenn man sie fragt, was ihr wichtig sei, die Frage der Sicherheit zwar nicht ganz zuoberst, aber doch sehr weit oben auf die Prioritätenliste setzt. Die – äussere und innere – Sicherheit hat für die Bevölkerung einen hohen Stellenwert, eine hohe Priorität. Damit wird auch sofort klar: Unsere Armee spielt eine entscheidende, eine wichtige Rolle, um dieses Bedürfnis nach Sicherheit, wie auch immer und wo auch immer, zu befriedigen.

Wenn Sie bei unseren Bürgerinnen und Bürgern nachfragen, was sie denn von unserer Armee konkret erwarten, erhalten Sie in etwa die folgenden Auskünfte:

– Sie wünschen sich eine Armee, die in der Lage ist, auf mögliche voraussehbare, aber eben auch auf nichtprogrammierbare Ereignisse und Konflikte rasch und professionell zu reagieren.

– Sie wünschen sich eine Armee, die den heutigen Risiken und Bedrohungen angepasst ist; nicht eine Armee, die sich primär auf die Abwehr eines allfälligen territorialen Übergriffs konzentriert, sondern eine Armee, die auf den internationalen Terrorismus, auf die grenzüberschreitende Kriminalität, den zunehmend gewalttätigen Extremismus, auf Cyberwar usw. die richtigen und entsprechenden Antworten hat.

– Sie wünschen sich eine Armee, die – last, but not least – die zivilen Behörden in Krisen- und Katastrophenlagen subsidiär unterstützen kann, zum Beispiel bei der Bewältigung der verheerenden Folgen von zunehmend sich ereignenden Naturkatastrophen.

Unsere Bevölkerung wünscht sich also eine Armee, die dank der Spezialisierung vielseitig verfügbar ist, eine Armee mit einer gutausgebildeten Mannschaft, die technisch auf dem aktuellsten Stand ist. Es ist müssig, hier darüber zu diskutieren, welche Grösse die Armee haben soll. Wir haben uns festgelegt, wir haben entschieden: Unsere künftige Armee soll 100 000 Mann stark sein. Oder anders gesagt: Wir brauchen eine Armee, die hinsteht und anpackt, wenn Not am Mann oder an der Frau ist.

Für unsere Partei, für die BDP, für unsere Fraktion ist die allgemeine Wehrpflicht ein nicht wegzudenkender Teil einer in der Gesellschaft fest verankerten Armee, wie ich sie eben beschrieben habe. Für die BDP ist die Wehrpflicht Teil des staatspolitischen Selbstverständnisses der Schweiz. Die traditionell enge Verbindung zwischen Armee und Gesellschaft

ist mit der Wehrpflicht weiterhin gewährleistet. Dies soll auch in Zukunft so sein.

Wenn Geri Müller hier die Sinnfrage anspricht, die sich die Armee von Fall zu Fall stellen muss, nämlich ob sie denn überhaupt einen Nutzen habe, dann behaupte ich: Ja, sie hat einen Nutzen, sofern wir ihr die finanziellen Möglichkeiten geben, sich entsprechend aufstellen zu können.

Für die BDP ist es deshalb klar, dass die Diskussion über die Aufhebung der Wehrpflicht nicht nur falsch, sondern auch gefährlich ist. Denn der Bestand der Armee würde davon abhängig gemacht, ob sich genügend Freiwillige für den Militärdienst finden liessen, ob genügend geeignete Männer und Frauen ausreichenden persönlichen Nutzen in einem Engagement in der Armee sehen und sich freiwillig melden würden. Dabei wäre zu befürchten – wie auch gesagt worden ist –, dass es dann eben die falschen Männer und allenfalls Frauen wären, die sich hiervon angesprochen fühlten. Eine Aufhebung der Wehrpflicht würde zudem aus dieser Sicht dazu führen, dass die Schweiz ihren Armeebestand nicht kurzfristig an allfällige Bedrohungen anpassen könnte. Die BDP-Fraktion wird die Initiative einstimmig zur Ablehnung empfehlen und betrachtet auch eine Diskussion über die Einführung einer Dienst- oder Bürgerpflicht zum heutigen Zeitpunkt als falsch. Wohlverstanden, wir sprechen uns damit nicht gegen die freiwillige Arbeit aus, die von unserer Gesellschaft, von Männern und Frauen im sozialen und im kulturellen Bereich, in Sportvereinen, in vielen Institutionen und Organisationen in Ehrenamtlichkeit geleistet wird, die einen riesengrossen Stellenwert hat und die auch zukünftig so sein soll. Dazu brauchen wir aber nicht ein anderes Modell für die Armee bzw. für die Wehrpflicht vorzusehen.

Ich bitte Sie deshalb im Namen der BDP-Fraktion, alle Minderheitsanträge abzulehnen, die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen und nicht allenfalls auf einen Gegenvorschlag einzuschwenken, denn wir haben zum Teil grosse Baustellen, die wir zuerst einmal «reparieren» müssen. Ich denke an die Finanzierung der Armee – darüber werden wir uns unterhalten –, an die kommenden Armeeformen, die vorhandenen Ausrüstungslücken, die zur Diskussion stehende Beschaffung eines neuen Kampfflugs usw. Wir wollen zuerst die Diskussionen zu all diesen Themen beenden und hoffentlich positiv beenden, bevor wir eben bereits wieder eine neue Baustelle eröffnen.

Im Namen der BDP-Fraktion bitte ich Sie, diese Initiative zur Ablehnung zu empfehlen.

Büchler Jakob (CE, SG): Ich spreche für die einstimmige CVP/EVP-Fraktion.

Wir sprechen heute über eine sicherheits- und staatspolitische Frage. Das ist eine Frage, die nicht nur unsere Armee betrifft, sondern weit darüber hinausgeht. Die Urheberin dieser Volksinitiative, die Gruppe für eine Schweiz ohne Armee, will nicht nur keine Wehrpflicht mehr, das kann sie uns nicht weismachen: Sie will die Armee abschaffen. Geri Müller ist jetzt nicht hier, er hat das eben nicht bestätigt, aber es ist so. Es stellt sich die Frage: Sind unsere Bürgerinnen und Bürger bereit, freiwillig über eine längere Zeit für unser Land und unser Volk zu dienen? Die Volksinitiative «Ja zur Aufhebung der Wehrpflicht» stellt unser Land vor eine sicherheits- und staatspolitische Herausforderung, die nicht zu verantworten wäre. Ohne allgemeine Wehrpflicht könnten weder der Zivilschutz noch der Zivildienst, noch die Feuerwehr in der heutigen Form weitergeführt werden.

Die Befürworter der Volksinitiative sagen bei jeder Gelegenheit, dass einige unserer Nachbarstaaten diesen Schritt bereits gemacht hätten. Da gibt es aber einen grossen Unterschied: Unsere Nachbarstaaten haben die Wehrpflicht ausgesetzt und nicht abgeschafft – das ist nicht das Gleiche. So, wie die Volksinitiative dem Volk vorgelegt wird, würde die allgemeine Wehrpflicht im Militärgesetz und in der Bundesverfassung eben gestrichen. Die Abschaffung der allgemeinen Wehrpflicht würde auch das Ende der Milizarmee, des Erfolgsmodells unseres Landes, bedeuten, wo sich jeder Bürgersoldat mit seinen privaten und beruflichen Fähigkeiten einbringt. Die Bestände der Armee wären nicht mehr

aufrechtzuerhalten, und die Aufträge gemäss Bundesverfassung könnten nicht mehr erfüllt werden. Das Stichwort «Massenheer» wurde hier von Frau Allemann wieder verwendet: Wir haben kein Massenheer! Wir haben 6000 Rekruten und 5000 WK-Soldaten. Diese Leute sind im Dienst, und alle anderen sind zu Hause, im Beruf und machen ihre Arbeit.

Die freiwillige Miliz könnte gar nicht eingeführt werden, eine Berufsarmee wäre die logische Folge. Glauben denn die Befürworter tatsächlich, dass sich Freiwillige über mehrere Jahre für diese freiwillige Miliz einsetzen würden? Ich sage Ihnen: Das funktioniert nicht. Die Erfahrungen in Deutschland zeigen klar und deutlich, dass sich zu wenig Freiwillige melden. Mit 9000 wurde gerechnet, 5000 kamen – in einem Land mit 85 Millionen Einwohnern. Die Erfahrungen in Deutschland haben auch gezeigt, dass sehr viele Freiwillige ungeeignet sind; dass, wer keine Stelle findet, sich für die freiwillige Miliz meldet; dass die Rekrutierung nur mit grossen finanziellen Anreizen möglich ist.

Es sind die Befürworter, die sich lauthals für die Menschenrechte einsetzen. Ich muss ihnen aber in Erinnerung rufen: Wer Rechte hat, hat auch Pflichten. Die allgemeine Wehrpflicht gehört dazu.

Was könnte denn eine Armee mit 25 000 bis 30 000 Angehörigen noch ausrichten? Eine Armee, die im Stade de Suisse Platz hätte, kann ich mir einfach nicht vorstellen. Die Aufträge könnten nicht mehr erfüllt werden; denken Sie an Naturkatastrophen. Die Rekrutierung wäre nur mit grossen finanziellen Anreizen möglich. Die Personalkosten würden stark ansteigen. Eine Berufsarmee – und darauf läuft die Volksinitiative hinaus – mit 50 000 Angehörigen würde allein vom Personal her rund 5 Milliarden Franken kosten. Dazu kämen Ausrüstung, Infrastruktur und Betrieb, die nochmals mehrere Milliarden kosten würden.

Das Milizsystem hat sich bewährt, es soll und kann weiterentwickelt und modifiziert werden. Die Vernetzung mit unserer Gesellschaft ist wichtig und geht in die richtige Richtung. Die Armee ist auch ein Querschnitt unserer Bevölkerung, aller Altersklassen und aller Kategorien. Sicherheitspolitik bleibt auch in Zukunft eine Gemeinschaftsaufgabe unserer Bevölkerung.

Bedrohungen gibt es genug, ich möchte sie nicht aufzählen. Risiken sind vorhanden. Und wer geht denn im Ernstfall freiwillig in den Einsatz? Sagen Sie mir das! Wer geht im Ernstfall freiwillig in den Einsatz?

Die Auswirkungen wären auch für die Kantone und Gemeinden klar spürbar und fatal. Die Einsätze der Armee und des Zivilschutzes bei Umweltkatastrophen, wo immer sie vorkommen, wären nicht mehr möglich. Solche Einsätze müssen auch geübt werden, damit die Armee diese gezielten, kurzfristigen, überlebenswichtigen Einsätze eben leisten kann. Dabei geht es um Menschenleben, um Schutz von Infrastruktur und dergleichen.

Die CVP/EVP-Fraktion empfiehlt die Volksinitiative einstimmig zur Ablehnung. Wir wollen dieses Risiko nicht eingehen, sagen deshalb Nein zur Abschaffung der allgemeinen Wehrpflicht und bitten Sie, alle Minderheitsanträge abzulehnen.

Eichenberger-Walthert Corina (RL, AG): Die FDP-Liberale Fraktion lehnt diese Initiative einstimmig ab und auch die Gegenvorschläge – den Antrag der Minderheit II (Hiltbold) mit ganz grosser Mehrheit.

Das Zusammenleben in unserem schönen und sicheren Land basiert auf Rechten und Pflichten der Bürgerinnen und Bürger. Der Militärdienst ist Ausdruck dieser Pflicht zum persönlichen Engagement, denn Bürgerrechte sind ohne Bürgerpflichten nicht zu haben. Grundlegende Pfeiler in unserem Gesellschaftssystem sind die Miliz und die allgemeine Wehrpflicht, die sich in schwierigen Zeiten, aber auch in Zeiten volatiler, schwierig fassbarer Bedrohungslagen wie gegenwärtig bewährt haben und weiter bewähren.

Diese Militärdienstpflicht soll nun mit einer Verfassungsänderung aufgehoben werden. In verschiedenen europäischen Ländern wurde die Wehrpflicht ausgesetzt und könnte auf einfache Art und in kurzer Zeit wiedereingeführt werden. Bei

uns bräuchte es dann eine Verfassungsänderung, und wir alle wissen, wie lange dies dauert. Übrigens überlegen sich diese Länder bereits wieder die Rückkehr zur Wehrpflicht, da das System mit einer freiwilligen Miliz, das ja das Modell der Initianten ist, nicht funktioniert. Oder es wurde eine Berufsarmee etabliert.

Beides, die hier anvisierte freiwillige Miliz und die Berufsarmee, sind keine Alternativen für unser neutrales und keiner Allianz angeschlossenes Land. Warum? Weil eine freiwillige Miliz in Friedenszeiten bzw. Zeiten mit überschaubarer Bedrohungslage zu gross, in Zeiten des Worst Case aber zu klein wäre. Die Armee ist unsere einzige Sicherheitsreserve für schwerwiegende Bedrohungen und ausserordentliche Lagen. Sie kann und darf nicht am Leistungsbedarf der letzten Jahre und an der gegenwärtigen Bedrohungslage gemessen werden. Wir haben im sicherheitspolitischen Bericht und im Armeebericht das Leistungsprofil definiert, dies auch im Gesamtrahmen der sicherheitspolitischen Instrumente unseres Landes, vor allem auch in Anbetracht der tiefen Anzahl der Polizeikräfte in den Kantonen. Das gegenwärtige System ermöglicht massgeschneiderte und damit auch wirtschaftsverträgliche Aufgebote, im Worst Case 100 000 Armeeangehörige; bei Lageverschlechterungen kann der Bestand rasch erhöht werden.

Artikel 58 Absatz 2 der Bundesverfassung gibt die Aufgaben der Armee vor. Für deren Erfüllung braucht es einen abrufbaren Soll-Bestand. Wer würde sich bei Bedarf denn freiwillig für den Ernstfall melden und auch wirklich kommen? Der Bürgersoldat entspricht unserem Staatsverständnis. Das System spart Geld, indem es das Potenzial der zivilen Kenntnisse und Fertigkeiten ausnützt. In einer freiwilligen Miliz bräuchte es für vieles eine interne Ausbildung, weil sich die falschen Leute melden würden. Jede Armee hat die Tendenz, Personen mit rechtsradikaler politischer Einstellung oder übersteigter Abenteuerlust anzuziehen. Im gegenwärtigen System sorgt die Militärdienstpflicht aber dafür, dass solche Risikogruppen in der Minderheit bleiben. Es gibt eine Art Selbstkontrolle durch den Bürgersoldaten, der selber Teil der Gesellschaft und des demokratischen Systems ist.

Auch die Einführung einer allgemeinen Dienstpflicht würde mit grosser Wahrscheinlichkeit dazu führen, dass die Soll-Bestände der Armee nicht mit den richtigen Leuten ausgefüllt werden könnten. Zwar müsste jeder Bürger und jede Bürgerin einen Dienst an der Gesellschaft leisten – aber wer würde dann noch in den Militärdienst gehen, wenn er wählen könnte? Dieses System ist unausgereift, und es ist auch fraglich, ob die dafür nötigen Stellen vorhanden wären; die heutigen Probleme des Zivildienstes lassen grüssen.

Das heutige Modell unserer Armee passt zu unserem Land und seinen Bedürfnissen und ist eine wichtige Stütze unserer Sicherheitspolitik. Die Befürworter der Initiative wollen ganz einfach auf diesem Weg weiterkommen, zu ihrem Ziel, die Armee abzuschaffen. Deshalb lehnt die FDP-Liberale Fraktion diese Initiative ab und bittet Sie, die Mehrheit zu unterstützen und zu den Minderheitsanträgen und zu beiden Gegenvorschlägen Nein zu sagen.

Müller Walter (RL, SG): Niemand sägt zurzeit effizienter am eigenen Ast als die Linke – immerhin in einem Dossier effizient, könnte man sagen, wenn wir nicht alle mitbetroffen wären. Woher kommt denn unser Wohlstand? Woher kommt unser hoher Sicherheitsstandard? Woher kommt unsere lange Friedenszeit in der Schweiz? Zugefallen von Gott dem Allmächtigen, weil wir so brav sind? Sicher nicht von der Armee, die hat noch nie etwas genützt, sagte eine linke Politikerin aus meinem Kanton. Nun ja, es stimmt, sie hat seit der Gründung der modernen Schweiz noch keinen Krieg geführt. Aber gestatten Sie mir eine einfache Gegenfrage: Was, glauben Sie, wäre mit der Schweiz im Zweiten Weltkrieg geschehen, hätten wir keine Armee gehabt? Sie vermuten richtig: Wir wären von einer anderen Macht besetzt worden, wohl nicht um uns zu schützen, sondern um unsere geografische Lage, unser Produktionspotenzial zu nutzen und diese nicht dem Gegner zu überlassen. Es braucht also

gar nicht so lange Recherchen, um die Notwendigkeit einer eigenen Armee zu begründen. Es dürfte auch einigermaßen einleuchtend sein, dass die Schweiz, wenn es sie denn in der heutigen Form noch gäbe, wohl nachhaltigen Schaden erlitten hätte.

Wir wollen aber keineswegs die Notwendigkeit der Wehrpflicht mit der Vergangenheit begründen. Es geht uns Freisinnigen stets um die Zukunft unseres Landes, der Bürgerinnen und Bürger. Mit der Initiative geht es um weit mehr als nur um die Armee, den Zivildienst und den Zivilschutz. Das Produkt Schweiz, das Erfolgsmodell Schweiz, die Basis für Leistungsbereitschaft und den Willen, sich gemeinsam und erfolgreich in dieser globalisierten Welt sowie im Interesse unserer Bürgerinnen und Bürger stets den Herausforderungen zu stellen, steht mit der Initiative der GSoA auf dem Spiel. Weshalb? Im Kern geht es bezüglich dieser Initiative nicht primär um die Armee, sondern es geht vielmehr um die Pflicht, für den Staat, für Land und Volk einen Dienst zu leisten. Es geht also auch um die Bürgerpflicht, sich für eine beschränkte Zeit für die Mitbürgerinnen und Mitbürger zu wehren, was ja im Wort Wehrpflicht zum Ausdruck gelangt. Die Linke möchte sich also vom Staat, an den sie hohe Erwartungen hat – angefangen bei der Bildung über den gesicherten Grundlohn sowie die Gesundheitsvorsorge bis hin zu einer gesicherten Altersvorsorge –, nicht in die Pflicht nehmen lassen. Oder wenn es denn ein Dienst in einer freiwilligen Miliz, im Zivildienst oder im Zivilschutz wäre, so nur mit einer sehr guten Entlohnung, so ganz nach dem Grundsatz: Zuerst möchte ich vom Staat etwas erhalten, bevor ich mich für einen Dienst an der Gesellschaft bereiterkläre.

Die Kuh melken, ohne sie zu füttern, das wäre noch eine hochkreative Innovation. Nur scheint leider dieses Prinzip weder bei der Frage der Sicherheit noch bei anderen Staatsaufgaben so richtig zu funktionieren. Das können oder müssen uns Bürgerinnen und Bürger zahlreicher Staaten bestätigen.

Wir, die FDP-Liberale Fraktion, stehen zur Wehrpflicht. Wir wollen das Erfolgsmodell Schweiz, das wir nachhaltig prägen durften, in eine stabile Zukunft führen. Dazu braucht es die Pflicht und die Kür. Der Pflichtanteil, das staats- und wirtschaftspolitisch Notwendige, darf nicht verletzt werden. Sicherheit wird auch in Zukunft eine zentrale Basis für Wohlstand und Prosperität unseres Landes sein. Im täglichen Leben braucht es aber auch die Kür. Auch das ist eine schweizerische Tugend, die wohl nur funktioniert, wenn es weiterhin auch einen Pflichtteil gibt.

Die Annahme der Initiative hätte tiefgreifende Auswirkungen auf das Sicherheitskonzept auf der Stufe des Bundes. Letztlich wäre der Sicherheitsverbund Schweiz, wie er im Sicherheitspolitischen Bericht 2010, im Bericht zur Weiterentwicklung der Armee und in der «Strategie Bevölkerungsschutz und Zivilschutz 2015 plus» postuliert ist, substanziell gefährdet.

Für die FDP-Liberale Fraktion ist Sicherheit eine zentrale Staatsaufgabe und ein Garant für das Erfolgsmodell Schweiz. Das Primat muss weiterhin bei der Armee sein, sprich Wehrpflicht. Bei den Dienstleistungsmodellen gibt es auch mit der Militärdienstpflicht genügend Spielraum, um im Rahmen eines umfassenden, intelligenten und effizienten Sicherheitsverbundes Schweiz die notwendigen Anpassungen zu machen. Dazu braucht es die untauglichen Gegenentwürfe nicht.

Flach Beat (GL, AG): Ich wünsche mir eine Welt ohne Krieg und damit auch eine Welt ohne Armeen. Leider ist aber auch in Zukunft immer wieder damit zu rechnen, dass Konflikte mit Gewalt ausgetragen werden. Einer der Gründe dafür, sich in einem Staat zu organisieren, liegt ja auch darin, sich gegenseitig Sicherheit zu geben und dafür zu sorgen, dass einzig die Gemeinschaft die demokratisch legitimierte Gewalt ausüben darf, und zwar den Bedrohungslagen angemessen.

Die Grünliberalen stehen hinter diesem Verständnis des Staates und der beschränkten Ausübung seiner Macht. Ebenso stehen wir hinter dem Gedanken einer Miliz, die sich

aus Bürgerinnen und Bürgern des Staates zusammensetzt, die nur für eine gewisse Zeit ihre zivilen Berufe ruhen lassen, um Zeit und Leistung dem Staat zur Verfügung zu stellen – dies im Bestreben, gemeinsam Krisen zu bewältigen. Die Krisenszenarien haben sich aber in den letzten Jahren massiv verändert. Heute stehen wir nicht mehr in der Pflicht, ein Heer aufrechtzuerhalten, um herkömmliche Kämpfe an der Grenze auszufechten. Vielmehr stehen wir wie der Rest der internationalen Staatengemeinschaft vor den Problemen der asymmetrischen Kriegsführung. Wir müssen einsehen, dass das Abschreckungselement einer traditionellen Armee irrelevant geworden ist. Cyberwar, Terrorismus, Proliferation von Massenvernichtungswaffen und nicht zuletzt Umweltkatastrophen sind die neuen Herausforderungen für die Sicherheit unseres Staates – Herausforderungen, die mit Panzern, Artillerie und Kampfflugzeugen nicht zu bewältigen sind.

Wir sind der Meinung, dass eine Schweizer Armee, die den Anforderungen an die heutigen und vor allem an die zukünftigen Herausforderungen gewachsen sein soll, kleiner, moderner, agiler sein muss. Die Armee muss auch für diese geänderten Gefährdungsbilder so aufgestellt sein, dass sie innerhalb eines integralen schweizerischen Sicherheitskonzepts einen echten Beitrag zur Sicherheit der Schweiz leisten kann. Wir vermissen einen dahingehenden Auftrag an die Armee. Stattdessen sprechen wir in diesem Saal immer wieder über die Kosten und den Personalbestand und lassen uns dann erklären, was die Armee mit ihren herkömmlichen Mitteln zu leisten in der Lage sei.

Die integralen Aufgaben, die für die Gewährleistung der Sicherheit und die Krisenbewältigung anstehen, bedingen vorderhand auch die Armee als Einsatzmittel. Damit die Armee glaubwürdig ist, ist das richtige Personal notwendig – Personal, das grundsätzlich auch aus Freiwilligen rekrutiert werden könnte. Da wir jedoch den Grundsatz befürworten, dass Bürgerinnen und Bürger eines demokratischen Staates, wie es unser Land auch ist, durch eigenes Engagement etwas zum Allgemeinwohl beisteuern sollen, sind wir gegen die einseitige Abschaffung der Wehrpflicht. Auch sind wir der Meinung, dass eine vollständige Aufhebung der Wehrpflicht auch mit Blick auf die aktuelle Lage abzulehnen ist: Die Reaktionszeit wäre einfach zu lange. Ohnehin können wir alle auch nicht in die ferne Zukunft schauen. Zudem befürworten wir eine allgemeine subjektive Pflicht, in einem angemessenen Masse Dienst für den Staat zu leisten, wie dies der Einzelantrag von Graffenried vorschlägt.

Die grünliberale Fraktion wird daher die Initiative zur Ablehnung empfehlen und den Einzelantrag von Graffenried unterstützen.

Fischer Roland (GL, LU): Seit dem Ende des Kalten Krieges haben sich die Bedrohungslage und die sicherheitspolitischen Herausforderungen stark gewandelt. Die Wahrscheinlichkeit eines konventionellen Krieges in Europa ist heute gering. Gewonnen haben hingegen andere Bedrohungen wie die Kriegsführung im Internet – Stichwort «Cyberwar Warfare» –, der internationale Terrorismus, die Proliferation von Massenvernichtungswaffen und nicht zuletzt auch Umweltkatastrophen. Vor diesem Hintergrund ist die allgemeine Wehrpflicht, welche mit einem sehr hohen, auf konventionelle Risiken ausgerichteten Truppenbestand verbunden ist, aus unserer Sicht nicht mehr die richtige Lösung. Eine allgemeine Wehrpflicht ist aus Sicht der Grünliberalen nur dann notwendig, wenn die Sicherheit der Schweiz existenziell bedroht ist.

Wir sind deshalb überzeugt, dass das Dienstleistungsmodell reformiert werden muss. Ist nun aber die Volksinitiative der Gruppe für eine Schweiz ohne Armee der richtige Weg, die Dienstpflicht zu reformieren? Wir sind der Meinung, dass wir andere Lösungen suchen sollten, und empfehlen Ihnen deshalb, die Initiative abzulehnen.

Weshalb? Zugegeben, wir haben gewisse Sympathien für eine freiwillige Miliz, nicht zuletzt aus liberalen Gründen. Die Initiative geht uns aber zu weit, sie ist zu absolut. Wir sind der Überzeugung, dass in Notlagen, das heisst, wenn die

Schweiz existenziell bedroht ist, die Möglichkeit einer Militärdienstpflicht bestehen muss. Die von verschiedenen Befürwortern der Initiative zitierten Nachbarländer haben die Wehrpflicht nicht aufgegeben, sondern lediglich sistiert.

Weiter kommt die Initiative aus unserer Sicht zu früh. Bevor die Weiterentwicklung der Armee und des Bevölkerungsschutzes klar ist, ist es wenig sinnvoll, abschliessend über das Dienstpflichtmodell zu entscheiden; das sollte sinnvollerweise gleichzeitig erfolgen. Ansonsten wird ein Präjudiz zum Dienstleistungsmodell geschaffen, ohne dass wir wissen, was wir in der Zukunft wirklich brauchen.

Ein zusätzlicher Grund, weshalb wir die Initiative ablehnen, ist die Überzeugung, dass die Initiative letztendlich zu einer Berufsarmee führt. Wenn sich nicht genug Freiwillige melden, wird es notwendig sein, die Armee zu professionalisieren. Die Erfahrungen im Ausland bestätigen diese Befürchtung.

Es stimmt zwar, dass die Anforderungen an die Soldaten aufgrund der technologischen Entwicklung immer höher werden, was eigentlich eine gewisse Professionalisierung erfordern würde. Eine Berufsarmee wäre jedoch mit sehr hohen Kosten verbunden, da die Soldaten ja permanent im Einsatz wären. Dies wäre aber nur dann sinnvoll, wenn die Armee auch dauernd im Einsatz stehen würde, beispielsweise bei Auslandseinsätzen im Rahmen der Uno oder der Nato; diese Einsätze haben jedoch für die Schweiz eine geringe Bedeutung.

Die Gegenvorschläge zielen aus unserer Sicht in die richtige Richtung. Wir werden deshalb, mein Kollege Beat Flach hat es erwähnt, einen Gegenvorschlag unterstützen, wobei wir der Version von Herrn von Graffenried den Vorzug geben. Aber auch mit den Gegenvorschlägen sind wir nicht restlos zufrieden. Fragen stellen sich insbesondere bei der Gleichberechtigung in Bezug auf die Ausbildung, die Dauer von Dienstleistungen bei verschiedenen Institutionen wie der Armee, dem Zivilschutz, der Feuerwehr oder dem Sozialbereich sowie zur Tauglichkeit bestimmter Institutionen für Milizdienstleistungen, man denke beispielsweise an den Grenzschutz oder an die Polizei.

Auch die Gegenvorschläge sehen ausserdem nicht vor, dass wir in Notlagen eine Militärdienstpflicht in kurzer Frist beschliessen könnten. Die grünliberale Fraktion wird deshalb eine Motion einreichen, welche vom Bundesrat im Rahmen der Weiterentwicklung der Armee und des Bevölkerungsschutzes die Schaffung von gesetzlichen Grundlagen für eine allgemeine Dienstpflicht verlangt. Wir schlagen vor, dass alle Schweizer Dienste leisten, entweder in der Armee, im Bevölkerungsschutz oder im Zivildienst. In ausserordentlichen Lagen soll jedoch die Bundesversammlung die Möglichkeit haben, die Militärdienstpflicht für Schweizer anordnen zu können. Eine solche Motion legt aus unserer Sicht die Basis für eine breite Diskussion des Dienstpflichtmodells im Rahmen der Reform der Armee und im Rahmen der Reform des Bevölkerungsschutzes. Die Wahlfreiheit und somit der Ausgleich zwischen den Präferenzen der Bürgerinnen und Bürger und den Anforderungen gewinnen an Gewicht, ohne dass in Notlagen die Gefahr besteht, dass die Armee nicht über genügend Personal verfügt.

Aebischer Matthias (S, BE): Die Volksinitiative «Ja zur Aufhebung der Wehrpflicht» will nicht die Armee abschaffen, sie will auch keine Profi-Armee. Sie würde jedoch eine freiwillige Milizarmee zulassen. Aus meiner eigenen Militärerfahrung darf ich Ihnen sagen: Das ist der einzig richtige Weg, und zwar gesellschaftlich wie wirtschaftlich gesehen.

Meine militärische Laufbahn beschränkt sich auf die Rekrutenschule und einige Wiederholungskurse als Soldat bei derselben Truppengattung, bei der auch unser hier anwesender Verteidigungsminister Dienst geleistet hat: bei den Radfahrern. Da ich meine RS achtzehn Jahre nach derjenigen des Verteidigungsministers absolvierte, dürfte sich in der Zwischenzeit einiges geändert haben. Viele junge Männer wollten Ende der Achtziger-, Anfang der Neunzigerjahre schlichtweg nicht mehr Militärdienst leisten. Zu gross war der Leerlauf, zu häufig gab es sinnlose Gefechtsübungen.

Dazu kam, dass mit dem Fall der Mauer der böse Feind aus dem Osten plötzlich abhandengekommen war.

Diese Orientierungslosigkeit ist leider auch bei der heutigen Armee zu spüren. Deshalb wollen nach wie vor viele gesunde Männer, intelligent und strategisch denkende Menschen und topfitte Sportler bei dieser Armee nicht mitmachen. Sie ziehen den Zivildienst vor, oder sie wählen – das ist ebenfalls weit verbreitet – den «blauen Weg», bleiben der Armee also mit einem ärztlichen Attest fern. Auch topfiten Sportlern gelingt das immer wieder.

Die Farce, bei der Einteilung zum Zivildienst einen Gewissenskonflikt zu präsentieren, ist seit dem 1. April 2009 nicht mehr nötig. Einzig die Länge des Zivildienstes – er dauert anderthalbmal so lange wie der Militärdienst – lässt einige immer noch widerwillig in die RS einrücken. Eigentlich haben wir mit der Zivildienstmöglichkeit de facto bereits eine freiwillige Wehrpflicht, de jure aber eben noch nicht, und dies gilt es nun mit der Initiative «Ja zur Aufhebung der Wehrpflicht» zu ändern.

Was bringt es der Armee, wenn sie viele Männer gegen ihren Willen rekrutiert? Die Stimmung im Militär bleibt mies, wenn die Hälfte der Soldaten nur widerwillig mitmacht. Dies bringt weder die jungen Rekruten noch die Vorgesetzten, noch die Armee als Ganzes weiter. Auf zwanzig Rekruten, das haben auch meine Erfahrungen gezeigt, reichen zwei, drei Störenfriede, um den Elan einer Truppe zu brechen. Bei einer freiwilligen Milizarmee hätte man solche Störenfriede nicht mehr mit dabei. Das würde nicht nur den unwilligen Soldaten helfen, sondern auch den willigen Kolleginnen und Kollegen, also der ganzen Schweizer Armee.

Soll doch die Armee nur noch jene Soldaten ausbilden, welche auch wirklich wollen. Dies wäre für alle das Beste. Den Stammtischspruch «Die Armee tut jedem gut» könnten wir also heute ergänzen mit «Die Armee tut jedem gut, ausser der Armee selbst».

So weit zum psychologischen Moment der allgemeinen Wehrpflicht. Nun möchte ich noch etwas zur Ökonomie sagen. Die Schweizer Armee ist, dies zeigt auch der letzte Armeebericht des Bundesrates, zu gross, zu aufgebläht und somit auch zu teuer. Jährlich kommen 24 000 neue Soldaten hinzu, eine Anzahl, welche man mit der Initiative «Ja zur Aufhebung der Wehrpflicht» reduzieren könnte. Es stellt sich die Frage: Würde man denn überhaupt noch genug Soldaten finden, wenn die Armee freiwillig wäre? Gemäss verschiedenen Berechnungen dürfte das kein Problem sein. Um einen Bestand von rund 60 000 Männer und Frauen zu sichern, müssten jährlich rund 3000 Freiwillige gefunden werden. Und das – so glaube ich – liegt im Bereich des Machbaren. Ängste vonseiten der Armee sind also unberechtigt. Denn es geht nicht darum, die Armee abzuschaffen oder eine Berufsarmee zu bilden, sondern einzig und allein um den Punkt: Wollen wir Leute zum Militär zwingen, oder nehmen wir nur die Männer und Frauen, die auch wirklich wollen?

Ich plädiere ganz klar für die zweite Variante und bitte Sie deshalb, die Initiative zur Annahme zu empfehlen.

Gössli Petra (RL, SZ): Die Initiative wirbt mit der Schweizer Tradition des freiwilligen Milizsystems. Das sind zwar hehre Worte, sie streuen aber allen, die die Armee nicht abschaffen wollen, Sand in die Augen. Ich habe zwar den Ausführungen von Kollege Geri Müller zugehört, sie konnten mich aber nicht überzeugen, weil die Erfahrung aus dem Ausland eine andere Sprache spricht. Länder mit Berufsarmeen haben Mühe, gutes Personal zu rekrutieren. Soldaten müssen in Gefängnissen, unter Obdachlosen und unter Vorbestraften gesucht werden. Das ist nicht der Weg, der für die Sicherheit der Schweiz erfolgversprechend ist. Oder wollen Sie etwa, dass wir unsere Staatssicherheit nur dank finanzieller Anreize sicherstellen können?

Es gibt aber ein Argument, das mir viel wichtiger ist: Ich sehe regelmässig im Berufsleben, welchen Nutzen meine Kollegen und einzelne Kolleginnen aus dem absolvierten Militärdienst ziehen können. Sie profitieren vom Netzwerk, das sie dank des Militärs haben. Sie profitieren zudem von der strategischen Schulung, die sie durchlaufen haben. Das sind

Werte, die wir nicht aufgeben dürfen. Natürlich kann man sich dieses Wissen auch anderweitig aneignen, aber es ist ein viel dornenvollerer Weg. Geben wir diesen Vorteil nicht einfach auf, auch wenn die heutige Dienstpflicht für Arbeitgeber und Arbeitnehmer eine grosse Herausforderung ist.

Ich bin überzeugt, dass ein Verzicht auf die Dienstpflicht unsere Wirtschaft unter dem Strich viel teurer zu stehen kommt als die Beibehaltung des heutigen Systems, denn wir würden ohne Not eine Lebensschulung aus der Hand geben. Die Armee ist eine Lebensschule für die Kameradschaft. Sie bietet Kontakte in alle Landesteile, Sprachregionen und gesellschaftlichen Lebensbereiche und fördert damit die Solidarität zwischen den Regionen. Sie bietet die Möglichkeit zu lernen, wie man Verantwortung für sich und für andere trägt und wie man in einer Schicksalsgemeinschaft funktioniert.

Die Beschränkung auf Freiwillige würde diese Vielfalt schlagartig einschränken. Damit würde auch die Akzeptanz des Milizsystems in der Bevölkerung schwinden, und das Verständnis für die verschiedenen Regionen der Schweiz würde immer kleiner. Der Solidaritätsgedanke würde leiden. Die Freiwilligenarmee löst zudem das Problem des Spannungsfelds, in dem heute die Dienstpflichtigen im Verhältnis zur Wirtschaft, zur Aus- und Weiterbildung und auch zu ihren Familienpflichten stehen, nicht, egal, ob der Dienst freiwillig oder als Pflicht absolviert wird. Solange es sich um eine Milizarmee handelt, bleibt das Spannungsfeld bestehen. Diese Spannungen können aber mit guter Organisation gelöst werden.

Damit die Aufgaben des Militärs erfüllt werden können, bleibt ein Freiwilliger sogar länger im Dienst, das heisst, die Herausforderungen an ihn werden grösser, als es heute der Fall ist. Trotz der längeren Dienstzeit könnte er dennoch keine Profikentnisse über komplexe Militärsysteme erwerben, und dem Militär ginge umgekehrt viel wertvolles ziviles Wissen verloren, weil weniger Personen im Dienst stünden.

Ich bitte Sie deshalb, die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen.

van Singer Christian (G, VD): Je ne répéterai pas ce que j'ai dit tout à l'heure. En deux mots, l'obligation de servir n'existe plus dans les faits. Il n'y a même pas 20 pour cent des jeunes en âge de servir qui servent leur pays militairement aujourd'hui. Et les raisons mêmes qui nous obligeaient à avoir une armée de masse n'existent plus. L'armée d'aujourd'hui se prépare à affronter des risques qui n'existent plus. Le monde a changé; le mur de Berlin est tombé et ce n'est pas demain que nous utiliserons nos avions de combat, nos chars, et toute l'organisation actuelle de l'armée, pour affronter des risques réels.

Mais des risques, il y en a! On doit avoir un corps capable d'affronter des actes de terrorisme, capable d'intervenir en cas d'événements naturels – mais il n'est pas nécessaire que ce soit l'armée –, qui soit au service de la population. En outre, il est important que tout jeune, qu'il soit Suisse ou étranger, puisse rendre à un moment donné service à son pays, mais pas forcément sous forme de service militaire. Il est essentiel que ceux qui veulent servir militairement le fassent, mais que ceux qui estiment qu'ils peuvent être utiles à leur pays autrement – par un service dans un home médicalisé, par un service à l'environnement, comme sapeurs-pompiers, dans un corps d'aide en cas de catastrophe, ou d'autres façons encore – puissent le faire différemment, sans être pénalisés.

A partir de là, il serait hautement souhaitable que la proposition von Graffenried ou, à défaut, la proposition de la minorité Hiltbold, soit acceptée. L'une ou l'autre permettraient à notre armée d'évoluer. Elles permettraient de changer de paradigme, de ne plus continuer à se dire qu'on a besoin de 100 000 hommes, sans même savoir pourquoi!

On attend toujours une vision de l'armée de la part du Conseil fédéral, une vision qui nous explique à quoi sert cette armée. Qu'il nous décrive quels dangers elle doit affronter! On attend toujours, en vain.

On aimerait que cela ne soit plus une petite minorité de citoyens suisses, même pas le cinquième des jeunes en âge

de servir, qui fassent du service militaire. On aimerait que tous les jeunes établis en Suisse puissent rendre un service au pays de la façon qu'ils jugent la meilleure; ils seraient volontaires, ce serait bien plus efficace. Mais pour l'instant, malheureusement, il y a bien peu d'échos à ces propositions intelligentes. J'espère qu'il aille en grandissant, si ce n'est pas aujourd'hui, du moins ces prochaines années.

Comme je l'ai déjà dit, si la proposition von Graffenried ou la minorité Hiltbold n'obtient pas la majorité aujourd'hui, je vous invite à accepter l'initiative.

Amaudruz Céline (V, GE): Pour la troisième fois depuis 1989, le GSsA est parvenu à faire aboutir une initiative populaire s'en prenant à l'armée. Après deux échecs, avec des attaques frontales, les contempteurs de l'institution ont tiré divers enseignements et ont affiné leur stratégie, s'avançant désormais masqués. Sous couvert d'améliorer notre système d'armée de milice en le réservant aux seuls volontaires naturellement nettement plus motivés que ceux qu'on contraint à effectuer du service militaire, c'est bien une nouvelle fois la disparition de l'armée qui est souhaitée. La suppression de l'obligation de servir ne constitue qu'une nouvelle étape sur la nouvelle route choisie aujourd'hui par le GSsA et son initiative, dont l'intitulé ne laisse toujours aucun doute quant au but ultime.

Evidemment, les partisans du texte sont parés d'un masque séduisant: il convient de respecter le libre arbitre des jeunes gens que l'armée entrave; nul ne devrait donc être contraint d'apprendre le maniement des armes; la structure hiérarchique impliquant qu'on donne ou reçoit des ordres serait contraire à la démocratie telle que nous la pratiquons. Ce dernier argument est assez surprenant au demeurant dans la mesure où bon nombre d'entre nous connaissent également une hiérarchie sur leur lieu de travail. Selon les initiés toujours, l'apprentissage militaire heurte de front le concept de résolution pacifique des conflits. L'armée pourrait procéder aux réformes nécessaires et renoncer à des effectifs inutiles. Elle se porterait mieux dès lors que ses rangs seraient garnis exclusivement de volontaires.

Cette façon de se soucier de l'institution ne peut qu'inquiéter de la part de ceux qui rêvent de l'étrangler. Si cette initiative populaire était acceptée par le peuple et les cantons, les conséquences seraient tout autres. Cela a été dit, la Suède regrette sa décision, constatant qu'elle manque de candidats au service militaire et que ceux qui s'annoncent ne sont pas ceux qu'il faudrait, car ces personnes présentent d'inquiétants penchants militaristes. L'Espagne recrutée à l'étranger, la Grande-Bretagne dans les prisons. Il n'y a pas de raison que la Suisse échappe aux difficultés de recrutement que connaissent tous les pays ayant aboli l'obligation de servir.

S'agissant du contre-projet proposé par la minorité Hiltbold, on ne peut que saluer le souci de l'auteur d'inviter chacun à faire quelque chose pour son pays. Cette attitude très conforme au mot célèbre de John Fitzgerald Kennedy risque néanmoins de poser divers problèmes pratiques. En effet, les métiers liés à la sécurité demandent une formation pointue, sont éprouvants et parfois dangereux. Il y a gros à parier qu'un «impétrant» constitue plutôt un handicap pour les professionnels qui devront veiller sur lui tout en essayant de faire leur travail. Si l'idée est louable, je le répète, elle rate sa cible et elle doit donc être rejetée.

L'armée constitue un élément essentiel de notre sécurité. En réunissant des gens de tous les horizons sociaux et professionnels, l'institution dispose de compétences essentielles lui permettant d'intervenir en conciliant rapidité et efficacité. La surveillance d'objets soulageant les polices cantonales, le soutien aux populations frappées par des catastrophes naturelles, la sécurisation de sites menacés sont autant de prestations que seule une armée de milice telle que nous la connaissons peut proposer.

En cas de suppression de l'obligation de servir, l'armée ne serait plus composée que de militaires qu'on aurait sans doute de la peine à occuper en temps normal. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si pratiquement toutes les armées pro-

fessionnelles sont des armées de projection, chose incompatible avec notre neutralité.

Pour conclure, vu les expériences faites ici et là, il convient de recommander au peuple et aux cantons de rejeter cette initiative, faute de quoi nous retrouverons avec une armée de délinquants commandée par des abrutis.

Vogler Karl (CE, OW): Ich ersuche Sie, der Kommissionsmehrheit zu folgen und die Volksinitiative «Ja zur Aufhebung der Wehrpflicht» wie auch die Gegenentwürfe abzulehnen. Nachfolgend mache ich ganz kurz ein paar Ausführungen einzig zur Volksinitiative. Weshalb ist diese abzulehnen? Ich gehe kurz auf drei Gründe ein, die gegen die Initiative sprechen, es gäbe weitere:

1. Klares Ziel der Initiative ist es, auch wenn das nicht offen gesagt wird, die Armee zu schwächen. Die Gruppe für eine Schweiz ohne Armee will in der Schweiz ein Wehrmodell einführen, das ausschliesslich auf Freiwilligkeit basiert, ein Modell, wohlverstanden, das bisher nirgendwo existiert. Für ein solches Modell gibt es somit weder Vergleichs- noch Erfahrungswerte. Und es ist völlig offen, ob es praxistauglich wäre, wenn es in der Schweiz überhaupt umgesetzt werden könnte. Ich erwähne an dieser Stelle nur die Problematik rund um die Frage der Rekrutierung von genügend und auch geeigneten Personen. Die Armee würde, man muss es so sagen, bei Annahme der Initiative im Mark getroffen. Solches ist abzulehnen.

2. Bürger oder Bürgerin eines Staates zu sein bedeutet, es wurde gesagt, nicht nur Rechte zu haben, sondern auch Verantwortung und Pflichten für diesen Staat zu übernehmen. Dazu gehört in der Schweiz unter anderem auch die Militärdienstpflicht. Die Wahrnehmung dieser Verpflichtung ist ein Akt gesellschaftlicher Solidarität, welcher der zunehmenden Individualisierung und Entsolidarisierung nicht geopfert werden darf. Unabhängig vom sozialen, gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Hintergrund soll und muss die Militärpflicht im Grundsatz erhalten bleiben. Gerade wenn es darum geht, die Armee bei Notlagen und zivilen Katastrophen einzusetzen, darf es nicht sein, dass sich der Einzelne dieser Aufgabe entzieht. Das ist, ich habe es gesagt, ein Akt gebotener gesellschaftlicher Solidarität.

3. Das bisherige System der Militärdienstpflicht hat sich seit der Aufnahme in die Bundesverfassung 1848 bewährt – und mehr als bewährt. Der Milizarmee und der Wehrpflicht kommt, auch wenn das vielleicht auf den ersten Blick etwas antiquiert scheinen mag, eine sehr bedeutende Kohäsions- und Integrationsfunktion zu. Diese mit der Initiative abzuschaffen oder zumindest auszuhöhlen würde einem Verlust schweizerischen Staatsverständnisses gleichkommen.

Ich habe einleitend gesagt, dass es eine Vielzahl weiterer Gründe gäbe, die Initiative abzulehnen. Ich verzichte auf eine entsprechende Aufzählung und fasse zusammen: Die GSoA versucht mit ihrer Initiative, die Armee gezielt zu schwächen. Das ist selbstverständlich ihr demokratisches Recht. Ich frage mich allerdings, ob sich die Initianten der Konsequenzen einer Annahme dieser Initiative tatsächlich bewusst sind. Umgesetzt würde die Initiative dazu führen, dass die Schweiz ihre Sicherheit – und ich denke da aktuell nicht primär an die militärische Sicherheit, sondern insbesondere auch an die Bewältigung von Katastrophen und Notlagen – davon abhängig macht, ob genügend und geeignete Personen dafür zur Verfügung stehen. Solches ist sicherheitspolitisch nicht verantwortbar. Gleichzeitig würde das vorgeschlagene Modell – ich habe es gesagt – zu einer Entsolidarisierung unserer Gesellschaft führen, und auch das will ich nicht.

Ich ersuche Sie, der Kommissionsmehrheit zu folgen und die Volksinitiative wie auch die Gegenentwürfe abzulehnen.

Müller Geri (G, AG): Herr Kollege Vogler, Ihre Ausführungen waren sehr, sehr gut durchdacht. Ich kann Ihnen sagen: Ich habe mir sehr viele Gedanken gemacht, was ist, wenn die Initiative umgesetzt ist. Darüber müssen Sie sich keine Sorgen machen. Worüber ich mir Sorgen mache, ist Folgendes: Sie sprechen von Pflichtbewusstsein und von Solidarisie-

rung der Bevölkerung mit der schweizerischen Armee. Aber die Realität heute ist doch, dass kaum 50 Prozent noch Dienst leisten, und insbesondere in den Städten ist der Prozentsatz noch viel tiefer. Was sagen Sie dazu? Von welchem Prozentsatz an können Sie von einer Solidarisierung und von Pflichtbewusstsein sprechen?

Vogler Karl (CE, OW): Ich gebe zu, dass es da natürlich grosse Unterschiede gibt. Aber es geht doch hier darum, dass wir letztendlich am Grundsatz der Dienstpflicht festhalten müssen. Darum geht es mir.

Badran Jacqueline (S, ZH): 3,3 Milliarden Franken: So hoch sind nach vorsichtigen Schätzungen die ungedeckten Kosten für die Armee für die Unternehmen in der Schweiz. Die Kosten für mich als Unternehmerin sind aber höher als die reinen Ausfallkosten der Mitarbeiter durch WK und Zivilschutz. Mein Unternehmen ist im Projektgeschäft tätig. Da sind Stellvertretungen nicht beliebig möglich. Es ist jedes Mal ein kleines Drama, wenn einzelne Mitarbeiter für drei Wochen am Stück wegen Wiederholungskursen fehlen. Alle anderen Mitarbeiter müssen dies kompensieren und wesentlich länger arbeiten, was sie ihrerseits wieder kompensieren wollen. Unsere Kunden schätzen es gar nicht, wenn ihre Projektleiter mitten in einem Projekt ausfallen. Planbar ist dies nur beschränkt, da die Wirtschaft immer kurzfristiger funktioniert.

Ich bin seit vielen Jahren Unternehmerin und hatte noch keinen einzigen Mitarbeiter, der gerne in den WK ging, ja, noch schlimmer: keinen, der auch nur den kleinsten Sinn in den Tätigkeiten sah. Frustriert von den vielen Leerläufen, Wartezeiten und sinnlosen Einsätzen kehren diese Mitarbeiter an den Arbeitsplatz zurück. Sie sind nach einem WK nicht einmal voll einsetzbar, wünschen sie doch Erholung von den zermürbenden Wochen. Und dabei reden wir von denjenigen Militärpflichtigen, die nicht schon vorher einen Grund für ihre Untauglichkeit gesucht haben, sondern brav ihre Pflicht erfüllen wollen.

Unsere Wehrpflicht ist eine Illusion. Entweder finden die Unwilligen irgendeinen Vorwand für die Untauglichkeit, oder sie geben widerwillig und unmotiviert dem Zwang nach. Diese Tatsache lässt sich einfach nicht länger ignorieren. Dass die KMU dies finanziell, organisatorisch und institutionell mittragen müssen, ist meiner Meinung nach zu einer Zumutung geworden. Denn unsere Armee mit Wehrpflicht in diesen Dimensionen hat keine reale Funktion mehr, keinen realen Auftrag mehr und keinen realen Sinn mehr. Für die Unternehmen ist es deshalb unzumutbar geworden, diese nostalgische Übung mitzutragen und mitzufinanzieren.

Meine Botschaft ist ganz simpel: Lassen Sie doch im Rahmen einer dringend nötigen Redimensionierung diejenigen in der Armee mitwirken, die dies auch wollen und motiviert sind. Die Wirtschaft wäre dafür dankbar.

In dem Sinne bitte ich Sie, die Initiative zu unterstützen.

Buttet Yannick (CE, VS): La Suisse est le pays le plus sûr du monde. Cet état de fait dont nous sommes fiers est l'un des piliers de notre prospérité. Il s'agit donc d'assurer à notre pays un niveau de sécurité permettant la poursuite de notre succès.

L'armée est l'un des principaux acteurs qui contribuent à cette sécurité, puisqu'elle fournit annuellement un nombre conséquent de prestations dans ce domaine. Supprimer le service militaire obligatoire, c'est condamner notre armée et mettre en péril la sécurité de la Suisse.

Au-delà des gesticulations des initiants, il s'agit de ne pas se laisser abuser et de revenir à leur objectif final, qui sera d'ailleurs atteint à terme si cette initiative devait être acceptée par le peuple et les cantons, à savoir la suppression pure et simple de notre armée. En effet, laisser les jeunes choisir librement leur manière de servir notre pays revient à limiter les effectifs à disposition de l'armée. Or baisser les effectifs revient à rendre notre armée inefficace. Les mêmes personnes pourront ensuite dénoncer une armée qui ne remplit plus ses tâches à satisfaction et demander sa suppression.

pure et simple. Cela paraîtra tout à fait logique dans la mesure où elle ne pourra plus être à la hauteur des attentes de la population.

Notre armée ne peut pas se passer des jeunes conscrits qui permettent d'assumer suffisamment les diverses fonctions au sein de la troupe et des états-majors. Sans cet apport annuel, l'armée suisse, même à 100 000 hommes, est condamnée à disparaître.

Quant à ceux qui, adeptes du «y'a qu'à», «y faut», répètent qu'il faut rendre notre armée «plus sexy» ou qu'il n'y a qu'à passer à une armée professionnelle, je leur réponds que ces modèles, déjà difficiles à appliquer dans de grandes nations, n'ont aucune chance de fonctionner dans notre pays.

Der Mut fehlte den Initianten, einmal mehr die Frage nach der Abschaffung der Armee zu stellen. Sie zogen es vor, einen Umweg zu machen, der zum selben Resultat führt. Anstatt die Institution zu köpfen, wird ihre Erneuerung von der Basis aus verhindert. Das Ende ist dasselbe.

Neben der Frage nach dem Überleben unserer Armee stellt sich die Frage nach dem Grundsatz der Miliz und des Bürgerengagements. Jeder Bürger muss sich seine Pflichten gegenüber den Mitbürgerinnen und Mitbürgern vergegenwärtigen. Durch die Aufhebung des Bürgerengagements wird schlicht und einfach die nationale und soziale Kohäsion in Gefahr gebracht. Gleichzeitig werden negative Signale an die Jugendlichen gesendet, dass der Staat für sie alles tun muss, sie hingegen nichts für den Staat tun müssen.

Die Verfechter des Gegenentwurfes erwidern, dass sie genau dieser Problematik entgegenwirken wollen. Das Bürgerengagement muss jedoch im Dienste der Gemeinschaft und des Landes bleiben, und deren Bedürfnisse sollten immer den Vorlieben der Jugendlichen vorgehen. Nach verschiedenen Aktualisierungen ermöglicht es das heutige System, der Armee die unerlässlichen Bestände zu liefern und gleichzeitig den Jugendlichen die Wahl zu lassen. Es gibt keinen triftigen und objektiven Grund, dies zu ändern.

En conclusion, l'armée reste l'institution dans laquelle la population suisse a le plus confiance. Respectons cet avis du peuple et créons des conditions favorables à son maintien et à son développement, plutôt que de lui casser une jambe avec le contre-projet ou les deux avec l'initiative.

Non est la seule réponse qui convienne, tant à cette initiative qu'à son contre-projet, si l'on veut permettre à la Suisse de maintenir son principal outil de politique de sécurité et finalement la sécurité de chacune et chacun d'entre nous.

Estermann Yvette (V, LU): Wie wir schon oft gehört haben: Die Initiative will die Wehrpflicht abschaffen. Aber das haben nicht einmal die Länder getan, die heute sogenannte Berufsarmeen haben. Denn diese haben ihre Wehrpflicht lediglich ausgesetzt und können sie jederzeit, bei Bedarf, per Verordnungsweg wieder anordnen.

Ich habe mich gefragt, welche Alternativen es gäbe, die unsere gute Milizarmee ersetzen könnten. Das eine ist eine Berufsarmee. Ich spreche oft mit Parlamentariern aus anderen Ländern, und glauben Sie mir, auch diese Armee ist nicht das Gelbe vom Ei. Die andere Möglichkeit wäre – und einige schwärmen von einer solchen Armee – eine grosse internationale Armee, z. B. eine europäische Armee. Sie wissen, dass einige Länder ihre eigenen Erfahrungen mit einer solchen Vereinigung gemacht haben – mein Geburtsland, die ehemalige CSSR, die Tschechoslowakei, auch. Im sogenannten Prager Frühling von 1968 unterstützte das Volk die Kommunistische Partei, damals unter der Führung von Alexander Dubcek, für die Demokratisierung und die Liberalisierung der Gesellschaft. Wir wissen alle, was dann passierte. Die «freundschaftlichen» Truppen marschierten in die Tschechoslowakei ein und stoppten diese Bestrebungen. Solche Armeen oder Vereinigungen werden schöne Namen tragen wie damals der «Warschauer Pakt»; das war ein Vertrag über Freundschaft, Zusammenarbeit und gegenseitigen Beistand. Man kann eine solche Armee dann sehr gut gegen die eigene Bevölkerung einsetzen.

Ich möchte mich herzlich bei allen bedanken, die sich für eine Milizarmee einsetzen, wie sie jetzt ist. Ich treffe sehr

wohl engagierte junge Leute; auch anlässlich eines Besuchstages in der Armee habe ich solche getroffen, und diese wissen, was sie tun, und diese sind sich auch ihrer Pflichten bewusst. Das Argument, wonach unsere jungen Leute nicht in der Armee dienen wollen, spricht mich daher gar nicht an. Noch einmal herzlichen Dank an all diejenigen, die in der Armee dienen und sich für unsere Milizarmee einsetzen, wie sie heute ist.

Ich bitte Sie, die Initiative und die Minderheitsanträge abzulehnen.

Ich habe jetzt noch zwei Minuten, wobei ich das Wichtigste gesagt habe. Ich möchte Ihnen noch Folgendes mit auf den Weg geben: Jedes Land hat eine Armee – entweder die eigene oder eine fremde.

Teuscher Franziska (G, BE): Mit der vorliegenden Volksinitiative soll die Wehrpflicht abgeschafft und durch eine kleine freiwillige Miliz abgelöst werden. Ich finde dieses Volksbegehren wichtig und richtig.

Die Armee stand vielleicht einmal im Ruf, eine Kaderschmiede zu sein. Ob das tatsächlich je der Fall war, kann ich natürlich nicht beurteilen. Ich weiss aber, dass sie diesen Ruf heute garantiert nicht mehr geniessen. Die Motivation der jungen Männer für das Militär würde ich einmal als gering bezeichnen. Die Wehrpflicht hatte vielleicht bei der Gründung des Bundesstaates 1848 eine gewisse Bedeutung. Ein Festhalten an einem grossen Armeebestand durch die Wehrpflicht ist im Jahr 2012 nicht mehr zeitgemäss. Es gibt heute den militärischen Ernstfall, bei dem die Schweizer Armee die Schweiz verteidigen müsste, zum Glück nicht mehr. Alle Länder befinden sich heute in einer grossen wirtschaftlichen Abhängigkeit voneinander. Die Schweiz als neutrales Land mit einer humanitären Tradition muss sich für eine friedliche internationale Zusammenarbeit einsetzen. Darin liegt die Stärke der Schweiz und nicht in ihrer militärischen Schlagkraft.

Es wurden bis anhin hier im Saal viele Bedenken gegen diese Initiative vorgebracht. Es wurde gesagt, dass das Schweizervolk entwaffnet werde, dass wir militärisch von anderen abhängig würden, dass Katastrophenhilfe und subsidiäre Einsätze wie am WEF in Zukunft nicht mehr möglich wären. Ich glaube nicht, dass Länder wie Kanada darunter leiden, dass sie keine Wehrpflicht mehr kennen. Sie können gerne selber kontrollieren, wie viele hochkarätige internationale Anlässe dort in den letzten Jahren stattgefunden haben. Darunter war mindestens ein halbes Dutzend G-8-Gipfel, und das alles ohne Wehrpflicht. Es braucht auch keine bewaffnete Armee, um Aufbau- oder Räumungsarbeiten zu leisten. Bei Katastrophen braucht es Baumaschinen und nicht Panzer oder Gewehre. Und wenn das WEF als Begründung für die Armee herhalten muss, dann muss man sich ernsthaft fragen, was diese Wehrpflicht überhaupt noch soll. Persönlich bin ich auch davon überzeugt, dass die Schweiz sicherer wird, wenn wir weniger Waffen haben, die zu Hause herumstehen.

Mit der Abschaffung der Wehrpflicht wird nicht die Armee abgeschafft, wie dies behauptet wurde. Wir sparen aber viele Kosten, weil wir nicht ein unnötiges, riesiges Heer finanzieren müssen. Ich persönlich gebe das Steuergeld lieber für Dinge aus, die sinnvoll sind, beispielsweise für die Bildung. Ich bin überzeugt, dass es immer weniger Leute gibt, die verstehen, dass wir fast 5 Milliarden Franken für unsere Armee ausgeben und auf der anderen Seite die ETH beispielsweise die Studiengebühren erhöhen müssen – dies, weil Finanzierungsbeiträge des Bundes nicht mit der steigenden Zahl von Studentinnen und Studenten Schritt halten. Wir sparen also bei unseren Vorgezugschulen, damit wir weiterhin ein Massenheer aufrechterhalten können. Das ist für mich eine verkehrte Welt.

Ich bin auch nicht für die Gegenvorschläge, die zu dieser Initiative präsentiert werden. Die Verfechter der Gegenvorschläge sagen, wir müssten das Solidaritätsprinzip umsetzen und einen Dienst am Staat einrichten. Ich möchte Sie darauf hinweisen, dass in unserer Gesellschaft bereits heute sehr viel solidarische Arbeit geleistet wird, nämlich all die

Freiwilligenarbeit. Für mich steht prioritär zur Debatte, dass wir die Freiwilligenarbeit aufwerten und sie sozial besser absichern. Ein neuer Gemeinschaftsdienst, wie ihn die Gegenvorschläge postulieren, würde entschädigt; er würde so die heutige Freiwilligenarbeit unterwandern. Weiter sind die Auswirkungen des Gemeinschaftsdienstes, wie er vorgeschlagen wird, auf den Arbeitsmarkt völlig unbekannt. Wir wissen nicht, was dies für die unqualifizierten Jobs bedeuten würde.

Wie gesagt, ich finde das Solidaritätsprinzip gut; ich finde den Dienst an der Gesellschaft gut. Aber bevor wir diesen einführen, braucht es eine umfassende Debatte.

Ich sage heute überzeugt Ja zur Abschaffung der Wehrpflicht, und ich sage überzeugt Nein zu den Gegenvorschlägen.

Cassis Ignazio (RL, TI): La Svizzera non ha un esercito: la Svizzera è un esercito! Era il titolo di una prestigiosa rivista tedesca di vent'anni fa. Per la prima volta – malgrado fossi già ufficiale nell'esercito – realizzavo davvero il legame tra il cittadino svizzero e questa sua istituzione.

Vi sono tante ragioni legate alla sicurezza nazionale per rifiutare quest'ennesima proposta del Gruppo per una Svizzera senza esercito; altre ve le diranno e ve le stanno dicendo. Io vorrei invece concentrarmi sul significato sociale di cittadino-soldato, sull'esercito come agenzia integrativa di un Paese plurilingue e senza una cultura uniforme. Se non fossi stato soldato, non credo che oggi siederei in Parlamento. Se non fossi stato obbligato a servire, non lo avrei mai fatto: costava fatica, via da casa e dalle comodità – e perché mai? Ma non avevo scelta! Per me, ticinese, la scuola recluta fu la porta d'ingresso alla Svizzera non ticinese. Per la prima volta doveti confrontarmi intensamente con modi di dire e di fare diversi dai miei. Per la prima volta, senza rendermene conto, entravo in un solido processo integrativo – quella famosa integrazione di cui oggi tanto parliamo per gli stranieri, ma che se non curiamo costantemente mette a repentaglio anche la coesione nazionale. Imparavo soprattutto che la mia individualità non poteva sempre essere la priorità dell'universo, che i miei bisogni dovevano articolarsi con quelli altrui e che servire il Paese creava in me un profondo legame con esso. Furono insegnamenti fondamentali per la mia educazione di cittadino. Era una specie di prevenzione del narcisismo, dell'egocentrismo e dell'edonismo che tanto dilagano in una società trasformatasi vieppiù in fiera delle vanità. L'obbligo di servire era un valore da proteggere e soprattutto da migliorare, perché di superiori balordi – per non dire altro – ne ho avuti fin troppi! Si tratta perciò di un obbligo da migliorare, non da abolire.

La portata simbolica e reale dell'esercito quale agenzia integrativa nazionale oggi è sottostimata. Noi svizzeri, in fondo, siamo contrattualmente legati da secoli per difenderci da nemici comuni, per essere padroni in casa propria. Non è un legame naturale se consideriamo le grandi differenze esistenti tra uno zurighese, un ginevrino e un luganese.

La nostra coscienza collettiva nasce forzatamente da esperienze integrative e la consapevolezza di avere doveri comuni. «Doveri» – è una parola difficile da pronunciare oggi, nella società dei diritti. Eppure non possono esserci diritti senza doveri, è un'illusione.

Servire questo meraviglioso Paese è un dovere che ci regala molti diritti. Impariamo il valore di fare qualcosa per la collettività senza pretendere un beneficio personale. L'idea della milizia appartiene al nostro patrimonio genetico e si riflette in ogni campo sociale. L'esercito ne è il primo e principale interprete.

Fallito il tentativo diretto di abolirlo, ora si sondano vie indirette. Perché abolire l'obbligo di prestare servizio significa abolire l'esercito. Significa minare il legame di fiducia tra cittadino e Stato, il nostro Stato, di cittadino-soldato, cittadino-elettore, cittadino-eletto, cittadino responsabile e solidale: è questo il segreto del nostro successo e lo vediamo bene oggi, quando scorgiamo attorno a noi Stati in crisi, quasi fossero corpi estranei per i loro cittadini.

Il controprogetto della minoranza Hiltbold è socialmente e culturalmente interessante ma pone enormi difficoltà di attuazione. Perciò vi chiedo di esprimere un chiaro no a quest'iniziativa popolare, frutto di una superficiale utopia anti-svizzera, e anche un no al controprogetto, se è questa la «Willensnation» che volete!

Hess Lorenz (BD, BE): Wo Armeeabschaffung draufsteht, ist Armeeabschaffung drin. Das ist so, allen Beteuerungen, die wir heute Morgen gehört haben, zum Trotz. Es ist auch legitim, dass sich eine Organisation sämtlicher Instrumente bedient, um das übergeordnete Ziel schlussendlich zu erreichen. Betreiben wir also keinen Etikettenschwindel, und nennen wir das Kind beim Namen! Es geht, zumindest mittelfristig, darum, das letzte Sicherheitsinstrument in der Hand des Staates abzuschaffen. Und es geht auch darum, das schnelle Katastrophenhilfeelement in der Hand des Staates aufzuheben. Da kann man sich schon die Frage stellen: Wer kommt auf die Idee, die Abschaffung der Feuerwehrr zu planen, nur weil es in der letzten Zeit im Dorf nicht so oft gebrannt hat?

Aber betrachten wir die Initiative auch einmal vor dem Hintergrund aktueller politischer Diskussionen. Interessanterweise kommt die Initiative aus der gleichen Ecke, in der man auch die Annäherung an Europa, auch den EU-Beitritt propagiert. Und da muss ich mich schon fragen: Ist man sich bewusst, dass es, wenn man ein valabler Partner sein will, auch in Europa, auch bei den Nachbarn, gleichfalls um die Sicherheit geht, nicht nur um die wirtschaftliche Zusammenarbeit? Entweder ist man ein valabler Partner im Verbund, oder man ist es nicht.

Der zweite Punkt ist die aktuelle Bankendiskussion. Zu Recht wird immer wieder gesagt, und das ist auch meine Meinung, dass der Schweizer Bankenplatz nicht deshalb erfolgreich sein soll, weil er beim Steuerbetrug hilft, sondern der Bankenplatz Schweiz ist auch deshalb stark und soll es bleiben, weil unser sicheres, stabiles System in der ganzen Welt anerkannt wird. Das gilt für die Bankenwelt, und das gilt für die Wirtschaft. Und für ein sicheres, stabiles System ist die Armee nun einmal ein zentraler Eckpfeiler.

Ein Wort zur Miliz: Miliz ist nicht Folklore und nicht «l'art pour l'art». Es geht nicht darum, dass jeder einmal in jedem «Tali» der Schweiz gewesen ist, dass er in der Rekrutenschule ein Mann wird oder dass er lernt, sein Bett selber zu machen. Miliz hat noch eine ganz andere Funktion. Miliz bedeutet auch Kontrolle. Solange der Bürger und die Bürgerin im Staat in dieses System eingebunden sind, findet in jeder Richtung eine automatische Kontrolle von Auswüchsen und Fehlentwicklungen statt. Diese Kontrolle wollen wir: Wir wollen keinen Staat im Staat, keine separate Militärkaste, die sich dem anderen, dem politischen und bürgerlichen Leben entzieht.

Wir wollen auch keine Zweiklassengesellschaft mit den Freiwilligen. Schauen Sie sich die Länder an, in denen Freiwilligkeit herrscht. Es ist klar, wer sich bei der Armee meldet: Wer keine Lehrstelle findet, wer sonst keine Chancen hat, geht halt in die Armee. Wer das nicht muss und sonst seine Chancen hat, kann seine Zukunft anders gestalten. Wollen wir eine solche Zweiklassengesellschaft? Nein, wir leben davon, dass gewisse Pflichten für alle gelten, und das hat bis jetzt auch nie geschadet.

Ein letzter Punkt: Oft wird der Armee vorgeworfen, sie konkurrenzieren die zivilen Kräfte, sei es bei der Unterstützung von Sportanlässen, sei es bei der Bewältigung von Katastrophen. Es ist nun aber höchst interessant, was hier mit Initiative und Gegenvorschlag propagiert wird. Kein Mensch spricht von der Konkurrenzierung ziviler Instanzen – im Gegenteil, man müsste für alle, die sich gegen den Militärdienst entscheiden würden, komplizierte Modelle und Module schaffen, um überhaupt Plätze in zivilen oder halbivilen Organisationen zu finden, wo sie ihren Dienst leisten könnten. Dort wird nicht mit gleichen Ellen gemessen. Auch würde es am Schluss einen bürokratischen und massiven organisatorischen Aufwand bedeuten, für die beträchtliche Menge an

Leuten, die den einfachen Weg wählt, krampfhaft Einsatzmöglichkeiten zu schaffen.

Lehnen wir diese Initiative ab, lehnen wir den Gegenvorschlag ab. Es funktioniert nicht, es hat sich dort, wo Ähnliches versucht wurde, nicht bewährt. Ich danke Ihnen, wenn Sie diesem Antrag folgen.

Büchel Roland Rino (V, SG): Entweder unterhält die Schweiz eine Milizarmee, oder sie verfügt über keine funktionierende Armee.

Die Gruppe für eine Schweiz ohne Armee, der Partito comunista ticinese und ähnliche Organisationen wollen die Wehrpflicht abgeschafft sehen. Was wollen die Armeegegner mit ihrer Initiative? Sie wollen dem schweizerischen Konzept der Landesverteidigung quasi das Herz herausreissen. Die GSoA versucht sich als «GSoW», als Gruppe für eine Schweiz ohne Wehrpflicht, also eine Schweiz ohne die Pflicht, Militärdienst zu leisten.

1989 und 2001 wollte die GSoA, ihrem Namen und Zweck entsprechend, die Armee ganz abschaffen. Beim ersten Mal hatte sie immerhin den Support von 35,6 Prozent der Stimmentenden. Vor elf Jahren stellte sich nur noch gut ein Fünftel der Bürgerinnen und Bürger gegen die Armee. Nach dieser vernichtenden Niederlage versuchen es die Armeeabschaffer nun mit Salamtaktik: Ist die grosse Scheibe «Wehrpflicht» einmal weg, ist der Weg zum Ziel geebnet. Das wissen die Generäle der GSoA ganz genau. Denn es ist klar: Eine Freiwilligenarmee oder ein Berufsheer wären keine valablen Alternativen für unser Land. Warum?

Eine Freiwilligenarmee zöge die falschen Leute an. Sie könnte und würde nicht funktionieren, das ist schon erläutert worden. Ginge es nach der GSoA, würde die Verantwortung für die Sicherheit der Schweiz faktisch an eine Profitruppe abgetreten. Heute sind sämtliche Bürger in diese Pflicht eingebunden. Wollen Sie das tatsächlich ändern? Wollen Sie 20 000 oder 25 000 Möchtegernrambos anstatt der neu noch rund 100 000 dienstpflichtigen Männer und nicht sehr zahlreichen Frauen, die gewissenhaft Dienst leisten?

Wer sind diese Leute heute? Es handelt sich um Menschen, die in Beruf, Familie, Öffentlichkeit und Gesellschaft verankert sind. Sie suchen weder Abenteuer noch Gewalt. Sie handeln mit Augenmass und wollen lediglich Sicherheit für ihre Familien, unser Land, unsere Institutionen und unsere Wirtschaft.

Wer zur Milizarmee steht, steht auch zur Schweiz. Er will, dass sich unser Land auf unerwartete bedrohliche Entwicklungen vorbereitet. Aber er will nicht, dass zigtausend Männer in den Kasernen hocken und darauf warten, bis Krieg ist! Wollen Sie tatsächlich eine solche Berufsarmee? Machen Sie einmal die Personalkostenrechnung für eine solche Truppe. Vom Budget, das wir dem VBS gewähren, würde neben diesem Aufwandsposten zwischen wenig und nichts übrig bleiben, um ein Berufsheer zeitgemäss auszurüsten. Ich will in diesem Land keine kriegslüsternen Desperados – ich will sie nicht schlecht ausgerüstet, und ich will sie nicht gut ausgerüstet. Aber ich will, dass unsere jungen Männer und Frauen in einer funktionierenden Milizarmee zur Sicherheit unseres Landes beitragen. Ich will, dass viele von ihnen die Chance haben, bereits im jungen Alter zu Führungserfahrung zu kommen.

Zum Funktionieren tragen nicht nur die Leute bei, die Dienst leisten. Schauen Sie, wie die Wirtschaft kräftig mithilft und unsere Milizarmee direkt und indirekt mitfinanziert. Gerade für kleinere Unternehmen, wie zum Beispiel unseren Familienbetrieb – zwei Autogaragen mit rund einem Dutzend Angestellten –, braucht es einen beträchtlichen Effort, um die Abwesenheiten ausgleichen zu können. Frau Badran, Sie haben Recht. Aber wird deswegen, ausser offenbar in Zürich, ewig lamentiert? Nein. Die Unternehmen suchen nach pragmatischen Lösungen.

Solche KMU leisten ihren Beitrag, weil sie wissen, dass es sich lohnt. Denn eine sichere Schweiz ist die Grundlage für eine erfolgreiche Schweiz. Das gilt gerade auch bei Katastrophenfällen, Kollegin Teuscher. Sie sagten soeben: Bei Katastrophen braucht es Baumaschinen und nicht Panzer.

Genau, Frau Teuscher. Aber es braucht Menschen, welche kurzfristig aufgeboden werden können und die fähig sind, die Maschinen zu bedienen.

Ich bitte Sie, den Stimmbürgern ein Nein zu dieser Initiative zu empfehlen.

Hutter Markus (RL, ZH): Wo liegt der Nutzen dieser Volksinitiative «Ja zur Aufhebung der Wehrpflicht»? Wozu soll eine freiwillige Miliz anstelle der aktuellen Milizarmee mit allgemeiner Militärdienstpflicht gut sein? Auch ein näherer Blick auf die Initiative lässt weder eine Antwort auf diese Frage noch irgendeinen Nutzen oder Vorteil erkennen. Ich frage Sie: Wollen wir Schweizer unsere Sicherheit zukünftig delegieren? Delegieren an Freiwillige, an Männer und Frauen, die sich freiwillig melden, um ihren eigenen persönlichen Nutzen daraus zu ziehen? Mit dem Risiko, zu wenig Geeignete oder die Falschen zu finden? Ausgerechnet die Sicherheit, die Grundlage unseres Wohlstandes, ja unseres Staatswesens inmitten eines Kontinentes, der ja alles andere als sicherer wird? Ausgerechnet die Sicherheit, die eine gemeinsam zu leistende Grundaufgabe unseres Gemeinwesens ist und bleibt, weil sich kein besseres Modell vorstellen lässt?

Vergessen wir nicht: Bei den Aufgaben der Armee geht es nicht nur um den Schutz vor militärischen Angriffen. Es geht auch um die Unterstützung der zivilen Behörden in der inneren Sicherheit. Es geht um die Bewältigung von Katastrophen und Notlagen. Es geht um Schutz und Hilfe im Ausnahme- und Krisenfall.

Wollen wir unsere weltweit einzigartige enge Bindung von Demokratie, Volk und Armee aufgeben, den Bürgersoldaten abschaffen und damit einen elementaren Wert unserer direkten Demokratie opfern? Es geht doch um den Einsatz aller für das Gemeinwohl. Es geht auch um die Erkenntnis, dass mit Rechten immer auch Pflichten verbunden sind. Fazit: Wehrpflicht ist bei uns Bürgerpflicht, und sie ist vom Volk getragen.

Der Bürgersoldat stärkt unsere direkte Demokratie, und die Armee aus Bürgersoldaten begrenzt die Machtmittel des Staates. Das richte ich ganz speziell an die angeblich basisdemokratischen Linken: Der Einsatz für das Gemeinwohl, für die Sicherheit ist eine ganz spezielle Aufgabe, die es allenfalls sogar unter dem Einsatz des höchsten Bürgergutes, nämlich des Lebens, zu leisten gilt.

Es geht um einen Grundpfeiler der Schweiz, um die Alimentierung der Armee als strukturierte, eingetübte, gutausgerüstete und möglichst breit abgestützte Organisation vieler Bürger zum Schutz unserer Bevölkerung.

Nur mit einer allgemeinen Wehrpflicht schafft die Armee eine nationale Kohäsion, eine wertvolle, bereichernde Gemeinschaft von Sprachen, Gesellschaftsschichten und Kulturen. Wollen wir unsere Swiss-made-Qualität verramschen? Diese Frage zu bejahen hiesse zu verkennen, dass die von der Armee geforderten Leistungen am besten eben massgeschneidert von einer Milizarmee mit Militärdienstpflicht erbracht werden können, hiesse zu verkennen, dass unsere Mobilisierungsfähigkeit, um die uns die ganze Welt beneidet, zerstört würde.

Einen Systemwechsel vornehmen, wenn das System gut funktioniert? Es gibt keinen Grund, das zu tun. Die Gruppe für eine Schweiz ohne Armee will nicht einen alten Zopf abschneiden, wie sie hier immer wieder propagiert, sondern sie will uns den Ast absägen, auf dem wir sitzen. Vergessen wir deshalb angesichts des angenehmen Normalfalles nicht den Ausnahme- und Krisenfall. Vergessen wir nicht – ob es uns passt oder nicht –: Wir leben auf dem Kriegskontinent Europa. Lehnen wir deshalb diese schädliche, unehrliche Volksinitiative ab, stärken wir die Werte der Armee, anstatt sie zu schwächen. Lassen wir uns nicht von Initianten fehlleiten, welche ihre wirklichen Absichten im Namen «Gruppe für eine Schweiz ohne Armee» oder im Parteiprogramm – Sozialdemokratische Partei der Schweiz – tragen und dem Volk heute weismachen wollen, es gehe ihnen genau darum: nämlich nicht um die Abschaffung der Armee, sondern um ganz anderes.

Lassen wir uns nicht täuschen, folgen wir der Kommissionsmehrheit und dem Bundesrat, empfehlen wir diese Initiative zur Ablehnung!

Carobbio Guscetti Marina (S, TI): L'esercito svizzero, con i suoi 150 000 soldati attivi, è, proporzionalmente alla sua popolazione, un esercito sproporzionato – lo hanno detto oggi diversi interlocutori. L'iniziativa pone quindi un primo chiaro quesito: necessitiamo veramente di un esercito di queste dimensioni? Necessitiamo di un esercito così grande di fronte ai pericoli con i quali siamo confrontati oggi, che non sono più quelli delle guerre tradizionali, ma ben altri – dalla cibercriminalità, ai reati finanziari a quelli ambientali? Un esercito tanto grande al punto che per giustificarne le dimensioni gli si attribuisce sempre nuovi compiti, tutt'altro che necessari. L'esercito svizzero non ha troppo poco materiale o troppi pochi mezzi a disposizione, come sostiene chi vuole concedergliene sempre di più. L'esercito svizzero ha troppi soldati.

Il secondo problema che si pone è evidentemente collegato al primo quesito: l'esercito svizzero è caro. Oltre ad un budget di 4,3 miliardi di franchi annui, secondo le stesse cifre che ci sono fornite dall'esercito in diversi rapporti si aggiungono oltre un miliardo di franchi per spese statali aggiuntive, pensiamo alle locazioni e agli affitti o alle spese dell'economia privata per le indennità di perdita di guadagno, un miliardo di franchi per la continuazione del pagamento di stipendi a livello privato. E pur deducendo quello che l'esercito chiama «il controvalore diretto ricorrente» per acquisti o interventi che dovrebbero comunque essere fatti altrimenti, risultano comunque costi netti annui superiori ai 5 miliardi di franchi. A questi costi vanno poi aggiunti altri, indiretti, causati dall'assenza di numerose persone dal posto di lavoro, dall'economia o dalla famiglia. Si tratta di miliardi di franchi, sulla cui efficacia si può discutere, a maggior ragione se si considera che con questi mezzi finanziari potrebbero venir liberate delle risorse. Con un esercito più piccolo e volontario si potrebbe creare e mantenere un servizio di intervento in caso di catastrofe adeguato e più professionale. Per non parlare poi dei mezzi finanziari che potrebbero essere impiegati per interventi sempre più necessari in altri settori: nel settore sociale, della formazione, del cambiamento climatico, ma anche per la coesione nazionale per tutta la Svizzera, che qui, a mio parere a torto, è stata bistrattata in nome di questo grande esercito – una coesione nazionale che necessita invece di trasporti pubblici adeguati o di uffici postali in tutte le regioni svizzere.

Le risposte a questi quesiti e problemi portano alla conclusione che in Svizzera ci vuole un esercito più piccolo, meno costoso e, come chiedono gli autori dell'iniziativa, non obbligatorio, bensì basata sul volontariato.

In gran parte dell'Europa l'obbligo del servizio militare è un'imposizione superata. Da noi c'è poi questo concetto folcloristico di un esercito dove tutti vi aderiscono con entusiasmo. E un concetto che si scontra con la realtà, dove meno del 50 per cento dei soldati effettua il servizio militare fino alla fine. Nonostante si cerchi di rendere il servizio civile meno attrattivo, ad esempio facendolo durare di più rispetto al servizio militare, sempre più giovani vi aderiscono.

La Svizzera ha quindi bisogno di una politica di sicurezza equilibrata rispetto ai nuovi rischi e non di un esercito sproporzionato. Abolire il servizio militare obbligatorio non significa abolire l'esercito, come alcuni oggi hanno demagogicamente sostenuto. Significa mettere la priorità su una politica di promozione della pace e creare un servizio civile volontario.

Per queste ragioni vi invito quindi a raccomandare di sostenere l'iniziativa.

Büchel Roland Rino (V, SG): Geschätzte Kollegin Carobbio, Sie haben gesagt, dass viel zu viel Geld für die Armee ausgegeben würde; die Budgets wurden in den letzten Jahren allerdings immer kleiner. Wie viel Geld möchten Sie denn nach Ihrem Konzept noch für die Armee ausgeben?

Carobbio Guscetti Marina (S, TI): Le rispondo in italiano, immagino che, siccome ha seguito il mio discorso, riuscirà comunque a capire la risposta.

Oltre 5 miliardi di franchi – sono i dati dell'esercito nel rapporto della Commissione di milizia, quindi dati ufficiali – sono troppi. Se noi riduciamo l'esercito a un esercito volontario di 50 000 persone, possiamo ridurre notevolmente il budget a una somma che sarebbe ancora sufficiente per garantire determinati compiti.

Glättli Balthasar (G, ZH): Wie viele Male haben wir es jetzt gehört, die Schweiz habe keine Armee, sie sei eine Armee. Ich sage Ihnen auch als Grüner: Die Schweiz ist eine Armee, sie ist eine Milizarmee, sie ist eine Armee von Menschen, die sich in ihrer Freizeit für unser gemeinsames Wohl einsetzen. 2,4 Millionen Menschen setzen sich Woche für Woche freiwillig für unsere Gemeinschaft ein. Das ist es, was ich wahre Miliz nenne! Das ist es, was ich Dienst an der Gemeinschaft nenne! Das ist es, was wirklich freiwilliges Engagement bedeutet!

Wir berufen uns selbst auch immer wieder darauf, dass wir nicht Berufspolitiker, sondern Milizpolitiker seien. Die meisten von uns wissen, dass es eine Zeit gab, da wir dafür in den Parlamenten der Gemeinden und der Kantone sehr schlecht bezahlt wurden.

Der Kern des Milizgedankens ist, dass wir alle wissen, dass es Sachen gibt, die nicht angenehm, aber notwendig sind, damit eine Gemeinschaft, damit ein Land funktioniert. Auf genau diesen Grundsatz will auch diese Initiative uns festschreiben. Nicht diese komische Idee, dass Miliz etwas mit Wehrpflicht zu tun habe, nicht diese komische Idee, dass man Freiwilligkeit erzwingen müsse, wie sie sonderbarerweise auch in den Gegenvorschlägen erscheint, sondern das Wissen darum, dass wir in einer komfortablen Situation sind. Wie oft beklagen wir uns hier in diesem Saal, es müsse etwas, auch im Sinne eines liberalen Geistes, eigentlich besser freiwillig geschehen, nur leider mache es niemand. Hier dagegen haben wir eine komfortable Situation. Ich wiederhole es gerne: Gemäss der aktuellen BFS-Statistik «Freiwilligenarbeit in der Schweiz» führt jede vierte Person ab fünfzehn Jahren mindestens eine unbezahlte Tätigkeit im Rahmen von Organisationen oder Institutionen aus. Dann gibt es noch den unregelmässigen, den privaten Bereich der Freiwilligenarbeit, die nicht in einer Organisation stattfindet, z. B. in einem Sportverein.

Ja, die Schweiz ist eine Milizarmee, aber eine zivile. Wir haben eine Gesellschaft, die noch funktioniert. Darauf können wir bauen. Darauf sollen wir bauen.

Empfehlen Sie diese Initiative zur Annahme, da sie den wirklichen, gelebten Geist unseres Alltags, unserer Bevölkerung von Männern und Frauen in diesem Land ganz treffend widerspiegelt.

Poggia Mauro (–, GE): C'est un simple soldat qui s'adresse à vous. Un simple soldat qui a accompli son école de recrues et tous ses cours de répétition, et qui n'en garde pas seulement un souvenir impérissable de camaraderie et de fraternité. Un simple soldat qui ne parle pas du service militaire en ponctuant chaque phrase d'un sempiternel «de mon temps», comme ceux qui circulent avec un rétroviseur plus grand que le pare-brise.

Et pourtant, ce simple soldat considère que notre service militaire obligatoire va au-delà de la simple organisation défensive du pays. Il est l'une des expressions du lien inaliénable des citoyens avec l'Etat démocratique que nous envient tant de nations dans le monde.

Certes tout système est perfectible, mais la matérialisation du devoir que constitue cette obligation de servir sous les drapeaux légitime les droits que nos jeunes sont toujours si prompts, comme nous l'avons fait avant eux, à revendiquer. Les partisans de cette initiative rétorquent, non sans pertinence, que l'engagement pour le pays peut revêtir d'autres formes, comme le service civil par exemple. C'est sans doute vrai. Mais il n'est pas ici question de créer une hiérarchie des multiples services à la patrie. Il est question de

savoir si le service militaire doit être à l'avenir réservé aux seuls volontaires. D'autres que moi se sont exprimés et le feront encore, sur l'impossibilité qui en découlerait pour notre armée de milice dans l'accomplissement de ses tâches.

J'ajouterai quant à moi ceci: notre armée ne doit et ne devra son indépendance qu'à la mesure et à la pondération des unités qui la composent. Nous ne voulons pas d'une armée de va-t-en-guerre. Nous ne voulons pas de proarmée inconditionnels à l'intérieur et d'opposants à l'extérieur. La réalité est beaucoup plus nuancée, c'est notre chance et notre force. Nous voulons au contraire, au sein de notre armée, des citoyens qui nourrissent des doutes sur sa fonction et ses missions. Car de ce doute, de tout temps, est née la réflexion et de cette réflexion une salutaire remise en question. Les défis de notre défense ont évolué et évolueront encore. La mise à disposition des compétences de chacun ne doit donc pas dépendre du bon vouloir, car à cette aune-là, le confort aura toujours le dessus sur l'effort.

Fehr Hans (V, ZH): An Frau Graf-Litscher, die im Moment nicht im Saal ist, und ihre sozialdemokratischen Kollegen: Ich bitte Sie, hören Sie auf mit dem Geschwätz über Windschutzscheiben und Rückspiegel und dergleichen. Es wäre nämlich noch zu fragen, wer durch die Windschutzscheibe nach vorne schaut und wer in den Rückspiegel – da würden Sie sich vielleicht noch wundern.

Gehen wir zum ernsthaften Thema über. Worum geht es bei dieser Initiative überhaupt? Es geht darum, dass unsere allgemeine Wehrpflicht, die untrennbar mit dem schweizerischen Milizsystem verbunden ist, verlangt, dass jeder, der dazu in der Lage ist, in der Armee seinen Beitrag leistet. Es geht darum, unsere Bevölkerung, unsere Freiheit, unsere Unabhängigkeit, unsere Volksrechte, aber auch unsere sozialen Errungenschaften zu schützen und notfalls zu verteidigen. Darum geht es, um nicht mehr und nicht weniger. Notfalls ist dieser Schutz- oder Verteidigungsauftrag unter dem Einsatz des eigenen Lebens zu leisten. Das wird von der Verfassung verlangt.

Frau Teuscher und Herr Glättli, der auch nicht im Saal ist: Mit Ihrer Freiwilligenarbeit kommen Sie da nicht mehr weiter. Wenn Sie vom Soldaten im Interesse des Landes den Dienst unter Einsatz seines eigenen Lebens verlangen, kommen Sie mit der Freiwilligenarbeit nicht mehr weiter. Der Milizsoldat muss seinen Dienst im Landesinteresse leisten: sei es im Katastrophenfall, sei es in einer unsicheren Lage, in der Terrorakte vorkommen können und in der wir viele Soldaten brauchen, um Infrastrukturanlagen über längere Zeit zu schützen; sei es im Verteidigungskampf, wenn die Armee als letztes Mittel zum Einsatz kommen sollte. Das ist eine ernsthafte Sache. Die Wehrpflicht aufheben hiesse, dass unsere Bevölkerung der Schutz- und Wehrlosigkeit preisgegeben würde. Das können wir doch nicht verantworten.

Wie ist es mit der Berufsarmee oder der sogenannten freiwilligen Miliz?

Die Berufsarmee – darauf muss ich nicht länger eingehen – ist unbezahlbar, sie ist systemfremd, sie ist gefährlich und kann zum Staat im Staate werden. Als ich vor einigen Jahren in Bosnien bei den Schweizer Truppen war – ich erinnere mich sehr gut –, hat General Nash, der Kommandant der internationalen Truppe, gesagt, dass er sehr verwundert sei, dass es offenbar auch in der Schweiz Leute gebe, die eine Berufsarmee wollten. Er hat uns gefragt: «Woher nehmen Sie denn die Soldaten? Sie haben doch gar keine Slums!» Das spricht Bände und sagt einiges darüber aus, mit was für Leuten wir es dann zu tun hätten.

Das gleiche Problem bestünde bei der sogenannten freiwilligen Miliz. Dieser Ausdruck, auch wenn Professoren dahinterstehen, die ich für klüger angesehen habe, ist doch ein Widerspruch in sich: Eine freiwillige Miliz kann es nicht geben. Wir hätten viel zu wenige Leute – siehe Ausland. Wir hätten zudem die falschen Leute, zum Teil Rambos. Ich meine: Der Begriff der «freiwilligen Miliz» sollte zum Unwort des Jahres erklärt werden.

Bleiben wir bei der Realität! Am 20. Juni 1969 ist der Fehr Hans zusammen mit vielen anderen auf dem Waffenplatz

Bière in die Rekrutenschule der motorisierten Infanterie eingerückt. Es war heiss, wir hätten Ferien gehabt, es hat uns – auf Deutsch gesagt – «gestunken». Wäre einer gekommen und hätte gesagt: «Ja, schaut doch, meine Lieben, wer will, kann nach Hause gehen, die RS ist freiwillig. Aber diejenigen, die möchten, die können bleiben.» Wahrscheinlich wären fast alle – auch ich – wieder nach Hause gegangen. Das ist doch die Realität mit dieser unsäglichen «freiwilligen Miliz»! Ich habe später noch fast 1400 Diensttage geleistet, und das nicht, so glaube ich, zum Schaden meiner selbst oder zum Schaden des Landes. Behalten Sie deshalb die allgemeine Wehrpflicht bei. Dieser Pfeiler unserer Sicherheit ist massgeschneidert für unser Land und unersetzlich. Jeder muss dazu beitragen.

Ein Letztes zuhänden der bürgerlichen Ratskolleginnen und Ratskollegen: Beharren Sie nicht nur auf der allgemeinen Wehrpflicht, sondern beharren Sie auch auf dem Kostendach von 5 Milliarden Franken für die Armee! Ansonsten ist alles mehr oder weniger leeres Geschwätz!

Chopard-Acklin Max (S, AG): Kollege Fehr, es ist nicht alles Gold, was glänzt – er verlässt den Saal auch schon wieder, wie ich gerade sehe.

Die Volksinitiative «Ja zur Aufhebung der Wehrpflicht» stellt uns vor die Beantwortung interessanter Fragen. Schauen wir zuerst auf die Frage, ob die Wehrpflicht in der Schweiz noch gerechtfertigt ist. Die Schweizer Armee hat gemäss VBS-eigenen Angaben aktuell über 185 000 Armeeangehörige. Sie ist damit, auch als direkte Folge der obligatorischen Wehrpflicht, immer noch massiv überdimensioniert. Solche Bestände entsprechen überhaupt nicht mehr der aktuellen militärischen Bedrohungslage, und vor allem verteuern sie die Armee zulasten der Steuerzahler und zuungunsten anderer Staatsaufgaben massiv. Kein anderes Land in ganz Europa leistet sich, gemessen an der Grösse des Landes und der Bevölkerungszahl, eine derart grosse Armee wie die Schweiz. Das Problem ist: Der Zwang zur Wehrpflicht führt in der Schweiz zu jährlich über 20 000 neuen Armeeangehörigen, und dies wiederum führt zum politischen Sachzwang, die Armee auch in Zukunft zahlenmässig möglichst gross zu halten – selbst dann, wenn der reale Bedarf, wie jetzt, dazu nicht mehr gegeben ist. Das ist absurd, teuer und ineffizient. Kommen wir nun zur Frage, wie es unsere Nachbarländer mit der Wehrpflicht halten. Die Schweiz befindet sich ja im Herzen Europas. Interessant ist daher auch die Frage, wie sich die Wehrpflicht in den anderen Staaten im Allgemeinen und bei unseren direkten Nachbarn im Speziellen entwickelt hat. Seit zwei Jahrzehnten ist ein klarer Trend erkennbar: Immer mehr Staaten gehen von der Wehrpflicht zu einer Freiwilligenarmee über. Von den 28 Nato-Staaten haben mittlerweile 20 eine Freiwilligenarmee, oder sie sind daran, eine solche einzuführen. Schauen wir auf unsere direkten Nachbarn, die Nachbarstaaten an unserer Grenze: Frankreich, Italien und Deutschland haben alle bereits eine Freiwilligenarmee eingeführt, in Österreich ist die Debatte, die Diskussion dazu im Gang. Bemerkenswert ist auch, dass 2010 mit Schweden erstmals auch ein neutrales EU-Mitgliedsland die allgemeine Wehrpflicht in Friedenszeiten aufgehoben hat. Die Schweiz würde sich mit der Aufhebung der Wehrpflicht also in bester Gesellschaft befinden.

Nun zur Frage der Gerechtigkeit und der Akzeptanz der Wehrpflicht in der Schweiz selber: Dass die allgemeine Wehrpflicht heute ein Problem ist, zeigt auch folgendes Faktum. Aktuell werden nur noch rund 65 Prozent der Stellungspflichtigen als tauglich erklärt. Nur die Hälfte der wehrpflichtigen Männer erfüllt ihre Dienstpflicht auch tatsächlich bis zum Ende. Damit ist die Wehrgerechtigkeit nicht mehr gegeben. Es kommt dazu, dass die Akzeptanz der Wehrpflicht in der realen Wirtschaft angekratzt ist. Die allgemeine Wehrpflicht wirkt auf dem Arbeitsmarkt teilweise diskriminierend. Wehrpflichtige, die ihren Militärdienst leisten, sind auf dem Arbeitsmarkt nicht selten im Nachteil. Gerade von Jungen höre ich das immer wieder.

Ich komme zum Schluss: Die Wehrpflicht führt zu überhöhten Beständen, die wir gar nicht mehr benötigen. Das ist

teuer, ineffizient und nicht mehr zeitgemäss. Die Sicherheitspolitik von heute steht vor neuen Herausforderungen, welche andere Lösungsansätze als zu Zeiten des Kalten Kriegs benötigen. Die Berliner Mauer steht definitiv nicht mehr. Die Mehrzahl unserer Nachbarländer hat darauf reagiert und praktikable alternative Lösungen zum Wehrpflichtmodell entwickelt. Daraus liessen sich auch ein paar brauchbare Modelle in Form einer freiwilligen Milizarmee für eine Schweiz ohne Wehrpflicht herleiten; davon bin ich überzeugt. Ich werde die Initiative unterstützen.

Regazzi Fabio (CE, TI): Fino a qualche anno fa, i necrologi delle personalità svizzere pubblicati sulla stampa non omettevano mai di segnalare il grado militare conseguito dal defunto. Sempre nel passato, molti professori di fama avevano comandato un reggimento o una divisione. Altri preferirono restare soldati semplici: Karl Barth, famoso teologo e pastore riformato, lo fu nel corso della seconda guerra mondiale. Questo per dire che sino a qualche decennio fa l'esercito era visto non tanto quale strumento di difesa del Paese quanto, e molto più, come una palestra per forgiare il carattere dei nostri giovani e la loro personalità. I tempi sono cambiati: i giovani svizzeri hanno individuato – o almeno lo spero – altre vie per realizzarsi. Resta però il fatto che l'esercito svizzero rimane per gran parte della nostra popolazione un simbolo di coesione nazionale.

L'iniziativa popolare discussa oggi è l'ennesimo tentativo di picconare un'istituzione svizzera, che rappresenta da sempre un punto di riferimento importante per la nostra nazione. Chiedendo di levare l'obbligatorietà del servizio di leva, l'iniziativa promuove la tattica del salame, la «Salamitaktik», per ridurre i budget a disposizione dell'esercito e in definitiva indebolirlo. Alla fine – se accolta – l'iniziativa porterà dritto alla cancellazione dell'esercito di milizia, esercito formato dai cittadini, nel quale mi identifico e in cui continuo a credere, oppure a una professionalizzazione dell'esercito, anche se i promotori sostengono il contrario.

Non è la prima volta che il Parlamento, e di riflesso anche il popolo, è chiamato a dibattere temi legati al mantenimento dell'esercito. Il Consiglio federale dà conto di una lunga lista di tentativi da parte degli ambienti del Gruppo per una Svizzera senza esercito per abolirlo – fortunatamente sempre bocciati in votazione popolare, a dimostrazione di quanto gli svizzeri siano legati al nostro esercito.

Questi tentativi mirano ad abbattere un'istituzione che grazie al suo carattere di milizia è un «esercito di popolo», come nessun Paese d'Europa ha mai conosciuto. Il nostro esercito, da sempre partecipe della vita della popolazione, è diventato dopo il 1848 uno dei fattori principali dell'elvetizzazione del Paese. L'obbligo per ogni cittadino abile al servizio di passare attraverso l'esperienza di una scuola reclute, consentiva ad esempio ai ticinesi – parlo dei miei tempi – di conoscere altre parti della Svizzera, di masticare un po' di svizzero tedesco; insegnava agli uomini di cantoni diversi a collaborare. Probabilmente non c'è miglior antidoto al «Röstigraben» che un buon esercito di milizia!

Non da ultimo, questo obbligo prolunga e rinnova la mescolanza delle classi sociali operata, alla base, dalla scuola pubblica.

Ma torniamo ai giorni nostri: a mio avviso c'è anche un altro aspetto essenziale. Il messaggio del Consiglio federale ci ricorda opportunamente che la soluzione dell'esercito di milizia, nel nostro contesto rappresenta la formula più efficace e nel contempo economicamente più sostenibile, poiché offre la miglior copertura possibile ad un costo ragionevole. Il che non varrebbe nel caso di forze armate composte essenzialmente di professionisti, che sarebbero, a parità di numeri, assai più care o, a parità di costi, ridotte all'osso. Con la conseguenza, in questa seconda ipotesi, di poter coprire solo una parte dei rischi cui oggi la milizia riesce a far fronte. L'esperienza dimostra poi che questa soluzione permette una migliore flessibilità per adattarsi alle varie situazioni.

Per un Paese neutrale, che non pensa in termini di potenza o di operazioni neo-coloniali, bensì di esercito di popolo come uno dei pilastri del suo equilibrio democratico, la mili-

zia è quindi non solo irrinunciabile dal profilo di principio, ma anche più razionale dal profilo dell'impiego delle risorse disponibili. E a maggior ragione la truppa, chiamata in prima linea a proteggere e soccorrere la popolazione, è tanto più motivata ed affidabile quanto più è espressione diretta della comunità.

Appartiene all'autoconsapevolezza svizzera che i diritti delle cittadine e dei cittadini siano connessi indissolubilmente a degli obblighi. A livello di Confederazione, essi contemplano l'obbligatorietà dell'istruzione primaria, l'obbligo fiscale e l'obbligo di prestare servizio militare o civile per gli uomini. Gli autori dell'iniziativa vogliono abolire uno degli obblighi più tradizionali, da sempre definito un modello di difesa democratico che invita all'impegno personale, indipendentemente dalle circostanze economiche e sociali.

Occorre perciò continuare a sostenere la milizia e quindi il suo presupposto fondamentale, l'obbligo generale di servizio, oggetto oggi di attacchi sia frontali che sul fianco, prodotti da visioni ideologiche opposte ma spesso altrettanto parziali e riduttive e in fin dei conti solo lesive per il nostro Paese.

Io voterò no con convinzione contro questa iniziativa fuorviante e sbagliata e vi invito a fare altrettanto.

Fluri Kurt (RL, SO): Ich wundere mich sehr, dass die Linke in unserem Land diese Initiative unterstützt, die Linke, die doch sonst immer für einen Ausgleich der gesellschaftlichen Unterschiede und gegen eine Militarisierung der Gesellschaft eingetreten ist und eintritt.

Die Rede von der Armee als Schmelztiegel unserer Gesellschaft ist kein leeres Schlagwort. Ich kann das aus unzähligen Erfahrungen nach über drei Jahren Militärdienst bestätigen und bin überzeugt, dass diese Fortsetzung der staats- und gesellschaftspolitischen Erfolgsgeschichte weiterhin notwendig ist. Nirgendwo sonst, auch nicht in den bereits angesprochenen zivilen Vereinigungen und Institutionen, findet, oftmals in völliger Umkehr der zivilen Hierarchiestufen, ein Nebeneinander, eine Überordnung oder eine Unterordnung derselben Personen statt, die im zivilen Leben eine völlig andere Funktion haben als in der Armee. Deswegen ist das aus unserer Sicht ein geeignetes Instrument, eines unter anderen, das eben den nichtmateriellen Ausgleich in unserer Gesellschaft weiterhin garantiert. Deshalb ist es so wertvoll.

Zum zweiten Thema: Die Milizarmee garantiert eine Verankerung der zivilen Mentalität in unserer Armee; in einer Freiwilligenarmee ist das weniger gewährleistet. Eine Freiwilligenarmee rekrutiert bestimmte Gesellschaftsmitglieder, bestimmte Persönlichkeitsstrukturen, welche im Militärdienst tendenziell eher private Defizite kompensieren wollen. Es besteht die Gefahr einer Militarisierung der Armee, eines militaristischen Gedankens und Geistes. Das wollen wir nicht. Wir hören immer wieder von Beispielen bestialischer Missetaten gegen zivile Bevölkerungsteile in Kriegsgebieten, von völkerrechtlichen Verbrechen gegenüber Kriegsgefangenen. Der Bürgersoldat, wie wir ihn zutreffenderweise nennen, ist eher gefeit vor solchen Scheusslichkeiten, weil er eben eine zivile Mentalität in den Militärdienst hineinträgt. In der Armee brauchen wir nicht nur jene, die Militärdienst leisten wollen, sondern auch diejenigen, die das zwar ungern machen, aber aus staatspolitischem Pflichtbewusstsein heraus einsehen, dass ihre Dienstleistung notwendig ist.

Diese beiden Elemente, die gesellschaftliche Egalisierung von gesellschaftlichen und kulturellen Unterschieden und die Verhinderung eines militaristischen Geistes, sind auch zussätzliche Motivationen von uns, an der Milizarmee, und zwar an der Pflichtarmee, festzuhalten.

Hurter Thomas (V, SH): Wofür steht eigentlich unsere Armee? Unsere Armee steht für Sicherheit und Stabilität; wir sprechen da von einer Landesversicherung. Unsere Armee leistet Hilfe und unterstützt die Bevölkerung; da sprechen wir von der Truppe der ersten Stunde. Selbstverständlich ist die Armee auch für die Landesverteidigung und Friedensförderung da.

Wenn ich Ihnen heute zuhöre, habe ich das Gefühl, Sie führen einen Stellvertreterkrieg für irgendwelche Anliegen: Einige wollen die Armee abschaffen, einige wollen die Armee über die Finanzen steuern. Wir haben keinen Konsens, wofür wir die Armee wollen. Es wird von Konflikten mit der Arbeitswelt gesprochen. Frau Badran, da muss ich Ihnen einfach sagen, dass genau diese Unternehmen einmal erkennen sollten, wofür die Armee da ist: für Stabilität und Sicherheit. Das ist auch eine Grundlage für diese Unternehmen. Es ist schade, dass das nicht mehr alle erkennen.

Weiter sprechen Sie von einer sinkenden Bereitschaft, sich für die Bevölkerung einzusetzen, sowie von einer abnehmenden Wertschätzung. Zum Schluss kommt noch Herr Glättli und sagt, die Schweiz sei eine Milizarmee. Die Schweiz setzt sich für die Miliz ein, aber Herr Glättli hat gar keinen Grund genannt, warum die Armee keine Milizarmee mehr sein sollte.

Wir sprechen hier über die Abschaffung der Wehrpflicht. Es liegen Gegenvorschläge vor: Bürgerpflichten, allgemeine Dienstpflicht – aber eigentlich geht es darum, die Armee abzuschaffen. Ein Nein zur allgemeinen Wehrpflicht ist ein Nein zur Milizarmee. Sie schlagen den Sack und meinen den Esel. Geben Sie der Armee doch die nötigen finanziellen Mittel, dann müssen nicht weitere Restrukturierungen angedacht werden, dann ist die Wehrgerechtigkeit garantiert.

Es geht um eine Versicherung für die Bürgerinnen und Bürger. Schauen Sie doch einmal, warum die Ausländer in der Schweiz sind: Sie sind doch nicht alle wegen Arbeitsplätzen, Schokolade und schönen Bergen hier. Sie – und das gilt auch für die ausländischen Unternehmen – sind wegen der Stabilität und der Sicherheit hier, und genau diese garantiert unsere Milizarmee.

Warum sollen wir die allgemeine Wehrpflicht beibehalten? Es gibt vier gute Gründe dafür: Erstens ist eine Milizarmee eine Armee der Bürgerinnen und Bürger aus allen Schichten, aus sämtlichen Regionen, aus allen Kulturen und aus sämtlichen Sprachgruppen. Zweitens bringen die Bürgerinnen und Bürger Know-how in die Armee. Drittens gibt ihnen die Milizarmee die Möglichkeit, in der ersten Stunde zu führen und im Team zu arbeiten. Viertens fördert sie das Verständnis für die Sicherheit und Stabilität in unserem Land.

Jedes neutrale, souveräne Land hat auch eine eigene Armee, und wenn Sie das nicht mehr wollen, dann müssen Sie einem Bündnis beitreten. Schauen Sie doch einmal unsere Welt an! Sie sagen, es sei friedlicher geworden. Das Gegenteil ist der Fall! Europa und Amerika rüsten ab, Asien rüstet massiv auf, wir haben eine Destabilisierung in Europa hinsichtlich Finanzen, Arbeitsplätzen, Migration usw. Wir haben eine wachsende Gewaltbereitschaft, und wir haben einen beginnenden weltweiten Kampf um Rohstoffe und Infrastruktur – und da wollen Sie die Armee abschaffen!

Gegner sagen nun, die Alternative sei eine Berufsarmee oder eine Freiwilligenarmee. Dabei kennen Sie doch das Problem: Wir haben eine relativ kleine Bevölkerungsgruppe, einen guten Arbeitsmarkt und daher Rekrutierungsprobleme. Zu Herrn Chopard, der gesagt hat, wir sollten über die Landesgrenzen schauen: Schauen Sie Deutschland an, wie das dort mit der Armee aussieht! Wir haben dort mittlerweile 40 Prozent Arbeitslose, die in der Armee sind. Wir brauchen doch kein Arbeitslosenprogramm in dieser Form! Dann mussten die Anforderungen dort reduziert werden. Quasi die Spitze des Eisbergs ist, was vor ein paar Wochen gemacht wurde: Da wurden in Zusammenarbeit mit der Jugendzeitschrift «Bravo» sogenannte Abenteuer camps angeboten, damit auf das Soldatenleben vorbereitet werden kann. Ich glaube, das kann hier nicht das Ziel sein.

Wie wollen Sie mit der Freiwilligkeit im Ernstfall verfahren? Ist es dann auch freiwillig, dorthin zu kommen? Wie wollen Sie die Ausbilder und Ausbilderinnen und die Kader rekrutieren? Auch freiwillig? Und wie wollen Sie verhindern, dass Sie nicht nur Rambos haben? Diese Ideen sind einfach nicht durchdacht. Deshalb ist es so: Die Armee ist die beste Versicherung für Stabilität und Sicherheit in unserem Land, und die allgemeine Wehrpflicht garantiert, dass unsere Armee

weiterhin aus Bürgerinnen und Bürgern aus sämtlichen Schichten und Landesteilen zusammengesetzt ist. Ich bitte Sie deshalb, diese Initiative, aber auch die Gegenvorschläge abzulehnen.

Chopard-Acklin Max (S, AG): Herr Hurter, ich habe eine konkrete Frage. Sie beleidigen immer wieder Votanten, auch von der bürgerlichen Seite: Leute, die freiwillig Armeedienst leisten würden, wären Rambos, wären Erwerbslose, die keine anderen Perspektiven hätten usw. Ich finde, das ist eine Beleidigung der Leute, die freiwillig Dienst leisten möchten. Das ist das eine.

Und das Zweite ist: Ich möchte gerne wissen: Wo sind denn diese Rambos, die Sie immer wieder erwähnen, heute?

Hurter Thomas (V, SH): Zu Ihrer ersten Frage: Wer hier wen beleidigt, das müssen wir nicht diskutieren. Wir sind ein Parlament, und wir können hier alles diskutieren. Wenn Sie beleidigt sind, dann haben Sie vielleicht ein Problem, denn Sie wollen ja die Armee abschaffen. Dazu gibt es eigentlich nicht viel zu sagen.

Die Tatsache ist aber – ich habe es Ihnen ja gesagt –: Schauen Sie doch über die Landesgrenze; ich beleidige ja gar niemanden. Ich schaue Deutschland an; 40 Prozent der Armeeeingehörigen sind dort Arbeitslose. Das ist einfach eine Tatsache; das ist doch keine Beleidigung, das ist nur eine Tatsache.

Zu Ihrer zweiten Frage betreffend die Rambos: Es ist mir doch egal, wo diese heute sind; das ist mir völlig egal. Aber die Armee ist heute aus Leuten aus vielen Schichten, aus vielen Regionen, mit verschiedenen sprachlichen Hintergründen zusammengesetzt; genau das wollen wir. Das sind doch gar keine Rambos. Wir wollen keine Rambos.

Fässler-Osterwalder Hildegard (S, SG): Für mich ist klar: Der richtige Weg in die Zukunft ist für unsere Sicherheits- und Friedenspolitik die Abschaffung der Wehrpflicht. Die Frage ist: Was ist die richtige Alternative? Die richtige Alternative ist, wie in der Initiative vorgeschlagen, ein freiwilliger Militärdienst und ein freiwilliger Zivildienst, der Männern und Frauen offensteht. Die Alternative gemäss Antrag von Graffenried lehnt die SP-Fraktion ab. Warum? Ich kann Ihnen kurz fünf Gründe dafür nennen:

1. Der Antrag von Graffenried verlangt einen Einsatz von mindestens 10 Wochen. Eine 70-tägige Ausbildung ist aber militärpolitisch gesehen wenig wert, da würde mir wahrscheinlich auch Herr Hurter zustimmen. Eine brauchbare Ausbildung ist damit nicht möglich; insbesondere Fähigkeiten auf Truppenverbandsebene können in so kurzer Zeit nicht vermittelt werden.

2. Es wäre das Ende des heutigen Zivildienstes. Mit der Verankerung auf Kantons- und Gemeindeebene wird der heute auf Bundeskompetenz beruhende Zivildienst praktisch abgeschafft. Viele national sinnvolle Einsätze, insbesondere auch Einsätze für NGO, wären nicht mehr erlaubt.

3. Die 70-Tage-Basis ist in doppelter Hinsicht falsch: Sie würde sich zum einen als unnötig dienstverlängernd und zum andern als unnötig dienstverkürzend erweisen. Auf der einen Seite kann mit 70 Tagen Dienst z. B. im Sozialbereich nur noch eine Hilfstätigkeit ausgeübt werden; gerade dort sind aber heute die solidaritätsfördernden und gemeinschaftsbildenden Erfahrungen für die Zivildienstleistenden am grössten. Hierzu noch ein Wort: Miteinander umzugehen lernt man nicht nur im Militär, sonst wären ja alle Frauen in diesem Rat nicht in der Lage gewesen, solidaritätsfördernde und gemeinschaftsbildende Erfahrungen mitzubringen. Auf der anderen Seite widerspricht eine Vorgabe von 70 Tagen den Vorschlägen zur Verbesserung der aktuellen Schutzdienstpflicht. Zu viele unnötige Einsätze höhlen heute die Erwerbsersatzordnung aus, sodass der Bundesrat vorschlägt, die Kategorien «Einsätze für Instandstellungsarbeiten» und «Einsätze zugunsten der Gemeinschaft» auf maximal 21 Tage pro Jahr zu begrenzen.

4. Bei einem so radikalen Systemwechsel müsste auch die Geschlechtergleichstellung erreicht werden. Es bliebe aber

gemäss Antrag von Graffenried bei einer Schweizer Männergesellschaft. Eine Dienstpflicht für weniger als die Hälfte – die in der Schweiz wohnhaften Ausländerinnen und Ausländer wären ja von dieser Pflicht auch entbunden – widerspricht nicht nur dem Gebot der Gleichbehandlung, sondern läuft allen internationalen Tendenzen entgegen.

5. Eine allgemeine Dienstpflicht widerspricht schliesslich auch dem Völkerrecht, denn sie käme einer staatlichen Zwangsarbeit gleich. Während die heute bestehende Wehrpflicht mit der Tradition und einer erstmals tatsächlich vorhandenen Existenzbedrohung der Schweiz begründbar ist, ist es eine allgemeine Dienstpflicht nur für Schweizer Männer nicht.

Gmür Alois (CE, SZ): Den bösen Feind aus dem Osten gibt es nicht mehr. Europa und die Welt sind damit aber nicht besser geworden. Kleine und grosse Eskalationen mit Waffen und Terroranschläge auf mehr oder weniger sensible öffentliche Einrichtungen finden immer wieder statt und werden auch in Zukunft stattfinden. In Europa gibt es nach wie vor problematische Entwicklungen und Pulverfässer, die explodieren können. Die Schweiz muss auch in Zukunft in der Lage sein, Sicherheit zu gewährleisten. Sicherheit bedeutet Stabilität. Stabile Verhältnisse brauchen wir für das Zusammenleben, für einen funktionierenden, glaubwürdigen Staat und für unsere Wirtschaft – und somit für unsere Wohlfahrt. Dass für die Sicherheit einer Gemeinschaft jeder seinen Beitrag zu leisten hat, ist für mich selbstverständlich. Das darf man nicht einfach delegieren.

Es tut jedem Schweizer gut, Militärdienst zu leisten. Ich habe selber mehr als tausend Dienstage geleistet. Bei jedem Dienst, zu dem ich aufgeboten wurde, musste ich mir innerlich einen Ruck geben und mich überwinden. Die Dienstleistungen haben aber jedes Mal Körper und Geist gutgetan. Militärdienstleistungen sind Trainingslager und Lebensschule. Sie stärken den Zusammenhalt zwischen Arbeitnehmern und Arbeitgebern, zwischen Deutschschweizern und Romands, zwischen Rätomanen und Tessinern. Die Armee ist mehr als eine Organisation für die Sicherheit. Die Armee stärkt den Zusammenhalt in der Schweiz. Die allgemeine Wehrpflicht tut jedem Einzelnen gut und nützt allen. Hütet euch vor der GSoA, hütet euch vor dieser Initiative, und empfiehlt sie zur Ablehnung.

Bortoluzzi Toni (V, ZH): Die Militärdienstpflicht ist Teil unserer Sicherheitspolitik, unseres sicherheitspolitischen Konzepts, und dieses Konzept ist darauf ausgerichtet, nicht in bewaffnete Konflikte hineingezogen zu werden. Die Armee und die Neutralität stehen für eine glaubwürdige Sicherheitspolitik unseres Landes nach aussen. Mit der Initiative und dem Gegenvorschlag ist diese Glaubwürdigkeit des Sicherheitsauftrages aus meiner Sicht nicht mehr gewährleistet. Darum sind beide Vorschläge, die Initiative und der Gegenvorschlag, abzulehnen.

Der Einsatz in der Armee ist für die Wehrpflichtigen mit dem Erlernen des Kriegshandwerks verbunden. Das ist eine unangenehme Aufgabe, die man nur ungern freiwillig auf sich nimmt. Ich kenne niemanden, der daran Freude hätte. Das ist auch der Grund, warum nicht alle Leute motiviert sind, Militärdienst zu leisten.

In unserem austarierten Sicherheitssystem nach innen, ergänzt durch Zivilschutz und Zivildienst, nimmt das Milizprinzip eine zentrale Stellung ein. Die Stimmbürger entscheiden über den Auftrag, den die Militärdienstpflichtigen in der Armee zu erfüllen haben. Solange der Stimmbürger selber Soldat ist oder war, wird er den Auftrag, den er sich selbst gibt, mit Zurückhaltung ausüben. Jedenfalls wird er mit dem Sicherheitsinstrument Armee keine Experimente eingehen. Die Militärdienstpflicht hat übrigens auch einen unschätzbaren gesellschaftlichen Wert. Junge Männer, die Militärdienst leisten, lernen soziale Kompetenzen in einer Art und Weise, wie das sonst kaum irgendwo möglich ist. Wenn eine Gruppe von zwanzig bis dreissig Personen verschiedenster Herkunft, verschiedenster Berufe, verschiedenster Sprachen – es ist immer wieder darauf hingewiesen worden – in

unserem Land gemeinsam einen Dienst zu leisten hat und die Zeit im gleichen Zimmer verbringt, ist das eine ausserordentlich wertvolle Erfahrung. Es schafft gegenseitigen Respekt und Toleranz, die sonst wohl nirgends so zum Ausdruck kommen. Dafür, dass diesem Umstand von der politischen Linken keine Beachtung geschenkt wird, habe ich wenig Verständnis.

Es ist zu bedauern, dass nur noch etwa 65 Prozent der jungen Männer diese Lebensschule besuchen. Die Aufhebung der Wehrpflicht bzw. diese Initiative ist aus meiner Sicht das Produkt einer oberflächlichen Betrachtung und Beurteilung unseres Staatssystems oder dann eine bewusste Zerstörung einer auf die Freiheit des Einzelnen ausgerichteten Gesellschaft.

Darum bitte ich Sie, die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen.

Fehr Hans-Jürg (S, SH): Die EU hat gestern in Oslo den Friedensnobelpreis entgegennehmen können, und man darf sicher festhalten, dass niemand diesen Preis je mehr verdient hat als die Europäische Union. Denn sie hat aus Europa, dem Kontinent der Kriege, einen Kontinent des Friedens gemacht, aus Ländern mit riesigen Massenheeren Staaten mit relativ kleinen Freiwilligenarmeen. Seit 67 Jahren herrscht in Europa Friede, und ein Ende ist zum Glück nicht in Sicht. Das ist eine historische Leistung ohne Beispiel. Sie hat in Europa zu einer massiven Abrüstung geführt. Inzwischen haben 20 von 27 Staaten der EU die Wehrpflicht abgeschafft. Sie haben parallel dazu die Bestände ihrer Armeen massiv reduziert. Es geht heute nicht mehr jeder zweite junge wehrfähige Mann in den Militärdienst, sondern nicht einmal mehr jeder fünfte.

Von dieser Abrüstung profitiert auch die Schweiz in einem ganz erheblichen Ausmass. Schauen wir auf die Ausgaben für die Landesverteidigung. In den Fünfzigerjahren hat der Staat Schweiz noch jeden dritten Franken aus dem Bundesbudget für die Landesverteidigung ausgegeben; heute ist es nur noch jeder fünfzehnte Franken. Auch wir haben die Armeebestände erheblich reduziert, und damit sind wir jetzt am entscheidenden Punkt angelangt. In der Schweiz geht nur noch jeder zweite junge wehrfähige Mann in die Armee, und schon bald wird es nur noch jeder dritte sein.

Was aber heisst das, bezogen auf die Wehrpflicht? Das heisst doch ganz klar: Wenn heute ein junger Mann nicht in die Armee will, dann geht er auch nicht, dann muss er auch nicht gehen, dann findet er einen Weg, um nicht gehen zu müssen. Und das wiederum heisst, dass wir von der Wehrpflicht schon sehr weit weg sind und dass wir schon recht nahe bei einer Freiwilligenarmee sind. Aus dieser Realität müssen wir die Konsequenzen ziehen; wir müssen das Recht der Realität anpassen. Es gibt nämlich in einem Rechtsstaat nichts Schlimmeres, als wenn sich der Staat selber nicht mehr an sein eigenes Recht hält. Wenn der Staat die Wehrpflicht nicht einmal mehr durchsetzen will, weil die Armee diese jungen Männer gar nicht mehr brauchen kann, dann ist es höchste Zeit, die Wehrpflicht abzuschaffen.

Romano Marco (CE, TI): Personalmente dico e dirò – al momento della votazione popolare – no all'abolizione del servizio militare obbligatorio e ai due controprogetti presentati nell'ambito di questa discussione.

Ci troviamo di fronte a un nuovo tentativo di smantellare e distruggere l'esercito svizzero. Il Gruppo per una Svizzera senza esercito, che ha promosso questa iniziativa, ha un obiettivo chiaro, evidenziato nel suo medesimo nome. Non è il primo tentativo, ma il popolo svizzero, con coscienza, responsabilità e rispetto per le istituzioni, negli ultimi anni – penso al 1989 e al 2001 – ha sempre chiaramente respinto tutte le iniziative, più o meno mascherate furbamente, tendenti ad abolire le forze armate nazionali.

Questa iniziativa non si distingue molto dalle altre anche se è parecchio fantasiosa. Malgrado non chieda espressamente l'abolizione dell'esercito, l'alternativa formulata è irrealizzabile e priva di fondamento. L'abolizione del servizio mi-

litare obbligatorio è un'utopia nonché una proposta inconsistente e pericolosa, ma soprattutto un affronto a un valore fondamentale per il successo della Svizzera: la milizia, intesa come impegno volontario, non professionista. Il cittadino che mette a disposizione della comunità le sue competenze, le sue forze e parte del suo tempo.

Senza milizia la Svizzera non può avere un esercito. Il professionismo, per altro escluso dagli autori dell'iniziativa, non è un'alternativa sostenibile, sia finanziariamente sia concretamente. Traslando il concetto in altri ambiti importanti della società, senza milizia non funzionerebbe la gestione della cosa pubblica, non avremmo corpi pompieri diffusi capillarmente in tutto il Paese, non avremmo servizi di autoambulanza efficaci e non disporremmo dell'importante attività di cittadini impegnati nella protezione civile e nel servizio civile. Quest'iniziativa è pericolosa perché mina un elemento centrale per il funzionamento del nostro Stato. L'impegno miliziano del cittadino permette alla Svizzera di avere forze di intervento composte da un effettivo allargato, con competenze civili variegate e a costi sopportabili.

Non esiste una soluzione di esercito senza il servizio militare obbligatorio. Finanziariamente è insostenibile, non troveremo le risorse umane e soprattutto non disporremmo mai dell'efficacia e della capacità di impiego attuali. Capisco la posizione ideologica contro la difesa armata, ma non riesco a comprendere come non si veda e non si apprezzi l'impegno a sostegno delle istituzioni civili nel caso di catastrofi naturali e di grandi eventi pubblici. L'esercito quale partner di sostegno – sia con uomini sia con mezzi – ha sempre giocato un ruolo molto importante, a costi ridotti e con grande efficienza. Chi lo sostituirà nel caso dovesse essere accettata questa iniziativa demagogica?

Le nostre forze armate sono poi un elemento importante dell'economia nazionale, anche e soprattutto nelle zone alpine e periferiche come il Ticino. Si tratta di un contributo relativo di cui possiamo fare a meno? Non credo proprio. Solo in Ticino lavorano per l'esercito circa 750 persone con una massa salariale di oltre 68 milioni di franchi, le scuole reclute e i corsi di ripetizione garantiscono circa 380 000 pernottamenti all'anno e, se ipotizziamo un costo di 50 franchi a persona al giorno, l'esercito nel nostro cantone, nel canton Ticino, crea un indotto di oltre 19 milioni di franchi, qualcosa di estremamente importante e assolutamente non relativo. Globalmente si può quindi affermare che la presenza dell'esercito in Ticino equivale ad un indotto totale che supera i 100 milioni di franchi all'anno, calcolando anche gli investimenti in infrastrutture e le spese di gestione. Questa realtà non vale solo per il Ticino, vale anche per molti altri cantoni. L'esercito non è un costo per la società, l'esercito è una risorsa per il nostro Paese. L'obbligo generale di prestare servizio è un elemento importante del tessuto sociale nazionale. L'esercito, fondato su un sistema di milizia, è radicato e vissuto nel popolo. E un elemento di coesione nazionale capace di superare e unire le barriere linguistiche e culturali.

Grazie per l'attenzione e grazie per il rispetto nei confronti del nostro esercito, del nostro sistema di milizia. No all'abolizione del servizio militare obbligatorio.

Quadranti Rosmarie (BD, ZH): Es gibt verschiedene Gesichtspunkte, die mich zu einer Befürworterin der Wehrpflicht machen. Das Milizsystem hat in der Schweiz Tradition. Es hat Tradition in der Armee und bei Behörden. Die Miliz ist, wir wissen es, sehr alt. Sie beruht auf dem in der Antike entwickelten Gedanken der Einheit von Bürger und Soldat. Die Einheit von Bürger und Soldat heisst auch die Verwurzelung einer gemeinsamen Verantwortung für die Sicherheit unseres Landes. Dank unseres Milizsystems ist der Abstand vom Bürger zur Armee oder zur Verwaltung eben nicht so gross wie in anderen Ländern. Das heisst, wir wissen, was in unserer Armee passiert. Es kommt hinzu, dass mit der Abschaffung der allgemeinen Wehrpflicht die Berufsarmee eingeführt werden wird, das scheint mir klar, und auch das will ich nicht.

Als ehemalige Angehörige des Frauenhilfsdienstes (FHD) könnte ich ja eigentlich für die Abschaffung sein, denn ich war ja auch freiwillig in der Armee. Als Mutter von zwei Söhnen könnte ich auch für die Abschaffung der Armee sein, weil das, was sie aus den WK nach Hause bringen, mir oft die Haare noch grauer werden lässt. Sie berichten über zu wenig Beschäftigung, über Leerläufe. Ich hätte also Gründe, für die Abschaffung der allgemeinen Wehrpflicht zu sein; trotzdem bin ich es nicht. Ich stehe hinter der Armee, ich stehe hinter der allgemeinen Wehrpflicht. Denn gerade in der heute so stark auf die eigene Person fixierten Lebensweise ist es gut, wenn mindestens die männlichen Mitglieder sich gemeinnützig engagieren müssen. Es ist ein eigentliches Zeichen der Zeit, genau hier nicht abzuspecken. Ich bin überzeugt, dass das Militär, über dessen Gestaltung und dessen Auftrag man unbedingt sprechen muss, eine wichtige Komponente hat: Förderung der Solidarität, Gemeinschaftssinn und sich in einer Organisation einfügen, auch wenn man nicht die Wahl hatte, ob man das will oder nicht. Die Armee muss sich reformieren, sie muss sich weiterentwickeln, aber sie soll das verbunden mit der allgemeinen Wehrpflicht tun können. Grundsätzlich hat sich das System der Pflicht, allen Unkenrufen zum Trotz, in unserem Land bewährt. Die Pflicht ist Teil unseres Systems. Die Armee hat auch etwas Verbindendes: Man kommt mit Menschen aus allen Schichten zusammen, teils auch über die Sprachgrenzen hinweg. Ich meine, das trägt zum Verständnis füreinander in unserem Land bei.

Deshalb auch von meiner Seite ein ganz klares Nein zur Initiative aus der Feder der GSoA.

Feri Yvonne (S, AG): Die Armee soll die Schweiz schützen, den Krieg verhindern und den Frieden erhalten und fördern. So steht es in der Verfassung. Vor sechzig Jahren hiess das, die Schweizer Grenzen mit einem Massenheer zu schützen. Den heute aktuellen Bedrohungen kann aber nicht mehr mit den klassischen militärischen Mitteln und einer Zwangsarmee begegnet werden. Denn es geht nicht mehr um die Sicherung der Grenzen, sondern um die menschliche Sicherheit.

Die in Artikel 8 der Bundesverfassung festgeschriebene Gleichstellung der Geschlechter gilt auch für die Armee. Aus Sicht der SP-Frauen wird sie nur erreicht, wenn der obligatorische Militärdienst für Männer aufgehoben und durch eine Armee ersetzt wird, zu der Frauen und Männer nach gleichen Massstäben Zugang haben. Bereits im Jahr 2001 hat die SP Schweiz verlangt, die Wehrpflicht sei aufzuheben, und hat diese Forderung mit verschiedenen parlamentarischen Vorstössen bekräftigt. Aber der Bundesrat hat immer wieder argumentiert, mit einer auf diesem Weg verkleinerten Armee könne er die Vorgaben der Bundesversammlung nicht mehr erfüllen. Welche Vorgaben der Bundesversammlung? Artikel 5 der entsprechenden Verordnung der Bundesversammlung über die Organisation der Armee schreibt keineswegs einen Minimal-, sondern nur einen Maximalbestand für die Armee vor. Mit ihrer nicht ganz ehrlichen Argumentation hat sich die Schweizer Regierung um eine vertiefte, längst überfällige Diskussion über eine Armee von Freiwilligen gedrückt.

Könnte die Gleichstellung von Frau und Mann nicht auch durch die Ausdehnung der allgemeinen Wehrpflicht auf Frauen erreicht werden? Nein, denn dieser Vorschlag würde zu einer völlig überdimensionierten, der Bedrohungslage in keiner Weise angepassten und viel zu teuren Armee führen. Selbst der Militärexperte der ETH, Karl Haltiner, äussert sich im «Tages-Anzeiger» vom 14. August 2008 zugunsten einer Freiwilligenarmee und gegen den Zwangsdienst. Dieser sei nur im Notfall gerechtfertigt, wenn die Schweiz in ihrer Existenz oder in ihren Grundwerten bedroht sei. Dies ist aber heute nicht der Fall. Die Mehrheit der Bevölkerung steht zudem nicht mehr hinter der allgemeinen Wehrpflicht, wie auch die heute debattierte Initiative zeigt. Dies ist wohl nicht nur aus ethisch-moralischen Gründen so. Denn der obligatorische Militärdienst ist auch wirtschaftlich und strukturell völlig ineffizient.

Die SP-Frauen lassen sich in ihrem Einsatz für eine gerechtere und friedlichere Welt vom Pazifismus leiten. Sie ziehen es vor, mehr Geld in die Friedenssicherung als in Waffen und Kriegsvorbereitung zu investieren. Wir brauchen eine Armee, die dem Frieden dient! Investieren wir darum in eine kleine, effiziente, für die Friedenssicherung und -förderung qualifizierte Armee, in der Frauen und Männer gleichgestellt sind. Militärdienstleistende Frauen und Männer müssen deshalb über exzellente psychologische und technische Fähigkeiten verfügen, gesellschaftliche Prozesse verstehen und eine entsprechend sorgfältige Ausbildung durchlaufen. Selbstredend setzen diese hohen Anforderungen auch eine grosse intrinsische Motivation der Auszubildenden voraus, eine Motivation, die nur auf der Basis der Freiwilligkeit erreicht werden kann.

Der Bundesrat argumentiert in seiner Botschaft vom September 2012 gegen die Initiative, dass es zum Selbstverständnis der Schweizer Gesellschaft gehöre, «dass sich Bürgerinnen und Bürger persönlich für das Gemeinwohl einsetzen und diese Aufgabe nicht an bezahlte Freiwillige delegieren. Darauf beruht das politische System in Bund, Kantonen und Gemeinden ebenso wie die Armee. Rechte sind untrennbar mit Pflichten verbunden; Wehrpflicht ist Bürgerpflicht.»

Das Frauenstimmrecht wurde 1971 eingeführt. Das war der grosse Schnitt, der die vollen Bürgerrechte und die Wehrpflicht voneinander trennte. Das ist nun 41 Jahre her, und der Bundesrat argumentiert noch immer damit – das ist schlicht nicht mehr zeitgemäss.

Schweizer Bürgerinnen und Bürger setzen sich mit grossem Engagement für das Allgemeinwohl ein, wie der grosse Anteil an Freiwilligenarbeit zeigt. Aber dieses Allgemeinwohl besteht nicht in einem obligatorischen Militärdienst, sondern in einem sinnvollen Dienst an der Gesellschaft. Zudem ist in dieser Initiative auch der freiwillige Militär- und Zivildienst möglich. Schneiden wir also diese alten Zöpfe ab, und schreiten wir auch in der Armeefrage in eine zeitgemässe, moderne und geschlechtergerechte Zukunft.

Rytz Regula (G, BE): Die Grünen haben die Initiative zur Aufhebung der Wehrpflicht bereits bei der Lancierung unterstützt und beantragen, sie mit der Empfehlung auf Zustimmung Volk und Ständen zu unterbreiten.

Worum geht es bei dieser Initiative? Es geht nicht um die Einführung einer Berufsarmee, es geht auch nicht um die Abschaffung der Armee, wie hier verschiedentlich angetönt wurde, sondern es geht schlicht und ergreifend um die Aufhebung der Wehrpflicht. Dies wird dazu führen, dass die heute überdimensionierte und teure Armee auf ein vernünftiges Mass verkleinert wird. Es werden sich bei einer Abschaffung der Dienstpflicht nämlich nur noch diejenigen jungen Männer freiwillig für die Armee zur Verfügung stellen, die dort sinnvoll und qualifizierend beschäftigt werden können. Als Konsequenz davon wird die Armee von Leerläufen entlastet und auf zweckmässige Aufgaben ausgerichtet; «reduce to the max» würde man in der Werbewirtschaft sagen. Nun ist es eigentlich bedenklich, dass es eine Volksinitiative braucht, um diese Reform anzupacken. Militärkenner wie Hanspeter Mettler von der «Neuen Zürcher Zeitung» haben zu Recht festgestellt, dass es im Rahmen des neuen sicherheitspolitischen Berichtes verpasst worden sei, eine ernsthafte Debatte über das Milizprinzip und die allgemeine Wehrpflicht anzustossen. Aufgeschoben ist nicht aufgehoben, meinte Mettler zuversichtlich und schrieb in der «NZZ», dass dieses Versäumnis spätestens im Hinblick auf die Volksinitiative zur Abschaffung der allgemeinen Wehrpflicht der Gruppe für eine Schweiz ohne Armee aufzuarbeiten sein werde.

Exakt in diesem Aufarbeitungsprozess befinden wir uns nun. Die Volksinitiative «Ja zur Aufhebung der Wehrpflicht» wirft nämlich eine Reihe von grundsätzlichen sicherheitspolitischen und anderen Fragen auf, die längst hätten geklärt werden müssen:

1. Die historische Voraussetzung der Wehrpflicht, die konventionelle Verteidigung der nationalen Grenzen, ist zu ei-

nem höchst unwahrscheinlichen Fall geworden. Was der sicherheitspolitische Bericht verpasste, kann mit der Initiative nun nachgeholt werden, nämlich eine rationale Analyse möglicher Risiken, Gefahren und Bedrohungen. Eine der grössten Bedrohungen für unser Land ist heute die Klimaerwärmung, die nach neuesten Prognosen 2 bis 6 Grad umfassen kann. Diese Entwicklung würde vor allem das Leben in den Alpenräumen massiv bedrohen. Hier müssen wir Mittel einsetzen – und nicht zur Aufrechterhaltung eines ineffizienten Massenheers.

2. Die Schweiz hat im Verhältnis zur Bevölkerung die weitest grösste Armee in Europa, auch im Vergleich zu den allianzfreien Staaten Finnland, Schweden, Österreich und Irland. Kosteneinsparungen waren und sind eine wichtige Triebfeder zur Verkleinerung der meisten europäischen Armeen in den letzten zwei Jahrzehnten. Grossarmeen sind nicht mehr finanzierbar, weil der einzelne Soldat wegen der technischen Entwicklung immer teurer wird.

3. Die Wehrpflicht steht in wachsendem Widerspruch zu gesellschaftlichen Entwicklungen in Beruf und Familie. So stellen zum Beispiel die veränderte Stellung der Männer in der Familie und die geteilte elterliche Sorge die Wehrpflicht infrage. Wer zu Hause gebraucht wird, kann es sich nicht leisten, die Familie periodisch drei Wochen lang sich selber zu überlassen und sich vor der Kaserne zu langweilen.

4. Die Aufhebung der Wehrpflicht betrifft auch das grundsätzliche Verhältnis von Individuum, Gesellschaft und Staat; das wurde heute hier ausführlich diskutiert. Was hält eine Gesellschaft autonomer Individuen zusammen? Braucht es dafür einen allgemeinen Zwangsdienst für junge Menschen? Oder sollte nicht vielmehr die zivile Freiwilligkeit gefördert werden?

Mit der Unterstützung der Initiative «Ja zur Aufhebung der Wehrpflicht» haben sich die Grünen klar für einen freiwilligen Militär- und Zivildienst ausgesprochen. Junge Menschen engagieren sich so nämlich aus einem grundlegenden Verantwortungsgefühl heraus für die Allgemeinheit. Das ist das Fundament einer demokratischen Gesellschaft.

Ich bitte Sie deshalb, der Minderheit I (Alleman) zuzustimmen.

Gysi Barbara (S, SG): Mythos Miliz – kürzlich wurde darüber mehr im Zusammenhang mit dem Parlament diskutiert, doch es gibt auch den Mythos der Milizarmee und der allgemeinen Wehrpflicht. Faktisch ist die allgemeine Wehrpflicht gar nicht mehr umgesetzt, wenn nur noch 45 Prozent der jungen Männer eines Jahrgangs, das ist die offizielle Zahl des Bundesrates, oder gar 30 Prozent, wie andere Quellen sagen, die Dienstzeit absolvieren. Faktisch ist sie auch nicht mehr nötig, denn die Aufgaben der Armee wandeln sich, und wir benötigen, wenn überhaupt, eine wesentlich kleinere Armee. Die Bedrohungslage hat sich wesentlich verändert: atomare Gefahren, Terrorismus, organisierte Kriminalität, Cyberwar, aber auch Kampf um Wasser, Energie und sonstige Ressourcen. Um diesen Herausforderungen zu begegnen, braucht es neue Strategien und Kooperationen, nicht eine Armee alleine.

Ihre angestammten Aufgaben sind der Armee aufgrund der geopolitischen Veränderungen grösstenteils abhandengekommen. Einsätze, die sie heute teils macht, sind nicht zu rechtfertigen. Ich zitiere hier Prof. Dr. Rainer Schweizer, Ordinarius für öffentliches Recht an der Universität St. Gallen, aus einem Artikel vom Juli 2007 in einer Schriftenreihe der Militärakademie, wonach «die Armee nicht im Rahmen ihres Assistenzdienstes für zivile Behörden beliebige Aufgaben des Sozialdienstes, des Landschaftsschutzes oder des Verkehrswesens leisten kann. Schnee schaufeln am Laubhorn, Parkplätze säubern an der Expo.01 oder Securitasaufgaben an der Euro 2008 stellen meines Erachtens keine legalen Einsätze von Armeeangehörigen dar. Artikel 67 Absatz 1 des Militärgesetzes bestimmt: 'Truppen können zivilen Behörden auf deren Verlangen Hilfe leisten ... zur Erfüllung anderer Aufgaben von nationaler Bedeutung.'»

Zwei bedeutende Gründe, die meines Erachtens für die Abschaffung der allgemeinen Wehrpflicht sprechen, sind auch

das Gleichbehandlungsgebot und das menschenrechtliche Verbot der Zwangsarbeit. Die allgemeine Wehrpflicht ist eine Verpflichtung zu einem Zwangsdienst und aus diesem Grund problematisch. Auf diese wesentliche Bestimmung des Völkerrechtes weist auch Prof. Dr. Rainer Schweizer im besagten Artikel hin. Die Verpflichtung zu einem staatlich angeordneten Zwangsdienst ist ein starker Eingriff in die Freiheit des Einzelnen und rechtfertigt sich nur, wenn die weltpolitische Lage äusserst desolat ist und so höchste Gefahr abgewendet werden kann. Die Sicherheits- und Bedrohungslage hat sich aber verändert, sodass es sich meines Erachtens nicht rechtfertigt, diesen Zwangsdienst aufrechtzuerhalten, notabene ein Zwangsdienst mitten in einer Zeit, in der sich ein junger Mensch auf seine Ausbildung und den Berufseinstieg konzentrieren muss.

Wenn noch 30 bis 45 Prozent eines Jahrgangs junger Männer Dienst leisten, so ist auch aus Gerechtigkeitsgründen und Gründen der Gleichbehandlung die Abschaffung der Wehrpflicht angesagt. Es geht doch nicht an, sie alle per Verfassung zu verpflichten und dann faktisch nur noch eine geringe Anzahl effektiv in den Dienst zu nehmen.

Ich bitte Sie darum, die Initiative zur Annahme zu empfehlen.

Streiff-Feller Marianne (CE, BE): Es sind in der Tat sehr wenige junge Männer, die sich auf den Militärdienst freuen. In meinem Bekanntenkreis jedenfalls ist er für fast alle eine Last, eine Pflicht eben, die geleistet werden muss, wie es schon im Namen heisst: Wehrpflicht. Ich frage mich, ob aber genau die Armee der Ort ist, wo man sagen kann: «Sollen es doch nur jene machen, die Freude daran haben.» Da habe ich meine grössten Bedenken.

Die Initianten sind überzeugt, dass die Qualität der Armee durch Freiwillige automatisch gesteigert würde, unter anderem deshalb, weil es dann keine unmotivierten Rekruten mehr gäbe; dies belege im Übrigen eine ETH-Studie. Um nicht unmotivierte Angehörige der Armee zu haben, muss aber an einem anderen Punkt angesetzt werden: Leerläufe, sinnlose Warterei, sinnlose Übungen – das sollte vermieden werden, da ist sicher noch Verbesserungspotenzial vorhanden.

Die Wehrpflicht abzuschaffen wäre aus meiner Sicht ein völlig falscher Weg. Ich erläutere Ihnen kurz, warum:

1. Ohne Pflicht gäbe es nur wenige, die sich freiwillig für das Militär melden würden. Und dass dies dann genau die Personen wären, die sich für eine solche Aufgabe eignen würden, wage ich zu bezweifeln.
2. Wenn es zu wenig Freiwillige gäbe, würde dies bald zu einer Berufarmee führen. Dies hätte grosse Kosten zur Folge.
3. Eine Berufarmee birgt das Risiko einer zusätzlichen Macht im Staat, was zu Instabilität führen könnte.
4. Mit der Abschaffung der Wehrpflicht ginge nicht nur die Milizarmee verloren, sondern auch wertvolles Know-how aus verschiedensten Berufs- und Kompetenzbereichen.
5. Die Milizarmee ist eine tragende Säule unserer Demokratie. Wer tragende Elemente entfernt, riskiert, dass das Getragene ins Wanken gerät oder gar in sich zusammenfällt.
6. Es schadet nicht, wenn auch militärkritischere Leute, die gewisse Dinge hinterfragen, in der Armee in der Verantwortung stehen.
7. Die Abschaffung der Wehrpflicht würde zur Entsolidarisierung der Gesellschaft beitragen.

Ich fasse kurz zusammen: Die Milizarmee «made in Switzerland» ist ein unvergleichliches Lernfeld für die Lebensschulung. Eine Armee aus sogenannt Freiwilligen würde erstens aus den Falschen bestehen, käme zweitens zu teuer und würde drittens namhaft zur Entsolidarisierung unserer Gesellschaft beitragen. Die Wehrpflicht ist sicherheitspolitisch unverzichtbar, militärisch notwendig und gesellschaftlich wünschenswert. Deshalb ist für mich und für die EVP die Abschaffung der Wehrpflicht keine Option.

Ich bitte Sie, die Volksinitiative und alle Anträge für allfällige Gegenentwürfe abzulehnen.

Pieren Nadja (V, BE): Sicherheit und politische Stabilität sind nicht selbstverständlich, bilden aber eine Grundvorausset-

zung für den Erfolg der Schweiz. Hier hat unsere Armee eine zentrale Bedeutung. Wir brauchen unsere Armee, um unsere Selbstbestimmung wahren und stärken zu können, um unser Land und unsere Bevölkerung vor Schaden zu bewahren und um natur- und zivilisationsbedingte Katastrophen zu bewältigen. Nur unsere Armee hat das benötigte Personal und die Fähigkeit, um in ausserordentlichen Lagen über längere Zeit die erforderlichen Leistungen für unseren Schutz und unsere Sicherheit erbringen zu können. Es gibt keine demokratisch bessere Kontrolle, als wenn der Souverän gleichzeitig auch die Armee stellt. Ein Abrücken vom Milizprinzip, welches die unausweichliche Folge der Aufhebung der Wehrpflicht wäre, würde diese demokratische Rolle der Schweiz massiv schwächen. Wir brauchen weiterhin eine moderne, gutausgerüstete und gutausgebildete Armee, die niemanden angreift, unsere Unabhängigkeit verteidigt und die Schweiz als berechenbaren, zum Frieden beitragenden Staat erkennen lässt.

Darum sage ich klar und zum Schutz unserer Bevölkerung und unseres Landes Nein zu dieser absolut schädlichen Initiative zur Aufhebung der Wehrpflicht.

Vitali Albert (RL, LU): Ich bin gegen eine Aufhebung der Wehrpflicht. Die meisten Schweizerinnen und Schweizer wissen, dass es zu allen Rechten, die wir haben, auch Pflichten gibt. Eine davon ist für unsere Sicherheit: die Wehrpflicht.

Sicherheit ist nicht delegierbar und ein Kerngeschäft des Staates. Die Befürworter der Aufhebung wollen, dass es eine «freiwillige Wehrpflicht» geben soll, und mit einem solchen Jekami, «Jeder kann mitmachen», sollen wir eine schlagkräftige Armee aufstellen. Meiner Meinung nach fehlt es hier den Befürwortern am nötigen Realitätssinn. Es ist doch leider heute Tatsache, dass sich die Leute immer weniger verpflichten wollen.

Wie stellen sich die Initianten einen Einsatz im Katastrophenfall vor? Die Armee hat ja gar keine Handhabe mehr, die Leute einzuberufen. Soll die Armee bei jedem Bürger «bitti-bätti» machen, damit sie genug Leute zusammenbekommt? Inzwischen hat zum Beispiel die Schlammlawine bereits alles überrollt, und der Ort oder die Landschaft ist überschwemmt. Wie stellen sich die Initianten die Durchführung von grösseren Sportanlässen mit einer Freiwilligenarmee in der Schweiz vor? Die Armee schützt nämlich nicht nur unser Land, sondern sie leistet gegen Entgelt Unterstützung im Katastrophenfall oder bei Grossanlässen.

So leistet die Armee alljährlich bei den Ski-Weltcuprennen, aber auch bei den Eidgenössischen Musikfesten, wie im Jahre 2011, und bei den Eidgenössischen Jodlerfesten eine hervorragende Unterstützung. Als Mitorganisator des Eidgenössischen Schwingfests 2004 in Luzern weiss ich diese Einsätze überaus zu schätzen. Ohne diesen sinnvollen Einsatz der Armee und des Zivilschutzes können solche gigantische Anlässe schlicht und einfach nicht mehr durchgeführt werden. So kann auch das kommende Eidgenössische Schwingfest 2013 in Burgdorf auf den Einsatz der Armee und des Zivilschutzes zählen. Es freut unseren Kollegen und Nationalrat Res Aebi überaus, dass das so ist. Nebenbei: Solche Anlässe haben eine wirtschaftliche Nachhaltigkeit, der Staat muss keine Defizitgarantie leisten; zudem sind sie etwas für das Herz und das Gemüt, und jeder fühlt sich sicher.

Weiter sind die Fähigkeiten und Kenntnisse in der heutigen Armee gut ausgewogen. Das wäre bei einer Freiwilligenarmee gar nicht mehr möglich. Da muss man dann nehmen, was man bekommt. Es nützt nichts, wenn zu viele Leute einer Berufsgattung dabei sind. Es braucht alle. Mit einer «freiwilligen Wehrpflicht» wiegen wir uns in falscher Sicherheit. Auf eine solche Armee möchte ich mich nicht verlassen müssen, denn ich bin überzeugt, dass das nicht funktionieren wird und wir im Ernstfall wehrlos sind.

Aus diesem Grund lehne ich die Initiative und die Minderheitsanträge mit Überzeugung ab.

Hadorn Philipp (S, SO): Nach diesem Hohelied auf den Sport, der offenbar nur mit der bisherigen Schweizer Armee

weiterfunktionieren kann, und den Darlegungen, was wirtschaftliche Nachhaltigkeit bedeuten könnte, möchte ich mich gerne ein wenig auf diese volkswirtschaftlichen Aspekte konzentrieren.

Verträgt die Schweizer Volkswirtschaft effektiv eine Weiterführung der heutigen Wehrpflicht für in der Schweiz lebende Männer mit Schweizer Pass? Ist nicht vielen von Ihnen aufgrund eigener Erfahrung oder durch Rückmeldungen aus dem Bekanntenkreis bekannt, dass der Militärdienst, nebst der problematischen Organisation und der mangelhaften Auslastung, auch zu erheblichen Problemen am Arbeitsplatz führte?

Es ist nicht ohne Grund, dass Untersuchungen zu folgendem Schluss kamen: Die Wehrpflicht ist volkswirtschaftlich ineffizient. Dieses Fazit kommt nicht aus einer Studie der Friedensbewegung, zu der ich zwar ebenso Vertrauen hätte – nein, das Fazit stammt von Reiner Eichenberger, der als ordentlicher Professor für Finanzwirtschaft an der Universität Freiburg lehrt und forscht. Bei dieser Analyse stellt der Volkswirtschaftler fest, dass die Wehrpflicht schwerwiegende Nachteile für die Schweizer Wirtschaft hat.

Aus seinem Aufsatz in der Schriftenreihe der Militärakademie der ETH Zürich, aber auch aus Analysen anderer Forschenden erwähne ich hier nur eine kleine Auswahl nachteiliger Faktoren des gegenwärtig angewendeten Systems: mangelhafte Motivation der «Zwangsrekrutierten» innerhalb des Militärs auf allen Ebenen; ineffizienter Einsatz eines überdimensionierten Personalkörpers; überhöhter Ausbildungsbedarf, der faktisch weder optimal organisiert noch effektiv genutzt werden kann. Nicht offiziell berechnete Opportunitätskosten belasten die Volkswirtschaft mit weiteren 3,5 Milliarden Franken: Dies ortet Professor Eichenberger aufgrund der 6,3 Millionen Diensttage im Jahr 2006, wohlverstanden zusätzlich zu den offiziell ausgewiesenen Kosten des Militärbudgets von weit über 4 Milliarden Franken, ganz zu schweigen von der kostenintensiven Massenaushebung mit einer grossen Anzahl von Ausmusterungen. Dazu kommt noch der Abbruch der Rekrutenschule durch nicht wenige Unmotivierte.

Eine freiwillige Milizarmee hat den Vorteil, dass Frauen und Männer mit einer offensichtlichen Motivation ihre sozialen, privaten und beruflichen Fähigkeiten für eine bestimmte Zeitperiode in den Dienst der Armee stellen wollen. Mindestens zwei operative, positive Effekte hat eine freiwillige Milizarmee: 1. Die Armee muss ihre Schulungs- und Ausbildungseinsätze derart organisieren, dass die organisatorische und inhaltliche Qualität und Professionalität von den Freiwilligen erkannt werden können.

2. Die Bewältigung der heute allenfalls noch erforderlichen Aufgaben der Schweizer Armee könnte zudem mit einer bedeutend kleineren Anzahl Freiwilliger günstiger und effizienter erfolgen.

Ich bin überzeugt: Mit einem Ja zur Aufhebung der Wehrpflicht tun wir einen wertvollen Dienst zur Stärkung unserer Volkswirtschaft. Dieser positive Effekt könnte nur noch durch die Abschaffung der Armee übertroffen werden, was hier jetzt aber nicht zur Diskussion steht. Möglicherweise ist dies eine der letzten Chancen, der Schweizer Armee aus Sicht der Bevölkerungsmehrheit und unserer Wirtschaft überhaupt noch eine angepasste Daseinsberechtigung für die Zukunft abringen zu können.

Ich bitte Sie, im Interesse unserer Volkswirtschaft den Antrag der Minderheit I anzunehmen und damit Volk und Ständen die Annahme dieser zukunftsgerichteten Initiative zu empfehlen.

Rösti Albert (V, BE): Herr Kollege Hadorn, ich habe diesen Aufsatz von Herrn Professor Eichenberger auch gesehen. Meinen Sie nicht auch, dass er von einer grundsätzlich falschen Ausgangslage ausgeht, wenn er sagt, es gehe hier letztlich nicht um die Abschaffung der Armee, und dabei vergisst, dass die Initiative eben gerade von der GSa lanciert wurde, deren Grundprinzip letztlich die Abschaffung durch den Ressourcenentzug – indem man diese Freiwilligkeit einführt – ist?

Hadorn Philipp (S, SO): Geschätzter Kollege, ich denke, es wurde gerade nicht geprüft, woher diese Initiative kam, weil das auch nicht der Grund seiner Analysen war, sondern der Grund war eine saubere Auseinandersetzung damit, ob ein Freiwilligendienst eine höhere Effizienz, einen höheren Nutzen für diejenigen bringt, die das wollen, die einen Sinn in dieser Armee sehen – ob das also gewährleistet wird. Ich denke, dieser Dozent hat das sorgfältig geprüft und entsprechend nachgewiesen. Dass von den gleichen Kreisen möglicherweise eine Abschaffung oder andere Fragen zur Armee auch noch diskutiert werden, ist legitim, war allerdings auch in diesen Analysen gar nicht Gegenstand der Diskussionen.

Büchel Roland Rino (V, SG): Herr Hadorn, Sie zitieren einen Professor, und Sie dozieren schon wie ein Professor. Ich frage Sie: Welchen konkreten Bezug haben Sie zur Wirtschaft? Was sagen die Leute? All die Unternehmen, die ich kenne – und ich kenne viele –, beklagen sich nicht, wenn sie Leute freistellen müssen. Sie arrangieren sich. Warum theoretisieren Sie, oder was haben Sie für einen Bezug zur realen Wirtschaft?

Hadorn Philipp (S, SO): Danke für diese Frage. Als Gewerkschaftssekretär ist mir sehr wohl bewusst, dass verschiedene Unternehmen Probleme haben. Mitglieder unserer Gewerkschaft – und als Gewerkschaft müssen wir diese Aufgabe wahrnehmen – finden sich in gewissen Konstellationen wieder, in denen Arbeitgeber es nicht goutieren, dass die Leute Militärdienst leisten. Selbst wenn ich dafür persönlich vielleicht noch Verständnis habe, bin und war ich mehrfach mit der Situation konfrontiert, dass wir unseren Mitgliedern bei der Erlangung des Rechts, in den Militärdienst zu gehen und in dieser Zeit von ihren Aufgaben entlastet zu sein, sowie dabei, das Ganze organisatorisch zu managen, behilflich sein mussten. Das Ganze ist ein Problem für die Wirtschaft und für zahlreiche Arbeitgeber.

*Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

12.035

Einsätze der Armee zur Unterstützung ziviler Behörden. Bundesbeschluss

Engagements de l'armée en faveur des autorités civiles. Arrêté fédéral

Differenzen – Divergences

Botschaft des Bundesrates 02.03.12 (BBi 2012 3621)

Message du Conseil fédéral 02.03.12 (FF 2012 3363)

Nationalrat/Conseil national 07.06.12 (Erstrat – Premier Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 19.09.12 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 06.12.12 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 06.12.12 (Ordnungsantrag – Motion d'ordre)

Ständerat/Conseil des Etats 10.12.12 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 11.12.12 (Differenzen – Divergences)

Text des Erlasses (BBi 2013 233)

Texte de l'acte législatif (FF 2013 231)

Bundesbeschluss über die Einsätze der Armee zur Unterstützung ziviler Behörden

Arrêté fédéral concernant les engagements de l'armée en service d'appui en faveur des autorités civiles

Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates